

École nationale supérieure des sciences politiques

Mémoire de fin d'études présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master
en sciences politiques spécialité : Relations Internationales

**L'influence du décideur sur la politique étrangère : le cas de la
fédération de Russie**

Directrices de mémoire : Madame kasdali Fella et Naima Bayhou

Examineurs : Madame Flissi Nardjess et Monsieur Ibrahim Tigamounine

Réalisé par : Chakira Fatma Benratou

2024/2025

À la mémoire de Papa.

Remerciements

Je tiens à remercier sincèrement mes deux directrices de mémoire, Madame Kasdali Fella et Madame Naima Bayhou, pour leur encadrement, leur bienveillance et leur engagement tout au long de ce travail.

Madame Kasdali Fella, que j'ai eu la chance d'avoir pendant deux années au sein de notre parcours universitaire, m'a profondément marquée par la qualité de son accompagnement et la passion qu'elle transmet à travers ses enseignements. C'est d'ailleurs au cours de l'un de ses modules que m'est venue l'inspiration pour le sujet de ce mémoire.

Je remercie également Madame Naima Bayhou d'avoir accepté de m'encadrer dès le début de cette année universitaire, d'avoir accueilli avec ouverture et enthousiasme mon sujet, et surtout, d'avoir fait preuve d'une grande patience et d'une passion constante face aux nombreux changements et ajustements qu'a connus ce travail.

Je souhaite également exprimer toute ma gratitude à mon oncle Ouarzedini Elhadi, pour m'avoir soutenue avec rigueur et pour avoir pris le temps de relire attentivement ce travail, en y apportant les ajustements nécessaires pour en affiner la qualité.

Liste des Acronymes

PE	Politique Étrangère
APE	Analyse de la politique étrangère
RI	Relations internationales
PDPE	Prise de décision en politique étrangère
URSS	Union des République Socialiste Soviétique
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
BE	Boris Eltsine
DM	Dimitri Medvedev
VP	Vladimir Poutine
KGB	Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti
FSB	Federalnaïa Sloujba Bezopasnosti
SVR	Federalnaïa Sloujba Bezopasnosti
CEI	Communauté des États indépendants
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OMC	Organisation mondiale du commerce
MAE	Ministère des affaires étrangère

Résumé

La prise de décision en politique étrangère ne peut se comprendre à travers une approche strictement étatique ou systémique. Elle implique des mécanismes complexes où interagissent des facteurs cognitifs, institutionnels et contextuels. Les théories contemporaines, telles que la rationalité limitée ou la théorie des perspectives, insistent sur le rôle de l'incertitude, de la contrainte temporelle, des biais cognitifs et des dynamiques internes dans la formulation des choix extérieurs. Ces décisions, souvent prises dans des conditions de pression, dépendent autant de l'environnement que des modalités de traitement de l'information.

Au cœur de ce processus se trouve le décideur individuel. Ce dernier, qu'il soit un chef d'État, un conseiller ou un acteur clé de l'exécutif, influence la direction stratégique de la politique étrangère par ses traits de personnalité, ses croyances, son style de leadership et sa perception du monde. L'analyse du code opérationnel ou l'étude des traits de leadership permettent de saisir comment ces dimensions psychologiques façonnent les préférences et comportements décisionnels. Les décideurs n'agissent jamais dans un vide institutionnel, mais leur marge d'autonomie peut varier selon les régimes, les conjonctures et les structures en place.

L'étude du cas de la fédération de Russie contemporaine permet de mettre en perspective ce cadre théorique. De Boris Eltsine à Vladimir Poutine, en passant par Dimitri Medvedev, les dynamiques de personnalisation du pouvoir, la centralisation des décisions et l'évolution des doctrines de politique étrangère révèlent le poids de l'individu dans les orientations diplomatiques et sécuritaires. Ces dirigeants ont incarné des visions, des méthodes et des styles différents, influençant directement la posture internationale de la Russie. Le recours à l'analyse individuelle permet ainsi d'interroger la manière dont ces acteurs façonnent, orientent ou adaptent la politique étrangère d'un État à travers leurs décisions.

Mots clés : Prise de décision, politique étrangère, Fédération de Russie.

Abstract

Foreign policy decision-making cannot be fully understood through a strictly state-centric or systemic approach. It involves complex mechanisms shaped by the interplay of cognitive, institutional, and contextual factors. Contemporary theories, such as bounded rationality and prospect theory, emphasize the role of uncertainty, time constraints, cognitive biases, and internal dynamics in shaping external policy choices. These decisions, often made under pressure, depend as much on the environment as on the processes of information analysis.

At the heart of this process lies the individual decision-maker. Whether a head of state, advisor, or key executive actor, their personality traits, beliefs, leadership style, and worldview influence the strategic direction of foreign policy. Analyses of operational codes or leadership traits help reveal how these psychological dimensions shape decision-making preferences and behaviors. While decision-makers do not act in an institutional vacuum, their degree of autonomy varies across political regimes, contexts, and existing structures.

The case of contemporary Russia illustrates this theoretical framework. From Boris Yeltsin to Vladimir Putin, including Dmitry Medvedev, the personalization of power, centralization of decision-making, and evolution of foreign policy doctrines highlight the individual's role in shaping diplomatic and security orientations. These leaders embodied distinct visions, methods, and styles, directly impacting Russia's international posture. Individual-level analysis thus offers insights into how such actors shape, steer, or adapt a state's foreign policy through their decisions.

Key words : Decision making, Foreign policy, Russian Federation.

Table des matières

Liste des Acronymes	4
Résumé.....	5
Abstract	6
Introduction	9
Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d’analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.....	14
1.1.Cadre théorique et conceptuel de la prise de décisions en politique étrangère.	15
1.1.1 Fondements conceptuels de la prise de décisions en politique étrangère.....	15
1.1.2 Fondements théoriques de la prise de décision en politique étrangère :	28
1.2Dimensions psychologique, interpersonnelle et leadership dans la prise de décision en politique étrangère.	35
1.2.1 Leadership :	36
1.2.2 Influence psychologique et cognitive :.....	42
Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère.....	53
2.1 Boris Eltsine	54
2.1.1 Parcours personnel et trajectoire politique	54
2.1.2 Cadre institutionnel et dynamique décisionnelle dans les années 1990	60
2.2 Dimitri Medvedev	65
2.2.1 Parcours politique et contexte d’accession à la présidence	65
2.2.2 Fonctionnement du système décisionnel et marges de manœuvre présidentielles.....	71
2.3 Vladimir Poutine :	73
2.3.1 Parcours personnel et construction d’un leadership politique :	73
2.3.2 Refondation de la politique étrangère : identité nationale et renforcement institutionnel.	80
Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine	88
3.1 La politique étrangère russe à travers ses outils : diplomatie, armée, sécurité, religion et énergie.	89
3.1.1 La diplomatie :.....	89
3.1.2 les services de sécurité :.....	93
3.1.3 L’armée :.....	94
3.1.4 L’Église orthodoxe Russe :.....	95
3.1.5 Le Gaz Naturel :	96
3.2 Orientations et stratégies des décideurs russes en politique étrangère : continuités, ruptures et évolutions dans les documents officiels et constitutionnels (1991-2023)	99

3.2.1 Conception de la politique étrangère :	101
3.2.2 Concept de la sécurité nationale :	110
3.2.3 la doctrine militaire russe :	114
3.3 Approches décisionnelles en politique étrangère : une analyse comparée des réponses des décideurs russes.....	120
3.3.1 La politique étrangère russe envers la Tchétchénie sous Boris Eltsine :	120
3.3.2 La politique étrangère de la Russie envers la Géorgie sous Dimitri Medvedev :	127
3.3.3 La politique étrangère russe de la Russie envers l'Ukraine sous Vladimir Poutine :	138
Conclusion	150
Bibliographies	152

Introduction

Introduction

La prise de décision en matière de politique étrangère *Foreign policy decision making* a souvent été traitée comme une variable secondaire. Les preneurs de décisions ou décideurs *Decision Maker* sont souvent stigmatisés et réduits à un cadre managérial rigide, qui s'étend ensuite pour envelopper divers autres domaines, y compris la politique étrangère. Cependant, le fait d'associer la prise de décision en politique étrangère à un domaine unique ne fait qu'entraver l'acte en lui-même. Le processus est en effet bien plus complexe et exige certaines réflexions.

La politique étrangère est souvent perçue comme la continuation de la politique intérieure, elle se distingue des autres politiques par sa particularité dirigée vers l'extérieur : c'est-à-dire c'est une activité de l'État qui va au-delà des frontières nationales, autrement dit, une politique publique déployée vers le niveau international. À l'époque de la guerre froide régnait une vision particulière de la politique étrangère et qui diffère de celle perçue aujourd'hui, la distinction entre politique interne et externe était nommée : « *High politics* » qui désigne les politiques de haute importance telle que la défense et la sécurité, a contrario de la : « *Low politics* » qui désigne tout le reste des politiques considérées comme moins importantes telles que les politiques économiques. Cette vision avait donné un aspect beaucoup plus restreint de la politique étrangère, la liant ainsi aux intérêts vitaux de l'état visant à maximiser la puissance. Une vision assez réaliste qui s'accordait au contexte international de l'époque. Mais la mobilité continue qui caractérise les relations internationales a rendu cette vision décalée, surtout après certains événements mondiaux dont le choc pétrolier de 1973 qui ont prouvé d'une certaine manière que les menaces qui pouvaient atteindre l'État n'ait pas que militaires. Cette nouvelle vision grandement influencée par l'élargissement du concept de la sécurité et de la notion de menaces *Threats* étaient présentes à travers l'immigration, les épidémies ainsi que le changement climatique. Il était donc nécessaire d'adapter la politique étrangère au nouveau contexte international car elle ne pouvait plus se limiter uniquement à la sécurité de l'État.

Dans la sphère de la politique étrangère, la question n'est pas seulement définie par ses objectifs à atteindre comme le reste des politiques publiques. En effet, elles ont toutes en commun le fait d'avoir été formulées dans ce qui constitue les frontières nationales. Mais dans le cas de la politique étrangère, un paramètre géographique rentre en jeu car chaque

Introduction

action du gouvernement déployée dans l'environnement dépassant les frontières nationales peut être considérée comme élément de cette dernière.

La politique étrangère est caractérisée par la « confidentialité » ce qui rend ses objectifs assez flous pour ne pas dire inaccessibles. En effet la transparence n'est pas vraiment requise et son absence n'est pas péjorative dans le domaine de la PE par conséquent les objectifs de la PE sont dans la plupart des cas déduits en analysant les résultats certains cas sont analysés à travers les déclarations publiques des décideurs.

La nature extra-domestique de la PE l'attache automatiquement à l'intérêt national ceci la rend fondamentalement importante aux valeurs de l'État. Cet aspect s'aligne avec une certaine croyance qui domine largement dans les pays, où la PE doit être isolée de toute agitation intérieure sa pérennité doit être assurée même lorsque le gouvernement change et l'opposition adopte une politique étrangère est considérée comme déloyale. L'étude de la PE implique une compréhension sur comment le système politique domestique et international interagissent. Certains, pour ne pas dire la plupart voient la PE comme une continuation, un processus qui permet de connecter deux niveaux de système politique ce qui lui donnait l'image similaire d'un pont liant deux extrémités.

Auparavant les réactions externes de l'État étaient jugées comme une réponse directe aux stimuli extérieurs. C'était durant la seconde guerre mondiale que cette image paraissait entre les deux politiques, plusieurs processus : notamment culturel, économique social et aussi dans le cas de cette étude psychologique ont montré leurs effets direct ou indirect sur la PE ou les fonctions externes des sociétés. Ce tournant majeur a eu lieu grâce au progrès des sciences sociales qui a directement affecté la PE la rendant difficile à analyser avec des méthodes considérées comme simples, c'est là où plusieurs niveaux d'analyse rentrent en jeu dont les objectifs principaux tendent à une identification des composantes du processus de la création d'un PE, telles que l'image et la perception. Ces dernières considérées comme facteurs internes longtemps mis à l'écart à cause de l'aspect réactif qui était attaché à la PE. Ce tournant scientifique a permis à plusieurs nouvelles approches de naître dont l'approche de la prise de décision *the Decision Making Approach*, elle a permis d'identifier plusieurs nouvelles variables qui conditionnent les comportements des preneurs de décisions et qui se reflètent clairement dans les objectifs et actions extérieurs de ces derniers.

La politique étrangère est considérée comme un processus opaque, difficile, et la prise des décisions encore plus. Elle est souvent perçue comme l'apanage de logiques

Introduction

structurelles, institutionnelles ou systématiques, reléguant ainsi au second plan le rôle des individus dans son élaboration. Pourtant, au cœur de chaque décision internationale, se trouve un acteur humain ou plus précisément un décideur dont la perception, la personnalité et l'horizon idéologique peuvent transformer profondément l'orientation d'un État sur la scène mondiale. C'est notamment le cas de la fédération de Russie, dont la politique étrangère constitue un exemple pragmatique de la dialectique entre continuité stratégique et changement individuel.

La politique étrangère de la fédération de Russie est régulièrement abordée sous l'angle de cette tension entre le changement et la continuité. D'un côté, on insiste sur les constantes géopolitiques qui façonnent l'identité stratégique de la Russie, son besoin de profondeur stratégique, sa méfiance à l'égard de l'occident, sa volonté de puissance et d'autonomie. D'un autre côté, les chercheurs observent des inflexions significatives dans sa continuité extérieure, souvent liées aux profils des présidents successifs. Cette ambivalence conceptuelle reflète une interrogation plus large et fondamentale : dans quelle mesure les dirigeants, avec leurs spécificités personnelles, peuvent-ils infléchir une trajectoire d'État ? La personnalité du décideur influence-t-elle la politique étrangère ?

La fédération de Russie, depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, a connu trois présidents qui ont incarné chacun à leur manière une période politique distincte : Boris Eltsine (1999-1991), Vladimir Poutine (2000-2008) puis de 2012 jusqu'à présent, et Dimitri Medvedev (2008-2012). Si la ligne générale de la politique étrangère russe semble afficher une certaine continuité, notamment dans ses préoccupations sécuritaires et ses revendications de statut international, les méthodes, les priorités et les tonalités diplomatiques ont sensiblement varié d'un dirigeant à l'autre. Il s'agit d'un terrain d'étude idéal pour interroger le rôle du décideur dans la formulation de la politique étrangère.

Ce mémoire se propose de projeter cette question en l'articulant en trois grandes parties, par lesquelles découle une progression logique de la réflexion, depuis les fondements théoriques jusqu'à l'étude empirique du cas russe.

La première partie de ce mémoire s'attache à présenter le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en politique étrangère. Ce cadre théorique et conceptuel, issu de l'analyse de la politique étrangère, remet en question les visions classiques des relations internationales centrées sur l'État comme acteur rationnel unique. Il introduit au contraire une approche multiniveau ou l'individu et notamment le leader

Introduction

politique occupe une place prépondérante. A travers les apports de la psychologie politique, de la théorie du leadership et des modèles tel que le code opérationnel, cette partie explore les variables cognitives, émotionnelles et comportementales qui influencent la manière dont un dirigeant conçoit et exécute la politique étrangère.

La deuxième partie est consacrée à une étude approfondie des trois principaux décideurs de la Fédération de Russie depuis 1991 : Boris Eltsine, Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev. En plaçant le décideur au cœur de l'analyse, cette section explore les trajectoires personnelles, les traits de personnalités de chacun de ces présidents. Il s'agit de comprendre comment leur profil unique ont influencé leurs approches respectives de la politique étrangère, et en quoi leur personnalité a pu façonner les choix stratégiques de la Russie sur la scène internationale. Cette partie mobilise des concepts clés tels que les traits de personnalités, et les modèles décisionnels pour éclairer la relation entre caractéristiques individuelles et orientation politique notamment dans le contexte interne de la PE.

Enfin, la troisième partie adopte une approche comparée des trois présidences russes en se focalisant sur les profils psychologiques et décisionnels des trois présidents. Cette section cherche à démontrer comment la personnalité du décideur, dans un régime à forte centralisation exécutive comme celui de la Russie, peut constituer un facteur clé de la politique étrangère. Elle mobilise notamment les outils de l'analyse des traits de leadership *Leadership Trait Analysis*, de la théorie des perspectives et du code opérationnel pour identifier les régularités et les écarts entre les trois dirigeants.

En définitive, ce travail cherche à réévaluer l'influence du facteur humain dans une discipline encore largement dominée par les modèles structurels. En mettant en perspective les trajectoires individuelles des présidents russes avec les orientations de la politique étrangère de leur pays, il ambitionne d'apporter une réponse nuancée à une question centrale : **Comment les déterminants personnels des décideurs influencent-ils la formulation de la politique étrangère de la Fédération de Russie, et dans quelle mesure leur impact peut-il dépasser celui des contraintes institutionnelles et internes ?**

Nous tenterons, en conclusion, de revenir sur cette problématique et de mesurer, à travers l'exemple russe, dans quelle mesure l'individualité des décideurs leurs croyances, leurs émotions, leur parcours peut s'imposer comme un déterminant autonome de l'action internationale. En explorant cette articulation entre structure et agent, entre permanence et

Introduction

changement, ce mémoire entend contribuer à la compréhension des mécanismes profonds qui façonnent les relations internationales contemporaines.

De ce fait ce mémoire se fixe plusieurs objectifs, d'abord Il vise à analyser l'impact de la personnalité des dirigeants russes sur la politique étrangère de leur pays, en donnant un poids au décideur dans le processus décisionnel. Il cherche également à démontrer que la politique étrangère n'est pas exclusivement déterminée par des contraintes structurelles, mais qu'elle peut aussi refléter des logiques subjectives propres à chaque décideur.

À partir de cette problématique, se formulent trois hypothèses :

Hypothèse 1 : Le décideur individuel exerce une influence sur la politique étrangère de la fédération de Russie.

Hypothèse 2 : Les traits de personnalité, les croyances et les perceptions des présidents russes conditionnent les orientations stratégiques dans la politique étrangère.

Hypothèse 3 : Une approche comparée permet de mettre en évidence des constantes et des variations imputables aux spécificités personnelles de chaque décideur dans la prise de décision en politique étrangère.

Afin de vérifier ce qui vient d'être annoncé, cette recherche adopte une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire et comparative. Elle s'appuie sur l'étude de cas de la Fédération de Russie post-soviétique et mobilise les discours, doctrines et documents officiels comme sources principales. L'analyse repose également sur des grilles issues de la psychologie politique, telles que le *Leadership Trait Analysis*, le code opérationnel, et la théorie des perspectives. Enfin, des études de cas sont utilisées pour illustrer les trajectoires décisionnelles et les récits produits autour des dirigeants étudiés.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

Partie 1

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

1.1. Cadre théorique et conceptuel de la prise de décisions en politique étrangère.

1.1.1 Fondements conceptuels de la prise de décisions en politique étrangère.

(1)Analyse de la politique étrangère :

L'analyse de la politique étrangère *Foreign Policy Analysis*, est une sous-discipline des relations internationales qui a émergé en réponse aux insuffisances des théories classiques de ces relations, notamment celles regroupées sous l'appellation de *Classical Theories* soit théories classiques. Ce courant d'analyse cherche à dépasser les approches traditionnelles en intégrant des éléments issus d'autres disciplines, telles que la psychologie, la sociologie, l'économie et les sciences cognitives, afin de mieux comprendre les dynamiques de prise de décision en politique étrangère.

Ce domaine s'est structuré autour de plusieurs niveaux d'analyse, rendant compte de la complexité inhérente aux processus décisionnels en politique étrangère. L'approche multiniveau adoptée dans ce cadre combine trois perspectives complémentaires : la perspective macroscopique (ce qui est observable à l'œil nu), la perspective microscopique (ce qui est invisible à l'œil nu) et la perspective mésoscopique (intermédiaire entre les niveaux microscopique et macroscopique).

À l'échelle macroscopique, les facteurs structurels, culturels et sociaux jouent un rôle déterminant dans l'orientation globale des politiques étrangères. Ils influencent les grandes dynamiques d'un système international, façonnant ainsi les comportements collectifs des États et des sociétés. Ce niveau d'analyse permet d'examiner les tendances à long terme et les influences systémiques, telles que la mondialisation, l'équilibre des puissances ou encore les grandes idéologies qui sous-tendent les relations internationales. Sur le plan mésoscopique, l'attention se porte sur le rôle des institutions étatiques et bureaucratiques dans la prise de décision en matière de politique étrangère. Les ministères des Affaires

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

étrangères, les conseils de sécurité nationale et les autres organes administratifs jouent un rôle d'intermédiaire en structurant les interactions entre les acteurs et en encadrant les décisions à travers des normes et des procédures établies. Ce niveau d'analyse met en lumière l'influence des groupes de pression, des partis politiques et des bureaucraties sur l'élaboration et l'application des politiques étrangères¹ Enfin, au niveau microscopique, l'accent est mis sur les individus eux-mêmes, notamment les dirigeants politiques, les diplomates et les conseillers stratégiques. Leurs perceptions, croyances, émotions et expériences personnelles jouent un rôle fondamental dans la définition des choix politiques. Ce niveau d'analyse explore l'impact de la psychologie cognitive, des biais décisionnels et des préférences personnelles des décideurs sur les orientations stratégiques d'un pays.

L'analyse de la politique étrangère (APE) ne se limite donc pas à l'étude des résultats des décisions prises par les États, mais s'intéresse avant tout aux processus décisionnels eux-mêmes. Elle vise à comprendre comment ces décisions sont élaborées, quelles en sont les influences majeures et quels facteurs internes et externes entrent en jeu. Par cette approche, l'APE constitue un outil essentiel permettant de décrypter les mécanismes complexes qui sous-tendent la politique internationale, en offrant une vision plus nuancée et approfondie des dynamiques qui régissent les relations entre les nations.

L'APE constitue une sous-discipline essentielle à la compréhension des relations entre États. Elle explore les divers défis auxquels les dirigeants sont confrontés dans la gestion des relations internationales et examine les dynamiques qui influencent leurs prises de décision. Cette discipline met en lumière comment certaines erreurs stratégiques, des erreurs d'évaluation ou encore des dépassements de pouvoir peuvent engendrer des tensions diplomatiques majeures, voire des crises internationales.

L'histoire regorge d'exemples illustrant ces dynamiques, notamment la crise des missiles de Cuba en 1962, qui a failli plonger le monde dans un conflit nucléaire. De tels événements ont longtemps été au centre des études de cas en politique étrangère, car ils permettent de mieux comprendre les mécanismes sous-jacents aux prises de décisions des

¹ M.Tayfur, « Main Approaches to the study of Foreign Policy : A Review, » METU Studies in Development 21, no.1 (1994), 113-141.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

dirigeants, les réactions des acteurs internationaux et les stratégies mises en place pour gérer ces crises¹.

L'analyse de la politique étrangère est influencée par de nombreux acteurs, notamment les décideurs, les institutions et les groupes d'intérêt. Elle est également impactée par les aspects structurels telles que les systèmes nationaux et le système internationale ainsi que par les dynamiques mondiales. Cette interaction rend L'APE une discipline complexe *Complexed Field*, nécessitant une compréhension approfondie à la fois des structures et des acteurs.

Les approches classiques des relations internationales, que l'analyse de la politique étrangère considérait comme insuffisante avaient comme principale supposition que les États étaient des acteurs rationaux et agissait comme tel, cette dernière était réfutée par les partisans de L'APE qui considéraient l'État comme une abstraction et que les décisions politiques étaient prises par des décideurs qu'ils soient des individus ou membre d'un groupe la décision était issue d'un décideur humain. L'humain preneur de décisions était devenu donc la nouvelle unité d'analyse de L'APE.

L'introduction de l'analyse de la politique étrangère à la discipline des relations internationales avait l'effet d'une révolution disciplinaire, et a connu trois vagues d'évolution historique, la première vague était entre 1954 et 1973 avec des chercheurs comme Richard Snyder et James Rosenau qui ont mis l'accent sur le processus de prise de décisions. La seconde vague, comprise entre les années 1974 et 1993, a connu l'influence de la psychologie politique sur L'APE, où plusieurs défis d'aspect méthodologique ont vu le jour, notamment les études des décisions prises au sein de bureaucraties fermées, qui constituent jusqu'à nos jours un véritable défi analytique pour les chercheurs. La troisième et dernière vague était celle de l'ère post-guerre froide où certains événements internationaux, dont la chute de l'Union Soviétique a largement renforcé la pertinence de L'APE pour expliquer les décisions politiques à travers les caractéristiques des dirigeants d'un côté, et d'autres aspects comme la politique intérieure et la dynamique bureaucratique d'un autre côté. Ces derniers ont été considérés comme de nouveaux éléments d'analyse

¹ Stephen G. Walker, *Rethinking Foreign Policy Analysis: States, Leaders, and the Microfoundations of Behavioral International Relations* (New York: Routledge, 2011), 3.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

modernisant ainsi la discipline et apportant une bouffée d'air frais aux relations internationales¹.

Parmi les travaux ayant largement contribué à l'élargissement de l'analyse de la politique étrangère, on retrouve ceux de Harold et Margaret Sprout. Ces auteurs ont critiqué l'idée selon laquelle il serait possible de comprendre la politique étrangère d'un État en se limitant à l'étude de sa puissance économique-militaire. Ils ont insisté sur l'importance d'analyser la manière dont les dirigeants perçoivent et interprètent le monde qui les entoure, leurs décisions étant fondées sur ces perceptions. Selon eux, pour parvenir à une analyse approfondie et comprendre pourquoi un état échoue ou réussit en politique étrangère, en réalisant les objectifs de cette dernière, il est essentiel d'examiner les actions entreprises par ces dirigeants. Comprendre ces actions nécessite d'étudier l'état d'esprit et le psycho-milieu des individus qui prennent les décisions. En effet, ce dernier et la façon dont les dirigeants perçoivent et interprètent l'environnement international varie d'un dirigeant à un autres.

Un autre pionnier de l'analyse de la politique étrangère, James Rosenau, a critiqué l'absence de théories testables dans ce domaine. Pour remédier à cette lacune, il a proposé de s'inspirer de Gregor Mendel, biologiste ayant développé les lois de la ségrégation, qui constituent une base des lois de l'hérédité en génétique. Connu pour son approche scientifique, Rosenau souhaitait appliquer à la politique étrangère des lois similaires à celles des sciences exactes, afin de mieux comprendre les divers facteurs influençant les décisions en politique étrangère et, par conséquent, les actions des États.

Les théories qu'il cherchait à développer sont appelées *Middle Range Theories* soit les théories à portée moyenne. Celles-ci se concentrent sur des aspects spécifiques de la politique étrangère, tels que la prise de décision en période de crise. Selon Rosenau, une analyse pertinente de la politique étrangère devait être à la fois multi causale et multiniveau, prenant en compte les différentes causes ayant conduit à certaines décisions, tout en traversant les divers niveaux qui les ont engendrées²

Richard Snyder a également contribué à l'enrichissement de la discipline de L'APE en mettant l'accent sur le rôle crucial et important des décideurs dans l'élaboration d'une

¹ Valerie M. Hudson, *Foreign Policy Analysis: Classic and Contemporary Theory*, 2e éd. (Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2014), 3-19.

² Walter Carlsnaes, "Actors, Structures, and Foreign Policy Analysis," dans *Foreign Policy : Theories, Actors, Cases*, 3e éd., Steve Smith, Amelia Hadfield et Tim Dunne (Oxford: Oxford University Press, 2016), 113-117.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

politique étrangère. Selon lui les actions d'un état résultent des choix opérés par ses décideurs. Ainsi, pour comprendre pleinement ces actions, ces actions, il est essentiel d'analyser la manière ou la façon dont les décideurs perçoivent leur environnement. Il considèrerait que l'État nation constitue une unité d'analyse importante en relations internationales. Toutefois, il ne s'agit pas d'une entité abstraite, car en fin de compte, qui compose cet État ? des individus preneurs de décisions. De plus ces décideurs évoluent dans un environnement complexe, où divers facteurs internes et externes interagissent¹.

Si le rôle des décideurs est central selon Snyder Richard, il ne constitue qu'un des nombreux prismes à travers lesquels la politique étrangère peut être analysée. En effet, plusieurs niveaux d'analyse ont été identifiés et considérés comme importants pour arriver à une certaine compréhension de la PE. Parmi ces niveaux, il y a le niveau individuel, qui constitue le niveau micro et qui est choisi pour cette recherche. Ce niveau se concentre sur l'individu décideur et ses caractéristiques ainsi que sa personnalité et ses croyances. Le second niveau est celui des groupes qui se focalise sur les petites équipes dirigeantes comme les cabinets présidentiels.

Le troisième niveau est culturel et identitaire, les chercheurs souhaitant analyser la PE à partir de ce niveau cherchent à comprendre comment les valeurs ainsi que les normes et l'histoire influencent la PE. Le quatrième niveau est celui de la politique interne qui cherche comment les partis politiques, l'opposition et la dynamique intérieure peuvent influencer la PE. Par exemple dans les élections de 2021 en Allemagne, le parti écologiste des verts *die Grünen* est arrivé troisième avec 15% des voix, ce qui a impacté les décisions en PE, en effet la ministre des affaires étrangère Annalena Baerbock, du même parti, a adopté une politique étrangère plus fermée envers la Russie et la Chine et s'est orientée vers une transition énergétique plus efficace influençant les relation en diplomatie énergétique et économique. Le cinquième et dernier niveau est celui des attributs nationaux et du système international qui permettent de comprendre l'impact des contraintes géopolitiques, militaires et économiques qui influencent les décisions en politique étrangère, sans oublier le système international qu'il soit unilatéral, bilatéral ou multilatéral².

¹ Ibid.

² Ibid., 39-73.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

L'analyse de la politique étrangère ne peut se limiter à une seule approche ou à un niveau d'analyse unique. Certains considèrent qu'une compréhension approfondie de ce domaine nécessite une intégration théorique transversale, permettant d'articuler les différents niveaux d'analyse individuelle, étatique et systémique afin de saisir pleinement les dynamiques complexes qui façonnent les décisions internationales.

L'approche individuelle met en avant le rôle des dirigeants, de leurs perceptions et de leurs motivations personnelles. L'analyse étatique, quant à elle, permet de décrypter les influences institutionnelles, économiques et sociopolitiques qui guident les prises de décision. Enfin, le niveau systémique replace ces décisions dans un cadre plus large, celui des rapports de forces internationaux et des structures du système global. En reliant ces différentes perspectives, il devient possible de proposer une analyse complète et nuancée de la politique étrangère. Une telle démarche permet non seulement de mieux comprendre les choix passés des États, mais aussi d'anticiper les évolutions futures des relations internationales. Ainsi, l'étude de la politique étrangère s'impose comme un champ de recherche dynamique et en perpétuelle évolution, nécessitant une approche méthodologique rigoureuse et une ouverture à la diversité des cadres théoriques disponibles.

Deux approches principales sont identifiables : la première est l'approche du processus qui se focalise sur la manière dont les décisions sont prises, en identifiant les acteurs, leurs rôles et leurs interactions ainsi que leur influence. La deuxième approche est politique et examine la politique étrangère comme étant un résultat, ce qui rend les facteurs conduisant à ces résultats comme unité principale de recherche. Ces facteurs internes ou externes déterminent les orientations politiques.

(2) La prise de décision en politique étrangère :

Prendre une décision est un processus global qui enveloppe diverses étapes qui mènent à l'acte de décider, soit le moment où une alternative est choisie parmi tant d'autres. Prendre une décision est associé au verbe transitif, Décider qui désigne le fait de se prononcer sur quelque chose¹. L'homme par nature est amené à prendre des décisions qu'elles soient minimales ou grandes. Ces dernières constituent une partie intégrante de la vie quotidienne des individus. Nous sommes tous donc par nature des décideurs, mais en politique, l'impact

¹ Académie française, Dictionnaire de l'Académie française, 9^e éd., en ligne, S.V. »Décider«, consulté le 1^{er} Mars 2025, <https://www.dictionnaire-academie.fr/>.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

des décisions est généralement plus vaste, ce qui rend la décision politique importante car son impact implique des milliers voir des millions d'individus.

Herbert Simon, l'un des pionniers du processus de prise de décision, a considéré la décision comme étant un processus impliquant le choix d'une action parmi plusieurs alternatives possibles, le fait de décider est donc un processus de sélection, où chaque action prise signifie qu'une alternative a été écartée. Un processus de telle envergure implique la mise en œuvre d'une liste d'objectifs hiérarchiques allant du plus important au moins important, chaque décision prise contribue à la réalisation d'un objectif¹.

Il explique aussi que toute prise de décision implique à la fois des éléments factuels (faits) et des éléments éthiques (valeurs). Il distingue ainsi ces deux aspects en soulignant qu'une décision repose toujours sur une combinaison de faits et de jugements de valeur. Une décision peut être évaluée sur son efficacité factuelle, c'est-à-dire en fonction de l'atteinte de son objectif, mais le choix même de cet objectif repose sur des valeurs. Aucune connaissance factuelle, à elle seule, ne peut déterminer ce qui doit être fait, car toute prise de décision débute par une prémisse éthique (valeur) qui oriente ensuite les choix factuels. Les experts, bien qu'ils puissent fournir des informations factuelles, ne peuvent pas définir les valeurs sous-jacentes à ces décisions. Enfin, de nombreuses décisions doivent être prises sur la base de faits incertains, ce qui nécessite un jugement éclairé².

La prise de décision en politique étrangère est une action cruciale qui contribue à façonner les actions d'un pays à l'extérieur, ce processus se caractérise par des enjeux élevés, une grande incertitude et des risques considérables, ce qui le rend l'un des points centraux de l'APE. En politique étrangère, la prise de décision désigne les choix fait par des individus, des groupes et des coalitions qui influencent les actions d'une nation sur la scène internationale : « *foreign policy decision making refers to the choices, individuals, groups and coalitions that affect a nation's actions on the international stage* »³. Cette définition, sur laquelle s'accordent tous les experts, met en évidence l'importance des acteurs impliqués dans la prise de décision, elle soulève de la même manière un rôle primordial de l'unité décisionnelle. Cette dernière essaye de comprendre comment les décisions en politique

¹ Herbert A. Simon, *Administrative Behavior: A Study of Decision-Making Processes in Administrative Organizations*, 4e éd. (New York : The Free Press, 1997), 11-14.

² Valerie M. Hudson, *Foreign Policy Analysis: Classic and Contemporary Theory*, 55-68.

³ Alex Mintz et Karl DeRouen Jr., *Understanding Foreign Policy Decision Making* (Cambridge: Cambridge University Press, 2010), 3.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

étrangère sont prises et qui est le preneur de ces décisions. Concrètement, chaque gouvernement possède une unité décisionnelle propre à lui. Cette dernière a l'autorité d'engager ses ressources pour empêcher d'autre entité d'annuler ses décisions. Cette unité varie selon le pays, l'époque et le type de problème¹.

Dans le cadre de l'élaboration de la politique étrangère, plusieurs configurations décisionnelles peuvent être observées. Dans certains cas, le pouvoir de décision est concentré entre les mains d'un seul individu, ce que l'on qualifie de leader prédominant. La vision personnelle de ce leader, ainsi que ses croyances, influencent fortement les décisions prises. S'il est ouvert aux influences extérieures, il adoptera des positions modérées et adaptées au contexte international. En revanche, un leader fermé et rigide aura tendance à prendre des décisions radicales. On distingue ainsi deux profils : le leader sensible, attentif aux conseils et à l'évolution du contexte, et le leader insensible, replié sur ses convictions.

D'autres situations mettent en jeu un groupe unique, tel qu'un cabinet ministériel, où les décisions sont prises de manière concertée. Dans ce cadre, la dynamique interne du groupe est déterminante : un consensus rapide favorise des décisions autonomes, souvent tranchées, tandis que des désaccords internes ouvrent la voie à des influences extérieures, notamment l'opinion publique. Enfin, dans les systèmes plus complexes, on retrouve une configuration impliquant des acteurs autonomes multiples, comme c'est le cas dans les gouvernements de coalition. Lorsque la coopération entre ces groupes est harmonieuse, elle peut aboutir à une décision collective ; toutefois, des relations conflictuelles peuvent entraîner une impasse décisionnelle, chaque acteur pouvant bloquer les initiatives de l'autre.

En 1977, les chercheurs Charles Hermann et Margaret Hermann ont publié une étude majeure examinant l'impact des unités décisionnelles sur la politique étrangère. Cette étude s'appuie sur une analyse des politiques étrangères de 25 pays entre 1959 et 1968 et vise à examiner dans quelle mesure le processus décisionnel affecte les choix stratégiques d'un pays sur la scène internationale. Leurs résultats mettent en évidence la forte influence des unités décisionnelles sur l'orientation et la mise en œuvre de la politique étrangère d'un pays. En analysant divers cas et en comparant les dynamiques décisionnelles

¹ Margaret G. Hermann et Charles F. Hermann, "Who Makes Foreign Policy Decisions and How: An Empirical Inquiry," *International Studies Quarterly* 33, no. 4 (Decembre 1989): 361-387.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

spécifiques à chaque pays, ils concluent que les structures internes, les mécanismes décisionnels et les individus occupant des postes clés jouent un rôle décisif dans la formulation et l'exécution de la politique étrangère.

À ce titre, leurs travaux apportent une contribution significative à la compréhension des processus décisionnels en matière de relations internationales. Ils ont estimé qu'en raison de la concentration du pouvoir entre les mains des dirigeants et de la rapidité du processus de prise de décision, les unités décisionnelles autonomes ont tendance à prendre des décisions plus décisives, voire extrêmes, contrairement aux groupes enclins au consensus et influencés de l'extérieur, qui prennent des décisions plus modérées et diplomatiques. Un exemple frappant d'unité autonome est celui de Charles de Gaulle, dont la politique étrangère audacieuse s'est reflétée dans des décisions historiques telles que le retrait de la France du commandement unifié de l'OTAN et le développement du programme nucléaire français.

Si l'unité décisionnelle joue un rôle crucial dans l'élaboration de la politique étrangère, il est essentiel de comprendre les mécanismes qui structurent le processus décisionnel lui-même. Le processus décisionnel en politique étrangère n'est pas aussi différent que celui des autres domaines dans les étapes¹ : Le processus décisionnel en politique étrangère suit généralement une série d'étapes interconnectées. Tout d'abord, les décideurs doivent identifier le problème à résoudre, qui peut varier d'une crise internationale à la négociation d'un accord commercial ou à la formation d'une alliance. Une fois le problème défini, la recherche d'alternatives intervient, où l'unité décisionnelle explore diverses options possibles, en collectant des informations, évaluant les risques et examinant des solutions diplomatiques, économiques ou militaires. Après cette analyse, une alternative est choisie en pesant les avantages et inconvénients, et en sélectionnant la meilleure option qui correspond aux priorités, aux ressources disponibles et aux objectifs stratégiques.

La mise en œuvre de la décision est la phase pratique, où les mesures sont déployées, qu'il s'agisse de forces armées pour répondre à une menace, de sanctions économiques ciblées ou de négociations diplomatiques pour parvenir à un accord. Enfin, l'évaluation des résultats est essentielle, car les décisions en politique étrangère sont rarement définitives. Les effets sont scrutés à l'aune d'indicateurs de succès tels que la stabilité, l'amélioration

¹ Ibid., 17.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

des relations ou les impacts économiques. Si l'objectif n'est pas atteint, le cycle peut reprendre, avec la possibilité de reconsidérer des alternatives initialement écartées.

L'efficacité des décisions de politique étrangère dépend donc non seulement de leur mise en œuvre et de leur évaluation, mais également de la nature de ces décisions. Parce que même une décision est divisée en plusieurs types. Il est donc nécessaire d'examiner les différents types de décisions qui constituent l'action extérieure d'un État. Nous pouvons aborder le type de prise de décision de deux manières, la première est l'approche cognitive et la seconde est l'approche structurelle. La première approche classe la manière dont les décideurs traitent l'information et choisissent parmi les alternatives. Alors que la seconde (structurelle) est classée en fonction de la structure du processus décisionnel, ces types de décision se concentrent sur la manière dont les décisions se déroulent dans le temps¹.

Les décisions structurelles en politique étrangère varient selon l'implication des acteurs et l'interaction entre leurs choix. Les décisions uniques sont rares, car la politique étrangère implique souvent plusieurs acteurs interagissant dans le processus décisionnel. Toutefois, des exemples comme la décision des États-Unis de ne pas envahir l'Irak en 1991 et celle de le faire en 2003 en constituent des exceptions. Les décisions interactives, en revanche, impliquent au moins deux acteurs dont les choix s'influencent mutuellement. La crise des missiles de Cuba en 1962 en est un exemple marquant, où l'installation de missiles soviétiques à Cuba était une réponse directe à la présence de missiles américains en Turquie. Les décisions séquentielles, elles, se caractérisent par une série de choix interconnectés, comme l'intervention militaire américaine en Afghanistan de 2001 à 2021, qui a été marquée par des décisions successives, telles que l'opération *Enduring Freedom* et le renforcement des troupes en 2009, suivis du retrait progressif des troupes en 2014 et de l'accord de retrait avec les talibans, négocié par Donald Trump en 2020.

Les décisions séquentielles et interactives combinent ces deux aspects ; un exemple évident est la course aux armements nucléaires pendant la guerre froide, où les décisions des États-Unis et de l'Union soviétique se sont enchaînées et influencées mutuellement. Enfin, les décisions de groupe sont prises collectivement par des groupes d'acteurs, souvent sous la contrainte de négociations et de compromis. La création de l'Union européenne, par le

¹ Ibid.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

traité de Maastricht en 1992, est un exemple classique de décision collective, impliquant la participation de douze États.

Les décisions cognitives en politique étrangère peuvent prendre plusieurs formes, selon le mode de raisonnement adopté par les décideurs. La décision holistique repose sur une analyse approfondie de toutes les alternatives et de leurs implications. Un exemple marquant est l'ouverture diplomatique des États-Unis avec la Chine dans les années 1970, sous l'administration de Richard Nixon. Cette décision a été prise après l'analyse de plusieurs facteurs, lui conférant une approche holistique intégrant des dimensions géopolitiques, diplomatiques et économiques, avec une évaluation minutieuse des alternatives et des impacts à court et à long termes. Les relations diplomatiques ont été officialisées neuf ans plus tard, en 1979, sous la présidence de Jimmy Carter. À l'inverse, la décision heuristique repose sur des raccourcis cognitifs destinés à simplifier le processus décisionnel. L'exemple de l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan en 1979 illustre ce type de décision. Les dirigeants soviétiques ont recouru à l'heuristique de l'analogie historique, s'inspirant de leur intervention en Tchécoslovaquie en 1968, où une action militaire rapide avait permis de rétablir un gouvernement communiste sans résistance majeure. L'erreur fut de croire que le contexte afghan était similaire, ce qui mena à une sous-estimation des capacités et de la détermination des combattants afghans. Enfin, la décision globale, ou *wholistic*, s'appuie souvent sur l'intuition, des procédures standardisées ou des analogies historiques.

La doctrine du *containment* durant la guerre froide en est un exemple représentatif. Cette stratégie s'est fondée sur des mécanismes de réponse déjà établis, évitant une réévaluation systématique de chaque situation locale. Les décideurs américains ont utilisé un modèle éprouvé comme guide pour déterminer quand et comment intervenir ou soutenir leurs alliés. Cette approche s'est également appuyée sur les leçons de la Seconde Guerre mondiale, en considérant que contenir l'influence soviétique permettrait de prévenir une nouvelle escalade mondiale.

Si l'intuition et les modèles préétablis jouent un rôle central dans la prise de décision, ces choix ne se font cependant pas dans un vide absolu. En réalité, les décideurs évoluent dans un environnement complexe où divers facteurs influencent leur jugement. Parmi ces influences, la contrainte du temps, le stress, et la pression politique ou médiatique qui peuvent altérer la rationalité du processus décisionnel et orienter les choix stratégiques. Il

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

est donc essentiel d'examiner les dynamiques de cet environnement décisionnel et les différentes forces qui s'exercent sur les acteurs de la politique étrangère¹. Parmi ces contraintes en politique étrangère, plusieurs influencent fortement la prise de décision. La contrainte temporelle est l'une des plus déterminantes, notamment en temps de crise où le temps est limité et impose une rapidité de réponse. Ce manque de temps pousse les décideurs ou l'unité décisionnelle à prendre des raccourcis cognitifs plutôt que de mener une analyse approfondie. À cela s'ajoute la contrainte d'informations, car les décideurs opèrent souvent avec des données incomplètes ou biaisées. Les agences de renseignement peuvent filtrer les informations, ce qui entraîne des erreurs d'interprétation. L'unité décisionnelle doit à tout prix être bien alimentée en information, car ceci est directement associé à la qualité de la décision elle-même. L'ambiguïté constitue également une contrainte majeure. Les décideurs devant interpréter des signaux pouvant avoir plusieurs significations. Par exemple, les actions d'un adversaire peuvent être perçues comme défensives ou agressives, ce qui accroît l'incertitude dans la prise de décision. La familiarité joue aussi un rôle important, les décideurs s'appuient souvent sur des expériences passées pour gérer des situations qu'ils considèrent comme similaires.

Cela peut rendre le processus plus efficace mais aussi mener à des généralisations excessives et des biais cognitifs. Le cadre est par ailleurs dynamique et interactif, les décisions évoluant au fur et à mesure des événements, souvent en réponse aux actions d'autres acteurs comme lors des négociations diplomatiques. Enfin, le risque et le stress sont omniprésents : les décisions en politique étrangère impliquent des enjeux élevés et une incertitude quant à leurs conséquences, ce qui pousse les décideurs à s'appuyer sur des procédures standardisées plutôt que d'adopter des solutions innovantes pour éviter de prendre des risques. À cela s'ajoute la responsabilité, car les décideurs sont comptables de leurs choix devant les électeurs et leurs partis politiques, ce qui influence leur volonté de prendre des risques ou de faire des choix controversés.

Ainsi, si les décisions en politique étrangère sont façonnées par des dynamiques complexes telles que l'ambiguïté, la familiarité, le stress et le risque, elles ne sont cependant jamais prises dans un vide institutionnel. En effet, le cadre interne d'un État joue un rôle central dans l'élaboration des choix stratégiques, influençant à la fois leur contenu et leur

¹ Ibid.,25-30.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

mise en œuvre. Les opinions publiques, les intérêts des groupes politiques, ainsi que les impératifs bureaucratiques sont autant de facteurs qui orientent la prise de décision. Par ailleurs, dans la plupart des régimes, l'exécutif détient un rôle prépondérant en matière de politique étrangère, bénéficiant d'une marge de manœuvre plus large que le législatif, dont l'influence demeure souvent limitée. Il apparaît donc essentiel d'analyser comment ces éléments internes modèlent les choix des décideurs et participent à la construction des orientations diplomatiques d'un État.

Diverses décisions politiques sont souvent le résultat de négociations entre différentes entités gouvernementales ayant des intérêts différents. Si le ministère des Affaires étrangères est la principale agence dédiée au service et à la mise en œuvre de la politique étrangère, il partage cette fonction avec d'autres agences telles que le ministère de la défense et les services de renseignement. En outre, chaque institution a sa propre logique qu'elle doit suivre, ce qui n'exclut pas la possibilité de soutenir des solutions qui renforceraient son rôle, comme par exemple quand le ministère des Affaires étrangères adopte une réponse plus diplomatique que militaire¹.

L'environnement interne est certainement l'un des facteurs les plus influents en matière de politique étrangère. La répartition des pouvoirs entre le président, le parlement et les ministères spécialisés façonne, d'une certaine manière, la prise de décision en matière de relations extérieures. Le public, bien que son opinion soit généralement limitée dans ce domaine, exerce une influence indirecte. En effet, les débats sur la politique étrangère sont souvent moins transparents et confidentiels, ce qui les rend moins accessibles au grand public et limite son contrôle, tout comme celui des lobbies.

Contrairement aux autres politiques publiques, l'élaboration de la politique étrangère accorde un rôle prédominant au pouvoir exécutif. Elle est le plus souvent entre les mains du Chef de l'État et de son gouvernement, tandis que le pouvoir législatif joue un rôle réduit, sauf dans certaines démocraties où il peut influencer les budgets militaires et ratifier les traités². Ainsi, la politique étrangère reste une prérogative essentielle du pouvoir exécutif,

¹Rosenau, James N. *The Scientific Study of Foreign Policy*. New York: Nichols Publishing Company, 1980, p. 294.

²Jean-Frédéric Morin, *Politique étrangère : Théories, méthodes et références* (Paris : Armand Colin, 2013), 55-59.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

reflétant à la fois les dynamiques internes et les impératifs stratégiques de l'État sur la scène internationale.

1.1.2 Fondements théoriques de la prise de décision en politique étrangère :

La prise de décision en politique étrangère, à l'instar de toute discipline académique structurée, repose sur des théories ainsi que modèles spécifiques qui permettent d'analyser et de comprendre les mécanismes sous-jacents du processus décisionnel. Ces dernières offrent un cadre d'étude rigoureux pour examiner les choix stratégiques ainsi que certaines orientations des politiques étrangères effectuées par les unités décisionnelles. Pour une bonne analyse elles reviennent sur les événements les plus marquants de l'histoire décisionnelle et les prennent comme études de cas, en explorant en profondeur les raisons derrière les différentes décisions et choix effectués.

Au cours du siècle dernier, plusieurs pionniers du domaine ont posé les bases du processus décisionnel en élaborant des théories et des modèles visant à mieux comprendre les mécanismes. Toutefois, avant d'aborder ces apports théoriques, il convient de clarifier la distinction fondamentale entre théorie et modèle décisionnels. Une théorie est un ensemble de principes organisés ainsi que de règles, de lois scientifiques visant à expliquer un ensemble de faits ou de phénomènes¹. Un modèle par contre et comme un objet servant de référence ou d'exemple, il peut désigner une représentation simplifiée d'un système ou d'un concept utilisé pour la démonstration².

Dans le domaine de la prise de décisions en politique étrangère, une théorie consiste à expliquer le pourquoi *Why* ? Tandis que le modèle explique le comment *How* ? Des décisions. Cette distinction entre théorie et modèle étant clarifiée, il est maintenant possible d'examiner les principales approches théoriques qui ont été développées pour analyser le processus décisionnel.

Théories décisionnelles :

¹ Académie française, Dictionnaire de l'Académie française, 9^e éd., s.v. « théorie », consulté le 10 mars 2025, <https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9T0731>.

² Académie française, Dictionnaire de l'Académie française, s.v. « modèle ».

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

(1) Théorie des perspectives *Prospect Theory* : la théorie des perspectives est une théorie psychologique développée par Daniel Kahneman et Amos Tversky en 1979. Cette théorie s'appuie sur l'idée que les individus évaluent les résultats en fonction d'un point de référence plutôt que de manière absolue et ne réagissent pas de la même manière aux gains et aux pertes. Elle met en avant l'idée que les individus sont plus prêts à prendre des risques dans le domaine des pertes et sont averses au risque dans le domaine des gains¹. Cette aversion à la perte les amène à considérer les pertes comme étant plus douloureuses que les gains ne sont satisfaisants. Dans un contexte de gains, les individus que l'on peut appeler décideur, dans ce contexte, préfèrent choisir des options plus sûres en évitant les risques. Dans le cas contraire, le risque est un élément essentiel pour éviter une perte importante. Un autre élément important de cette théorie est l'effet de cadrage *Framing Effect*. Ce dernier représente la manière dont la situation est présentée, soit sous forme de gains, ou de pertes, celle-ci influence directement la manière dont la décision est prise. Pour prouver cela, les chercheurs ont mené une expérience ou des tests sur des étudiants qui devaient choisir entre différentes options mathématiques équivalentes, mais présentées de manière différentes.

Les résultats de ces tests varient en fonction du cadrage, c'est-à-dire la façon dont ils leur avaient été présenté et non pas en fonction de valeurs objectives². Cependant, l'effet de cadrage ne constitue pas la seule distorsion affectant la prise de décision. Un autre élément important repose sur la manière dont les décideurs perçoivent et évaluent les probabilités des événements. En effet, ils ont tendance à surestimer la probabilité d'événements rares et peu probables et sous-évaluent ce qui sont plus probables. Ce phénomène associé à la théorie des perspectives peut impacter les décisions les rendant moins optimales.

La théorie des perspectives, divise la prise de décision en deux phases distinctes, la première est la phase d'édition *Editing Phase*. C'est dans cette phase que le décideur identifie et évalue les résultats ainsi que leurs possibilités, en fonction de l'effet de cadrage et la manière dont les informations sont présentées, ce qui peut influencer sa perception des choses. La deuxième phase est celle de l'évaluation *Evaluation Phase* ; dans cette phase, le décideur prend une décision en appliquant une courbe de valeurs qui est concave pour les

¹Christer Pursiainen et Tuomas Forsberg, *The Psychology of Foreign Policy* (Cham : Palgrave Macmillan, 2021), 89-99.

² Ibid.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

gains et convexe pour les pertes (possibilité de prendre des risques pour éviter les pertes)¹. Un exemple frappant est le cas du programme nucléaire nord-coréen, cette décision a été analysée entre les années 1980-1994. Un modèle de « Bargaining-Trompeur » a été utilisé pour expliquer comment les décideurs ont agi selon le cadre de gains et de pertes. On peut distinguer entre trois phases :

Développement secret de l'arme nucléaire dans un domaine de gains 1980 : le décideur nord-coréen de l'époque Kim-Il Sung chercha à réduire les tensions avec les États-Unis et la Corée du Sud. Pour ce faire, il initia un dialogue et adopta une approche plus conciliante. Cette période est considérée comme un domaine de gains, où le décideur a choisi une stratégie prudente et discrète en développant secrètement son projet nucléaire.

Développement public et provocateur dans un domaine de pertes : après la chute de L'URSS, alliée de la Corée du Nord, en 1991, celle-ci perdit un soutien crucial en termes économique et militaire. De plus, au cours de cette même période, elle fit face à des accusations de la part de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique concernant son programme nucléaire.

En 1992, cela plaça la Corée du Nord dans un domaine de pertes, où elle adopta une stratégie plus risquée en exposant publiquement ses ambitions.

Retour au compromis et à la dissimulation : dans cette phase Kim-il Sung se repositionne dans un domaine de gains après la visite de l'ancien président américain Jimmy Carter, ce qui l'amena à une stratégie plus prudente, il accepta de geler son programme nucléaire en échange d'une aide énergétique et économique des États-Unis *The Agreed Framework* en 1994. Cependant, beaucoup croyaient que ceci était en effet une manœuvre trompeuse de la part de la Corée du Nord, où officiellement elle accepta de geler son programme, tout en continuant officieusement à le poursuivre de manière secrète. Ce qui était moins risqué pour rester dans un domaine de gains, car à la fin, elle recevait de l'aide².

¹ Alex Mintz et Karl DeRouen Jr., *Understanding Foreign Policy Decision Making*, 76-77.

²Kai He et Huiyun Feng, « Deceptive Bargaining and Nuclear Ambitions: Prospect Theory and North Korea's Decision to Go Nuclear », dans *Rethinking Foreign Policy Analysis: States, Leaders, and the Microfoundations of Behavioral International Relations*, éd. Stephen G. Walker, Akan Malici et Mark Schafer (New York: Routledge, 2011), 97.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

(2) La rationalité limitée *Bounded Rationality* : on doit cette théorie aux travaux de Herbert Simon. Ce dernier a commencé en critiquant l'idée de la rationalité parfaite que prétendait certains. Pour lui, le décideur est un homme amené à faire des erreurs, car il est dépourvu de perfection. Dans ce cadre, il opposa deux idées : la première était celle de l'homme économique *Homo Economicus*¹ où l'individu est entièrement rationnel, possédant toutes les informations pour pouvoir prendre la meilleure décision possible. La deuxième approche est celle de l'homme psychologique *Homo Psychologicus*.

Cette approche prétend que le comportement humain est largement influencé par des facteurs irrationnels, comme les émotions et les habitudes. Herbert Simon était opposé à ces approches les considérant comme extrêmes et incomplètes. C'est là qu'il propose la rationalité limitée, que l'on peut considérer comme un mix des deux approches précédentes. Il prétend que les décideurs essaient de prendre des décisions rationnelles, mais leurs capacités cognitives les en empêchent. Étant limité, le décideur ne peut pas disposer de toutes l'informations nécessaire à cause de contraintes cognitives, ce qui l'empêche aussi d'évaluer toutes les options possibles, sans oublier un autre élément comme l'incertitude qui l'empêche de prédire les conséquences de ses décisions². Herbert Simon distingue deux types de rationalité, la rationalité substantive appartenant à la vision classique de l'économie et aussi la rationalité procédurale où le décideur suit une méthode réaliste pour arriver à une décision suffisamment bonne, compte tenu des limites cognitifs. La rationalité limitée met en avant l'idée que les décideurs prennent des raccourcis cognitifs pour trouver une décision, non pas parfaite, mais acceptable, c'est ce que Simon considère comme des décisions satisfaisantes, appelées *Satisfysing*.

Dans le contexte de la politique étrangère, les décideurs s'appuient souvent sur des conseillers ou sur leurs expériences passées dans le domaine pour simplifier le processus de la prise de décision qui est déjà très complexe. En situation de crise, les décideurs privilégient des choix rapides en s'appuyant sur des raccourcis cognitifs, la nature même de la crise exigeant une réponse immédiate. Dans ce contexte, les décisions passées influencent celles à venir.

¹ Ibid., 68-69.

² Herbert A. Simon, *Administrative Behavior: A Study of Decision-Making Processes in Administrative Organizations*, 4^e éd. (New York: Free Press, 1997), 72.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

En politique étrangère, les décideurs ont tendance à justifier leurs choix antérieurs, même lorsque de nouvelles informations suggèrent une réévaluation¹. Malgré cela, beaucoup considèrent la rationalité limitée comme une théorie décrivant le processus de prise de décision en politique étrangère, sans pour autant permettre de la prédire réellement.

Modèles décisionnels :

(3) L'analyse du code opérationnel *Operational Code Analysis* : est un modèle permettant d'étudier les croyances et les perceptions des dirigeants politiques concernant la nature du système international et la manière dont ils prennent leurs décisions stratégiques. Ce modèle trouve son origine dans les travaux du sociologue Nathan Leites dans les années 1950, qui a étudié les croyances bolcheviques. Il en a conclu que la politique est dominée par le conflit plutôt que par la coopération. La question centrale de sa recherche était ainsi formulée : *Kto-Kovo ?* C'est à dire Qui domine qui ? .

Par la suite, Alexandre George en 1969, a poursuivi le développement de l'analyse du code opérationnel en la structurant autour de deux dimensions principales. La première porte sur les croyances philosophiques, qui déterminent la vision du monde des dirigeants et leurs perceptions des relations internationales. La seconde concerne les croyances instrumentales, qui orientent le choix des stratégies jugées les plus efficaces pour atteindre leurs objectifs. Afin d'évaluer ces croyances et leur influence sur les décisions politiques, Alexandre George a élaboré un cadre analytique basé sur dix questions clés.

Pour la série philosophique, les croyances influencent la manière dont un dirigeant perçoit le monde politique. Dès lors, plusieurs questions se posent : la politique repose-t-elle avant tout sur le conflit ou sur l'harmonie ? Face à l'incertitude de l'avenir, doit-on adopter une posture optimiste ou, au contraire, pessimiste ? De plus, l'évolution de la politique soit-elle une trajectoire prévisible, ou demeure-t-elle soumise à des aléas incontrôlables ? Dans cette même perspective, peut-on réellement contrôler le cours de l'histoire, ou est-il inévitable qu'il soit dicté par des forces extérieures ? Enfin, quel est le rôle du hasard dans les affaires politiques et dans la prise de décision des gouvernants² ?

¹ Christer Pursiainen et Tuomas Forsberg, *The Psychology of Foreign Policy*, 63-66.

² Mark Schäfer et Stephen G. Walker, *Beliefs and Leadership in World Politics : Methods and Applications of Operational Code Analysis* (New York: Palgrave Macmillan, 2006), 3-20.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

Dans le cadre des croyances instrumentales, il est essentiel de déterminer la meilleure approche pour fixer des objectifs politiques de manière stratégique. Une fois ces objectifs établis, il convient d'identifier les moyens les plus efficaces pour les atteindre, en tenant compte des ressources disponibles et des contraintes existantes. Un autre enjeu majeur réside dans l'évaluation et la gestion des risques politiques, afin d'anticiper les conséquences potentielles des décisions prises. Par ailleurs, le facteur temporel ne doit pas être négligé : quel est le moment le plus opportun pour agir afin de maximiser l'efficacité des actions engagées ? Enfin, dans un contexte où divers instruments sont mobilisables, quel est le dosage optimal entre les moyens politiques¹, qu'ils soient diplomatiques, financiers à l'instar des sanctions ?

Le code d'analyse opérationnel repose sur plusieurs méthodes permettant de comprendre les croyances et perceptions des décideurs politiques. Parmi ces méthodes, figure le système VICS *Verbs in Context System*, qui analyse les discours des dirigeants afin de quantifier leur croyance opérationnelle à distance, sans nécessité d'entretiens directs.

Le code opérationnel des dirigeants n'est pas figé ; il évolue en fonction de leurs expériences. Si certains conservent leurs croyances initiales, d'autres adaptent leurs comportements en réponse aux événements extérieures, comme ce fut le cas pour la Corée du Nord et Cuba après la guerre froide. Les leaders peuvent être classés d'après le code opérationnel en trois grandes catégories selon leur perception du monde et leur approche stratégique².

Les optimistes stratégiques considèrent que le monde est relativement prévisible et privilégient la coopération pour atteindre leurs objectifs. À l'inverse, les pessimistes stratégiques perçoivent un environnement dominé par le conflit et estiment que la prudence et la force doivent guider leurs décisions. Entre ces deux extrêmes, les pragmatiques adoptent une approche plus flexible, s'adaptant au contexte en combinant coopération et confrontation

¹ Ibid.,256.

²Akan Malici, « Learning to Resist or Resisting to Learn? The Operational Codes of Fidel Castro and Kim Il Sung », dans *Rethinking Foreign Policy Analysis : States, Leaders, and the Microfoundations of Behavioral International Relations*, éd. Stephen G. Walker, Akan Malici et Mark Schäfer (New York : Routledge, 2011), 153.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

selon la situation. Cette classification permet de mieux comprendre les choix des décideurs et d'anticiper leurs actions sur la scène internationale.

Cette classification des décideurs permet d'analyser plus précisément la manière dont un leader perçoit le système international et façonne ses choix stratégiques. À travers l'outil du code opérationnel, il devient possible d'identifier les croyances fondamentales qui influencent ses décisions et d'évaluer comment il combine coopération et confrontation en fonction du contexte. L'exemple de Fidel Castro illustre bien cette dynamique, l'analyse de son code opérationnel a reposé sur deux types de croyances, les mêmes abordés dans les lignes précédentes, philosophiquement, Fidel Castro percevait l'univers politique comme fondamentalement conflictuel, ce qui influençait profondément sa vision du monde. Pessimiste quant à la possibilité de voir ses valeurs politiques se réaliser, il considérait l'avenir comme largement imprévisible. Il estimait avoir peu de contrôle sur le développement humain et attribuait un rôle significatif au hasard dans l'issue des événements politiques. Cette perception d'un monde marqué par l'incertitude et les conflits a sans doute façonné ses choix stratégiques et son approche du pouvoir.

Cette vision pessimiste et conflictuelle du monde influença directement la stratégie politique de Fidel Castro. Pour atteindre ses objectifs, il adoptait une approche fondamentalement conflictuelle et se montrait peu enclin à prendre des risques inconsidérés. Son pragmatisme stratégique le conduisait à alterner entre coopération et confrontation en fonction des circonstances, privilégiant toujours les rapports de force. Il considérait les menaces comme un moyen d'action plus efficace que les appels à la coopération, renforçant ainsi son image de leader intransigeant sur la scène internationale¹.

Après la guerre froide, le code opérationnel de Castro a évolué. A partir de 1991, il pensait avoir davantage de contrôle sur l'histoire, se considérant comme héritier du combat idéologique contre le capitalisme après la chute de l'URSS. Dans ce contexte, ses stratégies ont également changé : contrairement à la période de la guerre froide, il s'est montré plus ouvert à la coopération et a moins eu recours aux promesses. Néanmoins, l'analyse de son code opérationnel avant et après la guerre froide révèle qu'il a continué à adopter une posture « conflictuelle », ce qui a conduit certains analystes à conclure que son apprentissage était limité.

¹ Ibid.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

1.2 Dimensions psychologique, interpersonnelle et leadership dans la prise de décision en politique étrangère.

L'analyse des individus en politique étrangère n'a jamais été une nouveauté introduite par les experts des années 1950. Auparavant, on parlait déjà de l'approche du « Grand Homme » dans les années 1930, qui considérait certains décideurs, comme Winston Churchill, comme des acteurs clés influençant la politique étrangère. Les partisans de cette approche privilégient le niveau individuel comme principal cadre d'analyse pour comprendre les comportements des états. Cependant, avec la guerre froide et la montée du béhavioralisme, cette approche a été mise de côté au profit d'une vision plus structurelle et systémique et plus généralisable, portée par les partisans des théories classiques, qui considéraient l'état comme un acteur unitaire et rationnel.

Ce n'est qu'après la guerre froide que certains événements, comme les crises en Corée du Nord et en Irak, ont poussé les experts à reconsidérer l'approche individuelle et l'impact des décideurs sur la politique étrangère. Certains chercheurs essaient d'adopter des modèles dans la manière dont les décideurs perçoivent et réagissent aux événements internationaux, d'autres se sont intéressés aux caractéristiques cognitives et émotionnelles, propre à chaque décideur¹.

Les gouvernements se sont également intéressés à l'analyse individuelle des décideurs, car les responsables politiques accordent une grande importance à l'étude des leaders étrangers. Dans les années 1970, la CIA a créé un bureau d'analyse des dirigeants afin d'aider les présidents et diplomates américains à mieux comprendre leurs adversaires. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement que la personnalité des leaders influence systématiquement la politique étrangère. Cette influence doit être étudiée dans un certain contexte, notamment en fonction du type de régime. Dans une dictature, le décideur exerce un contrôle total sur la politique étrangère, tandis que dans une démocratie parlementaire, son influence est plus limitée.

Il convient également de prendre en compte les intérêts personnels des décideurs en matière de politique étrangère. Un décideur peu investi dans ces questions aura tendance à déléguer les décisions à ses conseillers, mais il pourra reprendre le contrôle en cas de crise.

¹ Jean-Frédéric Morin, La politique étrangère : Théories, méthodes et références, 213-231.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

En outre, dans les situations incertaines ou ambiguës, le rôle du décideur devient central, et sa perception des évènements peut s'avérer déterminante¹.

La politique internationale est perçue par les décideurs comme un monde d'interaction entre individus aux objectifs et comportements variés. Les dirigeants politiques consomment activement des informations sur leurs homologues, ce qui renforce l'importance de l'analyse des décideurs au sein des gouvernements. L'analyse individuelle des décideurs implique une interaction de divers domaines, notamment la psychologie, la cognition et le style de leadership, en passant par les relations personnelles et la confiance accordée par ces dirigeants. Tous ces éléments permettent d'encadrer l'individu décideurs afin de mieux comprendre et anticiper ses choix en politique étrangère.

En considérant le décideur comme unité et niveau d'analyse centrale, on peut mieux l'approcher et se rappeler que, comme tout un chacun, il reste avant tout humain.

La psychologie humaine est essentielle pour comprendre la prise de décision, car elle intègre l'influence des émotions, des traits de personnalité et des facteurs cognitifs tels que les croyances, les perceptions et les images². Ces éléments façonnent la manière dont un décideur analyse une situation, anticipe les conséquences et réagit face aux enjeux. L'étude de ces interactions permet d'évaluer l'impact des biais personnels sur les choix stratégiques et politiques.

1.2.1 Leadership :

Le leadership politique constitue un élément central dans l'analyse approfondie des dynamiques décisionnelles et stratégiques en matière de politique étrangère. En effet, la manière dont les décideurs dirigent, influencent et prennent les décisions, façonne les relations internationales et permettent de comprendre les comportements extérieurs d'un État.

¹ Valerie M. Hudson, *Foreign Policy Analysis: Classic and Contemporary Theory*, 37-39.

² Stephen Benedict Dyson, "Leader Psychology and Foreign Policy," dans *The Oxford Handbook of Foreign Policy Analysis*, éd. Juliet Kaarbo et Cameron G. Thies (Oxford: Oxford University Press, 2024), 359.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

Le leadership est un terme emprunté à l'anglais, introduit dans le dictionnaire de l'Académie Française dès la huitième édition. Il désigne l'ensemble du processus visant à influencer autrui, afin qu'ils adoptent un certain comportement et adhèrent aux actions nécessaires pour atteindre des objectifs communs.

Les questions liées au leadership politique ont émergé avec l'importance croissante des individus dans l'histoire et la politique internationale. On s'est alors interrogé, par exemple, sur la manière dont la crise des missiles de Cuba aurait pu se dérouler sous d'autres présidents. Ces réflexions mettent en lumière le rôle crucial des individus dans l'évolution des événements historiques et politiques.

Chaque leader politique possède un style de leadership qui lui est propre. Ce style varie en fonction de sa personnalité et de son mode de prise de décision, qui lui-même dépend du tempérament du leader et du contexte politique. On distingue généralement trois styles de leadership¹ : Les styles de leadership en politique étrangère peuvent varier selon la manière dont les décisions sont prises. Le leadership autoritaire se caractérise par un décideur qui agit seul, sans réelle consultation, imposant ses choix de manière centralisée. À l'opposé, le leadership collégial repose sur une prise de décision concertée, impliquant les ministres et les conseillers, ce qui favorise une approche plus collective et délibérative. Enfin, le leadership pragmatique se distingue par la capacité du dirigeant à s'adapter aux circonstances et aux pressions politiques, en ajustant ses décisions en fonction du contexte et des contraintes du moment.

Ainsi, au-delà des styles de leadership qui reflètent la manière dont un leader prend ses décisions et interagit avec son entourage, il est également pertinent d'analyser la typologie des leaders qui varie aussi selon la personnalité et le tempérament. Charles Herman a donc identifié plusieurs types de leaders : le premier type est le grand homme, un leader qui prend des décisions décisives et assume le contrôle. Le deuxième type est le vendeur, qui comprend le désir du peuple et ajuste ses politiques en conséquence. Le troisième est la marionnette, soit un leader manipulé par des intérêts cachés. Enfin, le pompier qui est leader très réactif, qui répond aux crises sans stratégies préétablies². Cette typologie repose

¹ Sylvie Arend et Christiane Rabier, *Le Processus politique et décision* (Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2000), 385.

² Rose McDermott, *Political Psychology in International Relations* (Ann Arbor : University of Michigan Press, 2004), 215-217.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

entièrement sur la personnalité du leader, son passé, ainsi que son environnement politique, qu'il soit national ou international.

Le leader est donc un individu doté d'une capacité d'influence lui permettant d'atteindre ses objectifs. Dans le domaine de la politique étrangère, James Rosenau a critiqué le fait d'attacher le leader à des capacités d'influence. Pour lui, cette définition est insuffisante et a introduit le concept de leader national, considérant l'influence comme difficile à quantifier.

En effet, tout individu exerce un certain degré d'influence, même minime, ce qui rend la distinction entre leader et citoyen floue. L'influence est donc difficile à cerner, car elle suppose une relation entre un acteur influent et un public qui adopte son point de vue. Plutôt que de se baser sur la notion abstraite d'influence, James Rosenau propose un critère plus mesurable : la capacité à transmettre des opinions à un large public de manière impersonnelle. Ainsi, pour être considéré comme un leader, une personne doit posséder un accès aux canaux de communication (médias, conférences, publications) afin de diffuser son opinion à un large public inconnu¹.

Cette capacité de communication est essentielle, car sans diffusion des idées, les leaders ne peuvent pas exercer d'influence sur la politique étrangère. Les individus ordinaires peuvent influencer leur entourage proche, mais cela ne fait pas d'eux des leaders, car leur influence ne touche pas un public plus large. Ainsi, les médias de communication sont le seul outil capable de transmettre les idées d'un leader à un public qui les reçoit à travers différentes plateformes de diffusion.

Il est également important de distinguer un leader national d'un leader gouvernemental. Les leaders gouvernementaux sont des fonctionnaires, notamment les diplomates, les militaires de haut rang et les membres du parlement. En revanche, un leader national est un individu ayant un accès régulier et significatif aux canaux de communication impersonnels, lui permettant de transmettre des opinions influençant le public. L'influence en politique étrangère repose ainsi sur la diffusion des idées et non uniquement sur l'expertise ou l'apprentissage.

¹ James N. Rosenau, *National Leadership and Foreign Policy: A Case Study in the Mobilization of Public Support* (Princeton: Princeton University Press, 1963), pp. 5-6.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

Si l'influence d'un leader en politique étrangère repose en partie sur la diffusion des idées et l'utilisation de canaux de communication efficaces, elle ne saurait être pleinement exercée sans une capacité d'anticipation et d'adaptions au changement. Dans un environnement international marqué par l'incertitude et la rapidité des transformations, un leader doit non seulement comprendre les dynamiques en cours, mais savoir s'adapter pour bien gérer les différentes situations¹.

Dans l'élaboration d'une stratégie en politique étrangère, le leader doit suivre un processus rigoureux reposant sur plusieurs étapes essentielles. Il commence par définir clairement le domaine d'action, c'est-à-dire délimiter avec précision le périmètre de ses décisions, ce qui conditionne sa perception des opportunités et des menaces. Ensuite, il explore les tendances et formule une hypothèse stratégique, en analysant les forces en présence et en construisant une vision cohérente du futur. Il ne s'agit pas de faire des prédictions absolues, mais d'élaborer des hypothèses logiques sur les évolutions possibles, tout en anticipant les réactions des autres acteurs internationaux. Face à l'incertitude, le leader doit ensuite sélectionner un nombre restreint d'options stratégiques et s'y engager fermement, afin d'éviter la dispersion des ressources. L'efficacité repose également sur l'adaptation du rythme de mise en œuvre aux ressources disponibles, ce qui exige prudence et flexibilité pour prévenir un échec prématuré. Enfin, il est fondamental pour le leader de rester fidèle aux hypothèses de départ tant qu'elles demeurent valides, tout en étant capable de pivoter rapidement en cas de crise ou de changement majeur dans l'environnement international.

Ces étapes du leadership ne se limitent pas à la politique étrangère ; elles peuvent également s'appliquer à d'autres contextes, comme l'administration gouvernementale ou le monde des entreprises. Car les bons leaders sont présents dans différents contextes.

Dans l'analyse de la politique étrangère, le style de leadership est analysé à travers les traits de personnalité des décideurs précédemment cités et l'analyse des traits de leadership, *leadership Trait Analysis*. Ces traits influencent directement la manière dont les leaders perçoivent et réagissent aux défis de la politique étrangère. Cette analyse des traits du leadership, repose sur une méthodologie précise. Elle se base sur l'examen automatisé des déclarations publiques des leaders (excluant les discours scriptés), un logiciel

¹ Kenichi Ohmae, *The Mind of the Strategist* (New York: McGraw-Hill, 1982), 242-246.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

nommé *Profiler Plus* est aussi utilisé pour coder et quantifier la fréquence des mots associés à chaque trait, les résultats obtenus sont comparés à un groupe de référence constitué d'environ 300 dirigeants mondiaux pour contextualiser les résultats¹.

Dans l'analyse du comportement des décideurs en politique étrangère, sept traits de leadership peuvent être mis en évidence. La croyance en la capacité à contrôler les événements renvoie au degré auquel un leader estime pouvoir influencer le cours des choses, ce qui peut le pousser à adopter une posture interventionniste. Le besoin de pouvoir, quant à lui, reflète la motivation à exercer une influence sur autrui, traduisant une volonté de domination dans le processus décisionnel. La complexité conceptuelle désigne l'aptitude d'un leader à appréhender les nuances d'une situation, à faire preuve de discernement et à envisager des alternatives variées. La confiance en soi joue également un rôle clé : plus un leader croit en ses propres capacités et décisions, plus il sera enclin à assumer des choix affirmés.

La focalisation sur les tâches permet de déterminer si un dirigeant privilégie la résolution des problèmes concrets ou, au contraire, la préservation de la cohésion du groupe. Par ailleurs, la méfiance envers les autres révèle un degré de suspicion ou de doute envers les intentions d'autrui, ce qui peut limiter les possibilités de coopération. Enfin, le biais en faveur du groupe principal traduit une tendance à favoriser son propre camp ou nation, au détriment des intérêts extérieurs, ce qui peut influencer la nature des alliances ou des politiques internationales adoptées.

L'analyse des traits de leadership met en évidence des dimensions essentielles influençant la manière dont un leader exerce son pouvoir et interagit avec son environnement. La croyance en la capacité à contrôler les événements, le besoin de pouvoir et la confiance en soi traduisent la perception qu'un leader a de son influence et de ses capacités décisionnelles.

En parallèle, la complexité conceptuelle reflète son aptitude à appréhender les nuances et à adapter sa prise de décision en fonction des situations. Toutefois, ces traits peuvent également révéler des tendances plus polarisantes, comme la focalisation sur les

¹ Klaus Brummer, "Leadership Trait Analysis," in *Routledge Handbook of Foreign Policy Analysis Methods*, ed. Patrick A. Mello et Falk Ostermann (New York: Routledge, 2023), 238-254.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

tâches au détriment de la cohésion du groupe, la méfiance envers autrui ou encore un biais en faveur de son propre groupe. Ces éléments soulignent que le leadership est un phénomène multidimensionnel, où la psychologie du décideur joue un rôle central dans la manière dont il façonne son environnement et influence les dynamiques de la politique étrangère.

Malgré cela, il faut noter que le pouvoir politique des décideurs n'est pas absolu ; il est encadré par plusieurs facteurs structurels qui restreignent leur marge de manœuvre. L'environnement politique impose des contraintes à différents niveaux, qu'elles soient nationales ou internationales. Par exemple, dans les années 1990, plusieurs chefs d'état occidentaux ont dû ajuster leurs priorités économiques en fonction des exigences des institutions financières internationales, telles que le fond monétaire international et la banque mondiale, notamment en matière de réduction des déficits budgétaires sous pression. Au niveau national, un décideur doit composer avec diverses forces politiques, telles que l'opposition, les groupes de pression et les médias, qui influencent ses décisions et limitent son pouvoir.

Chaque décideur évolue dans un cadre institutionnel défini par la constitution, qui fixe les limites de son autorité à travers les lois et règlements, ainsi que par les traditions politiques qui façonnent l'exercice du pouvoir. C'est particulièrement le cas dans les démocraties parlementaires, où la coutume du compromis joue un rôle central. De plus, les ressources dont dispose un décideur déterminent concrètement l'étendue de son action et les choix qu'il peut mettre en œuvre, restreignant ainsi son champ d'intervention¹.

Quand on parle de décideur, on parle aussi du chef d'État, c'est-à-dire des présidents qui jouent un rôle clé dans la formulation des décisions en politique étrangère. Les décisions sont prises en fonction de la structure du système de conseil, qui peut être soit hiérarchique, soit collégiale. Il y a aussi le degré de centralisation et la structure formelle : les décisions passent par des comités spécialisés avec des procédures strictes, comme l'administration américaine sous Eisenhower².

Le conseil présidentiel est tout aussi essentiel, car il influence non seulement la qualité des décisions extérieures, mais aussi la manière dont les conflits entre conseillers

¹ Sylvie Arend et Christiane Rabier, *Le Processus politique et décision*, 384.

² David Mitchell, *Making Foreign Policy: Presidential Management of the Decision-Making Process*, 15e éd. (Routledge, 2019), pp. 1-10.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

sont résolus. Un président peut opter pour un processus structuré et centralisé ou pour un processus plus ouvert et décentralisé.

1.2.2 Influence psychologique et cognitive :

(1) La personnalité du décideur : *Leader's Personality*

La personnalité joue un rôle majeur dans l'analyse du niveau individuel en politique étrangère, notamment à travers la manière dont elle s'exprime et influence les décisions politiques. Cependant, l'APE ne dispose pas de théories unifiées expliquant précisément l'impact de la personnalité sur la PDPE, contrairement à des concepts plus établis comme le code opérationnel. Les chercheurs ne s'accordent pas sur la manière dont cette dernière est formée ni sur les conditions où elle devient déterminante. Deux approches principales explorent néanmoins cette question. La première est d'inspiration psychanalytique et psycho-historique ou psycho-biographique, cette approche ne s'inspire pas la psychanalyse et s'intéresse aux expériences précoces des décideurs et à leur conflit psychologique, elle tente d'expliquer les décisions par des traumatismes passés et des mécanismes inconscients¹. La seconde approche est le modèle des grands Cinq *Big Five*. Cette approche est plus contemporaine et classe la personnalité en Cinq traits majeurs² : L'extraversion, qui se manifeste par la sociabilité, l'enthousiasme et l'impulsivité, peut conduire les décideurs à adopter des choix audacieux, parfois risqués. À l'inverse, un haut niveau de névrosisme, caractérisé par une tendance à l'anxiété, à la peur et à la tristesse, rend le décideur plus réactif face aux menaces. Cela peut l'amener à privilégier des politiques prudentes ou, sous stress intense, à prendre des décisions irrationnelles. La conscience, qui traduit le sens du devoir, la discipline et l'organisation, incite les décideurs consciencieux à suivre des stratégies bien planifiées et à éviter les réactions impulsives. Par ailleurs, l'agréabilité, c'est-à-dire la capacité à faire confiance, à coopérer et à faire preuve d'empathie, favorise une approche diplomatique et axée sur la coopération internationale. Enfin, l'ouverture à l'expérience, qui englobe la curiosité intellectuelle et la créativité, permet aux décideurs d'envisager des solutions innovantes et de faire preuve d'adaptabilité dans un environnement international complexe.

¹Christer Pursiainen et Tuomas Forsberg, *The Psychology of Foreign Policy* (Cham: Palgrave Macmillan, 2021), 253–287.

² Ibid.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

Il existe cependant un débat, entre les chercheurs, relatif aux traits de personnalité pour savoir s'ils sont stables ou peuvent-ils changer au fil du temps, dont la cause serait des traumatismes. Certaines théories soutiennent aussi que la personnalité est en grande partie déterminée par la biologie et reste stable tout au long de la vie.

(2) Les émotions du décideur : *Leader's Emotions*

Les émotions sont des réactions affectives brusque et momentanée, soudaines et passagères, ressenties par tout être humain. Quelle soient positives ou négatives, elles constituent une composante essentielle de la psyché humaine. Bien qu'elles ne soient pas le seul moteur du comportement politique, elles sont toujours présente. C'est avec le courant émotionnel que ces dernières ont été introduites dans l'analyse de la politique étrangère.

L'intérêt envers les émotions humaines remonte aux philosophes grecques tel que Platon, mais leurs études scientifiques ont commencé avec Charles Darwin, et se sont développées dans des disciplines comme la sociologie et la psychologie et la neuroscience. Les émotions peuvent être abordées et interprétées sous plusieurs angles, ce qui rend la tâche de s'accorder sur une définition universelle presque impossible. Certains considèrent les émotions comme une réaction biologique et une réponse instinctive à des stimuli externes, d'autre comme un processus cognitif ou tendances comportementales, car certaines émotions conduiraient automatiquement à des actions spécifiques : la peur = évitement. Enfin, certains partisans de l'idée constructiviste considèrent les émotions comme une construction sociale, influencée par les normes culturelles et le langage.

Dans la prise de décision, les émotions constituent un aspect essentiel des décisions rationnelles. Selon les études en neuroscience, des expériences menées sur des patients ayant perdu leur capacité émotionnelle à cause de lésion dans le cortex préfrontal montrent qu'ils rencontrent plus de difficultés à prendre des décisions. En effet, ils ne peuvent pas attribuer de valeurs aux différentes options qui s'offrent à eux¹.

Dans le comportement politique, l'impact des émotions varie en fonction du contexte et des individus. Les émotions peuvent influencer la perception des risques, car un décideur

¹ Ibid., 209–239.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

en colère peut être plus enclin à adopter des politiques plus agressives tandis qu'un autre anxieux, peut privilégier la prudence. Les émotions peuvent être aussi manipulées, certains décideurs peuvent utiliser et exploiter la peur ainsi que la colère de leurs populations pour justifier certaines décisions, comme l'a fait George Bush après les attentats du 11 septembre 2001.

Dans la prise de décision en politique étrangère, les émotions jouent un rôle clé dans les types de décision politique, on peut trouver une politique de la peur ou les menaces perçues influencent les choix stratégiques, la politique de la colère comme les humiliations nationales et enfin la politique de l'empathie qui ouvre la porte à des coopérations¹.

Les émotions peuvent aussi influencer les discours en politique étrangère. Elles sont largement présentes dans les conflits, le nationalisme et la diplomatie. Pour mieux comprendre cet impact, une analyse de l'émotion dans les discours a émergé sous le nom de *Emotion Discourse Analysis* (EDA). Il s'agit d'étudier comment les acteurs des relations internationales structurent leur discours pour influencer les perceptions.

Cette méthode d'analyse suit trois étapes², la première est la sélection des textes pertinents ou l'analyse doit se baser sur un corpus de source comprenant des discours officiels, des communiqués de presse ou des débats parlementaire, le but étant d'identifier des émotions explicites et implicites. La deuxième partie est la cartographie du potentiel émotionnel du texte, c'est un travail d'identification d'expressions et catégorisation des types d'émotions. Et enfin l'interprétation et la contextualisation des effets émotionnels, cette étape étudie comment les émotions structurent les relations internationales, influençant la politique étrangère.

Ainsi, les émotions ne sont pas de simples réactions spontanées, mais des éléments structurants des relations internationales et des processus décisionnels en politique étrangère. Elles influencent la façon dont les situations sont appréhendées, les crises sont affrontées et les stratégies sont formulées. Or, cette influence ne s'exerce pas de manière uniforme : elle varie en fonction de la personnalité des décideurs et de leur manière d'interagir avec leur

¹ Janice Gross Stein, "Foreign Policy Decision Making: Rational, Psychological, and Neurological Models," in *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases*, éd. Steve Smith, Amelia Hadfield et Tim Dunne, 3^e éd. (Oxford: Oxford University Press, 2016), 130-143.

² Simon Koschut, "Emotion and Discourse Analysis," dans *Routledge Handbook of Foreign Policy Analysis Methods*, éd. Patrick A. Mello et Falk Ostermann (Londres/New York : Routledge, 2023), 168-183.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

environnement. C'est dans cette perspective que l'analyse des typologies des décideurs prend tout son sens. En effet, chaque décideur adopte une approche spécifique de la prise de décision, façonnée par ses traits psychologiques, son rapport au pouvoir et sa tolérance au risque.

Richard Snyder et d'autres chercheurs ont ainsi identifié plusieurs types de décideurs, chacun correspondant à une manière particulière d'exercer le pouvoir et de traiter l'information. Parmi ces typologies, on retrouve le communicateur *the Communicator*, qui privilégie l'échange et la persuasion ; l'innovateur *the innovator*, caractérisé par sa prise de risque et sa créativité ; le chercheur de pouvoir *the power-seeker*, motivé par l'influence et le contrôle ; ou encore le traditionaliste *the traditionalist*, qui se réfère aux normes établies et aux décisions précédentes. Dès lors, comprendre ces typologies permet d'éclairer comment la personnalité et les émotions influencent les choix stratégiques et la conduite de la politique étrangère¹.

(3) Les croyances du décideur : *Leader's Beliefs*

Les croyances jouent un rôle majeur dans le processus de prise de décision en politique étrangère. Chaque individu, et en particulier le décideur, possède un système de croyances *Beliefs System* qui lui est propre. Durant la Guerre froide, l'étude de ces systèmes de croyances était très répandue dans l'analyse de la politique étrangère et des relations internationales, bien plus qu'au niveau individuel. Cependant, cet intérêt a décliné après la chute de l'URSS et la montée du constructivisme.

Les croyances ne se réduisent pas à de simples opinions ; elles forment un ensemble interconnecté influençant la manière dont les décideurs perçoivent et interprètent le monde. Bien que relativement stable, ce système de croyances peut néanmoins être modifié par des événements majeurs.

Ces systèmes de croyances, bien qu'individuels, ne sont pas homogènes. Ils se déclinent en différentes catégories qui influencent distinctement la prise de décision. Certaines croyances sont profondément ancrées et façonnées par l'expérience et l'idéologie, tandis que d'autres sont plus flexibles et sensibles aux événements conjoncturels. Afin de

¹ Richard C. Snyder, H.W. Bruck, et Burton Sapin, *Foreign Policy Decision-Making (Revisited)* (New York : Palgrave Macmillan, 2002), 138-139.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

mieux comprendre leur rôle, il convient d'examiner les principaux types de croyances et leur impact sur les choix stratégiques des décideurs. On peut donc distinguer deux types de croyances, le premier type est les croyances fondamentales *Deep Core Beliefs* correspondent aux axiomes moraux, cognitifs et ontologiques qui façonnent la vision du monde d'un individu. Elles influencent notamment des concepts telles que la nature humaine et la justice.

Ces croyances sont généralement immuables et restent ancrées dans la pensée d'une personne, sauf en cas de choc majeur ou d'événements extrêmes qui pourraient les remettre en question. Le deuxième type est celui des croyances secondaires, qui sont plus spécifiques et concernent principalement les politiques instrumentales ainsi que les stratégies mises en place pour atteindre les objectifs fixés par les engagements fondamentaux. Ces engagements sont fréquemment soumis à des changements¹.

Les croyances et les idéologies jouent un rôle fondamental dans la structuration des perceptions et des comportements des individus. Elles ne sont pas toutes de même nature : certaines sont profondément enracinées et difficiles à remettre en question, tandis que d'autres sont plus malléables et influencées par l'environnement social. Pour mieux comprendre cette hiérarchie des croyances, Milton Rokeach propose une classification permettant de distinguer les croyances selon leur centralité et leur résistance au changement. Cette typologie éclaire la manière dont les individus forment leurs opinions et adhèrent à des systèmes idéologiques qui façonnent la décision étrangère.

Ce psychologue Américain a donc classifié les croyances en plusieurs catégories : les croyances primitives, qui sont des axiomes incontestables ne nécessitant aucune validation externe. Les croyances d'autorité, fondées sur la confiance en une figure d'autorité. Les croyances dérivées, influencées par des idéologies et des doctrines officielles. Et enfin les croyances inconséquentes, fondées sur des références personnelles n'ayant pas de véritable impact sur les autres croyances.

Les individus ayant des croyances rigides ou fermées ont tendance à percevoir le monde comme plus hostile, ce qui les conduit à prendre des décisions unilatérales. A

¹ Christer Pursiainen et Tuomas Forsberg, *The Psychology of Foreign Policy*, 117–151.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

l'inverse, ceux avec un système de croyances plus ouvert ou flexible sont capables d'accepter et intégrer davantage d'informations. Les décideurs politiques ne modifient pas facilement leurs croyances centrales, sauf en cas de crise, lorsque la situation impose une réévaluation.

(4) L'image et la perception du décideur :

L'image est un concept aux multiples significations. Elle peut désigner la reproduction visuelle d'un objet matériel, mais aussi, au sens figuré, la représentation symbolique d'un être ou d'une idée. Ce qui nous intéresse ici, c'est cette dernière dimension, car l'image renvoie également à une construction mentale, une perception subjective issue d'expériences ou d'influences passées, indépendamment de la présence directe d'un objet réel.

Longtemps, l'image a été abordée sous un prisme traditionnel, étroitement lié aux débats philosophiques et épistémologiques. Certains courants ont émergé en la considérant non pas comme un reflet absolu de la réalité, mais comme une abstraction permettant d'analyser les comportements humains sans chercher une vérité unique et objective. Kenneth Boulding, par exemple, a expliqué que nous n'avons pas d'accès direct à la réalité extérieure, mais seulement à l'image que nous nous en faisons. Cette image évolue en permanence sous l'effet d'un processus de rétroaction *feedback* : elle peut être modifiée par de nouveaux éléments ou influences, ce qui façonne notre perception du monde¹.

En politique étrangère, les décisions ne reposent donc pas sur une vérité immuable, mais sur une réévaluation constante de ces représentations mentales. L'idée d'une adéquation parfaite entre l'image et la réalité est illusoire, car les décideurs s'appuient sur des représentations cohérentes, mais pas nécessairement exactes. L'image construite devient alors plus déterminante que la réalité elle-même. Ce processus est largement influencé par les figures d'autorité et de légitimité comme le président ou le ministre des Affaires étrangères, ainsi que par les médias, qui, à travers l'information et la narration des événements, participent activement à la construction des images.

¹ Kenneth E. Boulding, *The Image: Knowledge in Life and Society*, Ann Arbor: The University of Michigan Press, 15e éd., pp. 164-170.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

De plus, une image peut être profondément ancrée dans un système de croyances et renforcée par des valeurs ou des émotions, ce qui la rend d'autant plus difficile à modifier. Ainsi, en politique étrangère, les décisions sont prises en fonction de la vision que les décideurs ont du monde, et non de la réalité absolue. Cela explique pourquoi un même événement peut être perçu comme une menace par certains et comme anodin par d'autres. Une image biaisée peut mener à des choix stratégiques erronés.

Par ailleurs, l'image est aussi un outil de mobilisation : les dirigeants peuvent s'en servir pour rallier l'opinion publique et légitimer des actions extérieures. Dans les relations internationales, les batailles d'images sont fréquentes : chaque camp cherche à imposer sa propre représentation d'une situation. Un exemple marquant est la guerre entre la Russie et l'Ukraine, où chaque partie façonne une image spécifique du conflit pour influencer les perceptions internationales et justifier ses positions.

Dans l'analyse de la politique étrangère, les images sont analysées à travers l'analyse visuelle, cette méthode d'analyse a émergé vu l'importance que constituent les images dans le monde numérique actuel, ces dernières influencent la perception du public et conduisent à la mobilisation politique. Pour examiner l'image médiatique, un modèle à quatre étapes peut être appliqué, inspiré par la méthode iconologique de Panofsky¹.

1. Description pré-iconographique *Pre Iconographic description* : identification des éléments visuels dans l'image, comme le contexte et les objets, cette étape est descriptive et vise à éviter les interprétations prématurées.
2. Analyse iconographique *Iconographic Analysis* : cette étape explore les significations culturelles et narratives de l'image et cherche les symboles et motifs récurrents à travers l'histoire et la culture.
3. Analyse de la mise en scène *Analysis of Pictorial Arrangements* : étude de la composition de l'image comme les couleurs, les lignes, les formes, la profondeur, l'éclairage et les perspectives. Cette étape permet d'analyser la hiérarchie visuelle et des choix stylistiques influençant l'interprétation.

¹ Bernhard Stahl et Julian Ignatowitsch, "Visual Analysis," dans *Routledge Handbook of Foreign Policy Analysis Methods*, éd. Patrick A. Mello et Falk Ostermann (Londres/New York : Routledge, 2023), 150-167.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

4. Interprétation et contextualisation théorique *Theoretical Interpretation and Contextualization* : dans cette étape, l'image est mise en relation avec son contexte socio politique et intégrée dans une approche théorique.

Dans l'ensemble, l'analyse visuelle est une méthode puissante permettant de décrypter et comprendre pourquoi certaines politiques étrangères sont légitimées tandis que d'autres contestées.

La perception quant à elle est l'action d'appréhender des faits, des situations ou des évènements. Dans les relations internationales, ce concept a longtemps été central, car l'acte de percevoir ne se limitait pas au décideur individuel comme acte de cognition humaine. Les états, considérés non seulement comme des acteurs unitaires mais aussi comme rationnels, avaient également leur propre perception du monde. L'intérêt pour la perception et son rôle dans la politique mondiale ont donc été introduits bien avant le niveau individuel dans l'analyse de la politique étrangère.

La perception est influencée par tout ce qui entoure l'observateur. Cet environnement façonne la perception du décideur à travers les théories, les attentes, et les croyances préexistantes de l'individu. Robert Jervis avait une vision plus approfondie du concept de perception, ne la considérant pas uniquement comme une simple réception passive d'informations sensorielles, mais comme un processus façonné par les schémas cognitifs et les expériences antérieures du décideur¹.

La perception est un phénomène complexe et difficile à appréhender, car chaque individu possède sa propre vision du monde. Une même action peut être interprétée différemment selon l'opinion que l'on a de celui qui la réalise. Par exemple, si une personne apprécie quelqu'un, elle percevra ses gestes de manière positive. En revanche, si elle ne l'apprécie pas, ces mêmes gestes pourront lui sembler négatifs. Dans les relations internationales, lorsqu'un pays perçoit un autre comme hostile, il a tendance à interpréter toutes ces actions sous un prisme négatif par méfiance.

¹ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics* (Princeton: Princeton University Press, 1976), 143.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

Elle constitue aussi un processus actif, influencé par les courants de pensée, les attentes et le contexte cognitif de chacun. Cela peut entraîner des distorsions ou des biais dans l'interprétation des événements. Dans l'environnement décisionnel, on distingue deux types de perception : d'une part, le milieu psychologique, qui correspond à la manière dont l'acteur perçoit le monde ; d'autre part, le milieu opérationnel, qui représente la réalité dans laquelle la politique étrangère sera mise en œuvre. Cette distinction est fondamentale, car les décisions en politique étrangère ne reposent pas sur une réalité objective, mais sur la perception que les décideurs en ont.

Les événements sont ainsi interprétés à travers les croyances et les attentes préexistantes des décideurs. Ces derniers filtrent les informations à travers des schémas cognitifs, ce qui peut mener à des erreurs de jugement. En effet, ils ont tendance à accorder une importance excessive aux éléments qui confirment leurs idées, tout en minimisant ceux qui les contredisent.

Les événements passés, jouent aussi un rôle important dans la perception du décideur, et peuvent contribuer à la changer, parfois de manière excessive. Par exemple, après la crise de Munich en 1938, les dirigeants des pays occidentaux ont adopté la croyance selon laquelle toute concession face à un adversaire mènerait inévitablement à un conflit plus large¹.

Les erreurs de perception sont fréquentes dans la prise de décision en politique étrangère. Les décideurs, n'apprennent pas toujours de leurs erreurs, car les circonstances dans lesquelles ils prennent des décisions sont souvent stressantes. Comme chaque être humain sous pression, ils ont tendance à simplifier les situations complexes ou exagérer dans le cas contraire les situations simples. Ils généralisent aussi leurs expériences passées de manière excessive, ce qui peut conduire à des décisions erronées.

(5) Relations personnelles et confiance : *Personal Relations and Trust*

Les décideurs en politique étrangère entretiennent souvent des relations personnelles avec des membres de leur entourage, qu'il s'agisse de conseillers, de diplomates ou d'autres acteurs du cercle politique. Ils considèrent ces relations comme essentielles dans l'élaboration de leur choix en politique étrangère. Pourtant, leur importance est souvent sous-estimée par les analystes spécialisés dans la prise de décision en politique étrangère, alors

¹ Ibid.,180-238.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

qu'elles jouent un rôle déterminant. James Schlesinger, ancien Secrétaire à la Défense des États-Unis, soulignait d'ailleurs que les présidents, une fois en fonction, réalisent à quel point ces relations comptent davantage qu'ils ne l'avaient imaginé auparavant¹.

La confiance joue un rôle clé en favorisant la coopération, tandis que la méfiance peut conduire à des occasions manquées. Construite progressivement chez les décideurs à travers les actions des autres acteurs, la confiance peut néanmoins se révéler faillible dans certains cas.

Entre décideurs, elle débute souvent par une évaluation coût-bénéfice, où l'objectif est de minimiser les risques d'erreurs. Avec le temps, elle évolue vers une confiance plus profonde, fondée sur la connaissance mutuelle, les relations personnelles et la communication directe. L'exemple marquant est la relation entre Vladimir Poutine et Ramazan Kadyrov, président de la Tchétchénie, dont la confiance réciproque a favorisé la coopération entre leurs États.

Toutefois, un excès de confiance peut aussi mener à des erreurs stratégiques. Une personnalisation excessive des relations diplomatiques risque d'altérer la perception des intentions réelles des partenaires, compromettant ainsi la prise de décision².

Dans les relations internationales, la confiance est souvent prise en compte lorsqu'elle fait défaut. Elle est également étroitement liée à l'incertitude concernant l'avenir, car plus les informations sont limitées, plus le besoin de confiance est grand.

Lorsqu'un décideur accorde sa confiance, cela signifie qu'il estime que l'autre partie respectera ses engagements et n'aura pas l'intention de le trahir. Cependant, la confiance ne se résume pas à une simple opposition entre présence ou absence ; elle s'inscrit dans un *continuum* allant de la méfiance totale *mistrust* à une confiance absolue *trust*. Entre ces deux extrémités, on trouve la confiance procédurale, qui est une construction progressive qui se développe à travers des interactions répétées³.

La construction et l'érosion de la confiance en elle-même ont leurs propres étapes. Elle va de la création de cette dernière à partir de gestes symboliques, de négociation et de la

¹ Richard C. Snyder, H.W. Bruck, et Burton Sapin, *Foreign Policy Decision-Making*, 167-168.

² Ibid.

³ Christer Pursiainen et Tuomas Forsberg, *The Psychology of Foreign Policy*, 299-327.

Partie 1 : Le décideur individuel comme unité centrale d'analyse dans la prise de décision en Politique Étrangère.

coopération. Puis vient le maintien de cette confiance, qui se renforce par le respect des engagements pris et des interactions régulières. Cette confiance nécessite un entretien constant, car elle peut facilement s'éroder à cause des violations des accords, de changement soudain de politique ou encore de perception négatives. En effet, la perception joue un rôle clé dans chaque prise de décision humaine.

Par exemple, après la guerre froide, la confiance initialement établie entre la Russie et l'Occident s'est progressivement dégradée, notamment en raison de l'élargissement de l'OTAN vers l'espace vital russe.

La confiance peut être distinguée en trois types majeurs : La confiance rationnelle repose sur des intérêts communs et des accords vérifiables ; elle se construit à partir de calculs stratégiques et de garanties concrètes, assurant ainsi une certaine stabilité entre les acteurs. En parallèle, la confiance culturelle s'ancre dans des valeurs, des normes et des représentations partagées, influençant les comportements et facilitant la coopération entre États ayant des référents culturels similaires. Enfin, la confiance psychologique dépend davantage de facteurs personnels, tels que la personnalité, les expériences passées et les émotions des décideurs, ce qui la rend plus subjective et variable selon les individus en présence.

Ainsi, l'analyse théorique de la PDPE, centrée sur le décideur individuel, met en lumière le rôle essentiel des caractéristiques personnelles, des croyances et des biais cognitifs dans l'orientation des politiques extérieures. Afin d'illustrer ces mécanismes dans un cadre concret, la partie suivante se consacrera à l'étude des trajectoires personnelles et l'environnement interne de la politique étrangère des trois présidents de la fédération de Russie.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

Partie 2

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

2.1 Boris Eltsine

2.1.1 Parcours personnel et trajectoire politique

Boris Eltsine voit le jour le 12 février 1931, dans une famille originaire de l'Oural, qui a subi les répressions du régime de Joseph Staline, ses deux grands pères, Ignati et Vassili, furent qualifiés de Koulaks, soit des propriétaires terriens accusé d'exploitation, menaçant ainsi le communisme. Leurs biens furent Alors saisis et confisqués lors de la collectivisation forcée des années 1930¹. La famille des Eltsine était donc des paysans aisés, jusqu'à l'arrivée du communisme.

Le père de Boris Eltsine, Nikolai, fut arrêté en 1932 et emprisonné pour avoir critiqué les conditions de travail ainsi que la nourriture sur un chantier. Il passa trois années en prison jusqu'à sa libération pour bon comportement. Boris a connu donc une enfance marquée par la pauvreté et les logements précaires, comme les baraques communautaires à Berezniki. À 12 ans, BE perdit deux doigts en tentant de désamorcer une grenade volée dans un dépôt militaire. Cet incident peut être considéré comme un simple détail, mais il aura un grand rôle à forger sa personnalité et son tempérament audacieux. Malgré un parcours scolaire difficile, il parvient à obtenir un diplôme en génie civil, à l'Institut Polytechnique de l'Oural. Il débuta sa carrière professionnelle dans le secteur de la construction, ce qui lui permet de travailler dans un domaine où il est spécialisé, il débuta comme ouvrier, puis il devient directeur d'usine où il lutta contre la corruption et les falsifications de rapports, imposant des normes strictes. Il a aussi modernisé les pratiques de construction en impliquant les futurs résidents dans les projets immobiliers.

Le parcours politique de BE débute en 1961 lorsqu'il intègre le parti communiste soviétique, il gravit rapidement les échelons grâce à son efficacité et son refus de compromis, c'est dans ses débuts qu'il se forge une présence et une forte personnalité politique. En 1976, il devient secrétaire du comité régional de Sverdlovsk, supervisant ainsi un bassin industriel stratégique qui comporte aciéries et usines d'armement. Le côté direct et anticonformiste de BE a commencé à se faire ressentir lorsqu'il critique ouvertement les dysfonctionnements

¹ Boris Minaev, *The Decade That Shook the World* (London: Glagoslav Publications, 2015), 5-20.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

économiques tel que le gaspillage, lors de discours publiques, rompant ainsi avec le langage codé du parti. Il organisa aussi des séances de questions réponse à la télévision locale, répondant sans détours aux problèmes des citoyens liés au logement, ce qui le rend connu auprès des populations.

Dans les années 1980, la transition de BE vers le pouvoir suprême débute lorsqu'il est appelé à Moscou en 1985 pour diriger le département de la construction du comité central, qu'il n'apprécie guère à cause de la hiérarchie bureaucratique rigide qui contraste fortement avec sa pratique directe du pouvoir en région, il devient plus tard secrétaire du comité de la ville de Moscou, équivalant à une mairie, il entame une politique de lutte contre la corruption, d'amélioration des services publics et de réduction des privilèges des cadres du parti, ce qui lui vaut de nombreuses inimitiés . En 1987, il montre sa rupture avec le parti communiste en critiquant les réformes de la perestroïka, ce qui lui vaut son poste sous l'accusation de « carences graves »¹. Malgré cela, son image publique s'améliore et est vu désormais comme un martyr politique, où il est considéré comme un défenseur du peuple.

Le déclin de l'Union Soviétique commence à se faire ressentir, les crises économiques montent et les diverses tensions avec les républiques soviétiques avec leur revendication d'indépendance aggrave la situation. Le chef du parti communiste Mikhael Gorbatchev perd tout contrôle de la situation, ce qui favorise la montée de l'opposition politique. Élu député de Sverdlovsk en 1990 avec 85% des voix, Boris Eltsine incarne un projet d'une « Russie souveraine ». L'épouse de Boris Eltsine, Naina révéla : « Un jour, il est rentré du congrès, pâle et complètement épuisé. Soudain, il s'est retourné et a dit : "Il est temps de sauver la Russie !" [...] Je n'ai rien compris et j'ai même eu peur. Quelle Russie ? L'Union soviétique existait encore, personne ne pensait en ces termes. Alors j'ai demandé : "Borya, qu'est-ce que tu racontes ? Quelle Russie ?" "Notre Russie !" »². Cette déclaration accroît sa vision d'une Russie souveraine indépendante et libre de l'exploitation économique de l'URSS, dans ce contexte il déclare : « Pourquoi l'Ukraine et la Biélorussie sont-elles membres de l'ONU, et pas la Russie ? [...] Pourquoi est-elle une Cendrillon ? ».

Boris Eltsine été accusé par Gorbatchev de vouloir démonter l'URSS sous prétexte d'une Russie souveraine. Mikhael Gorbatchev tente de sauver l'URSS en introduisant des

¹ M. R. Zezina, *A Man of Change: A Study of the Political Life of Boris Yeltsin*, traduit par Huw Davies (London: Glagoslav Publications, 2015), 123–168.

² Ibid., 149.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

réformes démocratiques et économiques comme le fait de supprimer l'article 6 de la constitution soviétique, qui garantissait le monopole du parti communiste. BE incarnait à cette période la volonté de changement, ce qui l'entraîne dans une lutte avec Gorbatchev, l'un représentant la Russie et l'autre l'URSS, qui tentait désespérément de continuer d'exister.

En mai 1990, BE devient président du Soviet Suprême de Russie, puis le tout premier président de la Fédération de Russie en 1991, avec plus de 56% des voix contre 15% pour Mikhael Gorbatchev¹, cette élection inaugure la cohabitation conflictuelle entre deux légitimités : celle du fraîchement élu président russe et celle de Gorbatchev président de l'URSS.

Après la dissolution de l'URSS, Boris Eltsine hérite malgré lui d'un empire en ruine, et se trouve dans une situation où il doit bâtir un nouvel état russe, ce qui implique une élaboration d'une nouvelle constitution et une redéfinition des institutions. Dans ce contexte, il entre dans un conflit ouvert avec le parlement, soit le congrès des députés du peuple et le soviet suprême qui refuse plusieurs réformes et remet en cause son autorité, Boris Eltsine perçoit cela comme une tentative de bloquer la Russie vers la stabilité. La Crise culmine en 1993, quand Boris Eltsine dissout illégalement le parlement, provoquant ainsi une insurrection armée à Moscou. L'intervention de l'armée vient selon lui pour écraser l'opposition, ce qui alimente les premiers signes d'une présidence autoritaires.

Après la victoire constitutionnelle de 1993, BE entre dans une phase de retrait et de fatigue, liée à sa santé déjà fragile et au stress accumulé malgré une consolidation de son pouvoir politique suite à cette crise constitutionnelle. Son gouvernement est alors caractérisé par l'absentéisme, la délégation accrue du pouvoir à ces conseillers. Il souffre d'épuisement personnel et laisse parfois des crises s'envenimer, notamment la première guerre de Tchétchénie, commencée en 1994, qui ruine son image de pacificateur. Il se rend rapidement compte que ses illusions sur une transition douce vers la démocratie et l'économie de marché sont irréalistes.

Les crises internes s'accumulent et BE perd peu à peu sa crédibilité, le peuple russe avait tout misé sur lui mais les espoirs d'un changement et d'une amélioration s'évapore peu

¹ Youril Levada, "D'Eltsine à Poutine : Les Élections Présidentielles en Russie de 1991-2004," Pouvoirs 112 (2005) : 142-152, PDF.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

à peu. Sous sa direction, tous les signes institutionnels de l'URSS disparaissent sous des démantèlements, une certaine volonté de rompre rapidement avec le passé soviétique sûrement à cause de son enfance où sa famille s'est vue tout perdre sans aucune possibilité de réagir. Cette transition s'opère dans le chaos total au détriment de la population, les secteurs publics se voient privatisés, laissant ainsi place à l'oligarchie économique¹ qui deviendra de plus en plus présente au pouvoir. Dans la précipitation des événements, le régime de Boris Eltsine a commencé à incarner une régression autoritaire et sociale, dissimulée sous le vocabulaire de transformation démocratique.

Le parcours politique de BE a permis aux spécialistes d'analyser ses traits de personnalités visibles à travers ses actions et décisions politiques, ce dernier appartenait aux Puritains², soit des dirigeants opposés à la corruption et technocrates. Boris Eltsine croyait en la possibilité de contrer la corruption mais sans remettre en cause initialement le rôle que jouait le parti communiste dans sa propagation de la corruption qui devait selon lui être résolue par des purges. Pour ces traits de caractère clés, Boris Eltsine était impatient et susceptible, ce qui le rendaient imprévisible au sein du Politburo, il avait aussi un comportement autoritaire et parfois brutal, des traits qu'il a largement prouvé dans sa décision de guerre contre la Tchétchénie, qui sera plus détaillée dans la troisième partie.

La fin des années 1990, représente pour le premier président de la Fédération de Russie les années de déclin, son état de santé décline notamment à cause de son alcoolisme qui affecte directement sa capacité à gouverner. Les élections présidentielles de 1996, donnaient à Gennadi Ziouganov, membre du parti communiste, une avance confortable. Malgré cela, Boris Eltsine se représente pour faire face au retour des communistes, pour se faire, il restructure son entourage, écarte des figures controversées comme Korjakov, et s'appuie sur une équipe rajeunie et des méthodes modernes de campagne. L'État multiplie les décrets électoralistes (augmentation des pensions, salaires, aides sociales)³ pour regagner la faveur de la population. Il parvient à se faire élire président pour un second terme.

Les crises internes, notamment la crise économique de 1998, durant lesquelles l'effondrement du rouble bloque le paiement des salaires et des pensions, ont largement

¹Boris Kagarlitsky, *Russia Under Yeltsin and Putin: Neo-Liberal Autocracy* (London : Pluto Press, 2002),13-16.

²George W. Breslauer, *Gorbachev and Yeltsin as Leaders* (Cambridge: Cambridge University Press, 2002),22-31.

³ M. R. Zezina, *A Man of Change*, 359-369.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

entaché son image publique, où il n'est plus désormais perçu comme le sauveur de la Russie mais un leader affaibli, imprévisible souvent absent et incapable de gouverner de manière cohérente, ce qui brise la confiance entre lui et son peuple. L'affaiblissement de Boris Eltsine ouvre aussi les portes à des luttes de pouvoir internes, ce dernier perd le contrôle sur son armée et sur son élite politique.

Malgré une période de déclin, BE tente vers la fin de son deuxième mandat de revenir et réaffirmer sa présence sous des gestes d'autorité entreprises comme une tentative désespérée de reprendre le contrôle, ces épisodes étant marqués par des remaniements gouvernementaux répétés et des prises de décisions soudaines, parfois contraires à l'avis de ses conseillers ou le parlement. Par exemple, Boris Eltsine a congédié plusieurs premiers ministres en très peu de temps, affirmant ainsi une instabilité politique. En effet, il limoge Evgueni Primakov, puis Sergueï Stepachine, pour finalement nommer Vladimir Poutine en août 1999. Il a tenté de maintenir un pouvoir personnel malgré l'isolement croissant, se tournant vers un cercle restreint tel que sa fille Tatyana Daychenko et l'oligarque Boris Berezovsky¹. Boris Eltsine avait conscience de sa fin politique, mais sa volonté de maîtriser les choses vers la fin de son dernier mandat indique qu'il voulait assurer sa succession tout en préservant les intérêts de sa famille. Son dernier premier ministre Vladimir Poutine représente le candidat idéal pour Eltsine. Après sa démission le 31 décembre 1999, Boris Eltsine justifie son départ par un besoin de renouveau politique, reconnaissant ainsi ses erreurs, croyant en une transition rapide due à sa naïveté, il présenta alors des excuses au peuple russe pour les souffrances endurées sous ses deux mandats, qui furent marqués par la guerre, les crises économiques et l'instabilité institutionnelle.

Boris Eltsine obtient alors le titre de « président retraité », soit un décret signé par Vladimir Poutine qui lui garantit une protection, logement, équipe de conseillers, sécurité et transport d'état². Eltsine s'impose une discrétion volontaire en évitant tout commentaire sur son successeur et les affaires en cours et consacre son temps à la lecture de mémoire politique et de littérature mondiale et peu de rencontres diplomatiques avec d'ancien chef d'Etat.

À travers les différents événements dans la carrière politique de Boris Eltsine, ces traits de personnalités selon le style des big five, correspond à un mélange complexe de traits

¹ George reslauer, Gorbachev and Yeltsin as Leaders, 214-220.

² Ibid., 401-406.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

qui ont façonnés sa manière de décider. Son extraversion se manifeste dès ses débuts politiques à Sverdlovsk, où son audace et sa sociabilité directe comme ses discours critiques envers le parti communiste ou ses séances de question réponses à la télévision lui permettent de se forger une image de leader charismatique et proche du peuple. Sa tendance à l'impulsivité, cependant se traduit par les prises de risques controversées telles que la dissolution illégale du parlement en 1993 ou des nominations soudaines de premier ministre, révélant ainsi une personnalité dominante mais parfois imprévisible. Parallèlement, son névrosisme élevé transparait dans sa manière de gestion émotionnelle chaotique : son alcoolisme, ses crises de colères face à Gorbatchev, ou son retrait progressif du pouvoir dans la fin des années 1990, qui illustrent un certain degré de réactivité et de difficulté à gérer le stress et les pressions conduisent à des décisions irrationnelles. Si sa conscience est marquée initialement par une rigueur anticorruption est un sens du devoir au début de sa carrière, cette dernière décline nettement vers la fin de sa carrière, avec un gouvernement caractérisé par l'absentéisme et des remaniements ministériels qui projetaient une faiblesse interne de son gouvernement. Son agréabilité limitée se reflète dans son autoritarisme, visible lors de la crise constitutionnelle de 1993, ce qui t'empoigne de sa méfiance envers les compromis. Son ouverture aux expériences, bien que partielle, se traduit dans sa volonté de rompre avec le passé soviétique et d'expérimenter des expériences politiques nouvelles telle que sa campagne électorale moderniste en 1996. Toutefois, cette ouverture est contrecarrée par une certaine rigidité idéologique, comme son attachement à des solutions autoritaires ou son incapacité à conceptualiser des réformes durables. Ces traits, combinés à un parcours marqué par les traumatismes familiaux et les défis de l'après-URSS, façonnent un dirigeant à la fois audacieux et instable, dont l'héritage reste marqué par des contradictions profondes.

Selon la typologie de Richard Snyder, Boris Eltsine incarne plusieurs typologies de décideurs à la fois. En tant qu'innovateur, son audace se manifeste dans les années 1980 à Sverdlovsk, où il modernise les pratiques industrielles en impliquant les résidents dans les projets immobiliers, cette approche était inédite dans le contexte soviétique rigide. Cette tendance à défier les normes s'accroît avec la dissolution illégale du Parlement en 1993 et la nomination surprise de Vladimir Poutine en 1999, actes emblématiques d'un dirigeant prêt à prendre des risques majeurs pour imposer sa vision d'une « Russie souveraine ». Pourtant, cette innovation s'accompagne souvent de chaos, comme en témoignent les privatisations

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

précipitées des années 1990, génératrices d'oligarchie et de crises sociales. Parallèlement, Eltsine incarne pleinement le chercheur de pouvoir, obsédé par le contrôle et l'influence.

Son ascension fulgurante au sein du Parti communiste, puis sa lutte ouverte contre Gorbatchev symbolisant la confrontation entre la Russie et l'URSS, révèlent une quête incessante de légitimité. La répression brutale de l'insurrection de 1993, où il fait intervenir l'armée contre le Parlement, ou sa gestion autoritaire de la guerre en Tchétchénie, illustrent un attachement à l'exercice unilatéral du pouvoir, renforcé par des limogeages fréquents de ministres (Primakov, Stepachine) et une centralisation croissante de l'autorité. Si Eltsine rejette officiellement l'héritage soviétique, certains de ses réflexes à l'instar de la répression coercitive et la dépendance envers des cercles restreints (ex. : l'oligarque Berezovsky) le rapprochent paradoxalement du traditionaliste, utilisant des outils autoritaires du passé pour servir une rupture idéologique. Enfin, bien qu'il ait initialement joué le rôle de communicateur via des séances de questions-réponses télévisées à Sverdlovsk, son style évolue vers un autoritarisme distant, privilégiant les décrets aux dialogues, comme en attestent ses conflits insolubles avec le Parlement.

Ainsi, BE apparaît moins comme une figure rigidement catégorisable que comme un produit des tensions de son époque : un innovateur chaotique et un *power-seeker* autoritaire, un chercheur de pouvoir, dont l'héritage reste marqué par l'ambivalence d'un homme ayant détruit l'URSS tout en reproduisant ses pires travers. Cependant, Boris Eltsine représente un personnage contradictoire, à la fois autoritaire lors de sa dissolution violente du parlement et démocrate en organisant des élections libres, cette contradiction peut aussi se sentir dans son approche libérale qui s'incarnait dans ses réformes économique mais aussi dans son aspect conservateurs¹.

2.1.2 Cadre institutionnel et dynamique décisionnelle dans les années 1990

La politique étrangère russe sous Boris Eltsine reflétait l'état interne du pays, et surtout des institutions responsables de la PE, soit le ministère des affaires étrangères le MID, le ministère de la défense et les services de sécurité. Au ministère des affaires étrangères,

¹ Peter Rutland, « The Boris Yeltsin of History », *Demokratizatsiya* 6, no 4 (1998) : 698–709.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

Boris Eltsine met en lumière les défis structurels et politiques auxquels la nouvelle Fédération de Russie a dû faire face. Selon la constitution de 1993, le président détient l'autorité suprême en matière de politique étrangère, mais Boris Eltsine délègue sa coordination quotidienne au ministère des affaires étrangères. Deux décrets, en 1992 et 1995, renforcent théoriquement ce rôle, exigeant une ligne politique unifiée. Cependant, sous Andreï Kozyrev, le ministre des affaires étrangères échoue à incarner cette cohérence. Kozyrev, perçu comme trop occidental, est critiqué pour son inexpérience et ses revirements, notamment sur des dossiers sensibles comme la Bosnie ou les relations avec les ex républiques soviétiques. Son approche était souvent perçue comme contradictoire et ambiguë, il était à la fois nationaliste en interne et conciliant à l'international, ce qui mine sa crédibilité et permet à d'autres acteurs, comme le ministre de la défense russe Pavel Grachev de mener des politiques parallèles, notamment en s'opposant frontalement à l'élargissement de l'OTAN, ce qui accroît la vision de faiblesse institutionnelle de l'époque.

En 1996, Boris Eltsine nomme Yevgeni Primakov à la tête du ministère des affaires étrangères, ce dernier était un ancien chef des services de renseignements extérieurs (SVR). Primakov centralise à nouveau l'élaboration de la politique étrangère. Grâce à sa stature et à ses réseaux au sein des services de sécurité, il redonne au ministère des affaires étrangères un rôle pivot, priorisant les relations avec la CEI, tout en adoptant une posture plus équilibrée entre l'Occident et des partenaires comme la Chine. Son autorité se voit davantage consolidée et sa gestion ferme et poignante contraste avec celle de son prédécesseur¹.

Malgré cela, des tensions persistent, des figures comme Alexandr Lebed, secrétaire du conseil de sécurité multiplie les déclarations contradictoires sur l'OTAN, semant la confusion. Son successeur, Ivan Rybkin, propose même une adhésion russe à l'Alliance, idée immédiatement rejetée par Primakov. Ces divergences illustrent les rivalités bureaucratiques et la difficulté à unifier les positions gouvernementales.

Par ailleurs, le ministère des affaires étrangères russe doit composer avec des acteurs non traditionnels. Les régions russes, comme l'Extrême-Orient, développent des liens économiques directs avec la Chine, échappant parfois au contrôle de Moscou. Des entreprises telles que Lukoil influencent la politique énergétique en mer Caspienne, souvent

¹Stephen Larrabee et Theodore W. Karasik, *Foreign and Security Policy Decisionmaking Under Yeltsin* (Santa Monica, CA : RAND, 1997), 5–27.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

en contradiction avec les objectifs diplomatiques du ministère. Ces dynamiques reflètent une décentralisation croissante, où l'État central perd son monopole sur la politique étrangère.

La période post soviétique a révélé des lacunes institutionnelles reflétant l'absence de mécanismes de coordination clairs sous Boris Eltsine, ce qui entraîne à une politique étrangère erratique, marquée par des luttes de pouvoir et l'émergence d'acteurs parallèles. Si Primakov parvient à restaurer temporairement la cohérence et le prestige du MAE, son succès repose largement sur son influence personnelle plutôt que sur des réformes structurelles. Les défis futurs incluent l'intégration des intérêts régionaux, la gestion des divisions au sein des élites et la professionnalisation d'un système encore trop dépendant des aléas politiques et de la santé fluctuante d'Eltsine.

Pour le ministère de la défense, le système était aussi marqué par l'instabilité institutionnelle et des rivalités bureaucratiques. Durant son premier mandat, Eltsine ne parvient pas à établir un cadre structuré pour la politique de défense, laissant les décisions clés aux mains d'un cercle restreint d'officiels, sans contrôle parlementaire ni transparence publique. Cette absence de mécanismes de coordination favorise des luttes de pouvoir entre factions, chacune cherchant à influencer directement le président. Le ministre de la Défense Pavel Grachev, nommé pour sa loyauté envers Eltsine, incarne ces dysfonctionnements : compétent sur le terrain, il échoue à réformer une armée en crise, minée par la corruption et le manque de moyens. Son implication dans la désastreuse guerre de Tchétchénie (1994–1996), où l'armée agit souvent en dehors de tout contrôle présidentiel, accentue son discrédit. Grachev s'oppose également aux réformes proposées par le chef d'état-major Mikhaïl Kolesnikov, qui souhaitait renforcer le rôle du *General Staff* dans la planification stratégique, préférant étendre les prérogatives de son ministère¹.

La nomination d'Igor Rodionov en juin 1996, soutenue par le général Lebed, marque un virage. Ancien commandant respecté, Rodionov entreprend une refonte ambitieuse : réduction des effectifs à 1,2 million de soldats, création de forces mobiles, révision de la doctrine militaire et centralisation du commandement sous le *General Staff*. Cependant, ces réformes se heurtent à des obstacles majeurs. Le budget de la défense, fixé à 104 milliards de roubles en 1997 (moins de la moitié des demandes militaires), rend irréaliste l'objectif de professionnalisation de l'armée d'ici l'an 2000. Rodionov affronte aussi une résistance

¹ Ibid., 13-42.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

interne, notamment lors de sa tentative de réduire les troupes aéroportées, provoquant la colère de Lebed et le limogeage de généraux récalcitrants. Parallèlement, le *Defense Council* soit le Conseil de défense, créé en juillet 1996 pour contrebalancer l'influence de Lebed, devient un organe central. Présidé par Eltsine et dirigé par le civil Iouri Baturine, il vise à coordonner les réformes et à imposer un contrôle civil sur l'armée, tout en intégrant d'autres ministères (Intérieur, Gardes-frontières).

Malgré ces efforts, les tensions persistent. Rodionov, critiqué pour ses avertissements alarmistes sur la dégradation des forces nucléaires, perd progressivement le soutien du Kremlin. Les divisions internes entre partisans d'une armée réduite mais professionnelle et conservateurs attachés aux structures soviétiques, reflètent l'incapacité de la Russie à concilier ambitions stratégiques et réalités économiques.

Pour les services de sécurité, ces derniers étaient un acteur clé mais éphémère de la politique étrangère. Dirigé par Ievgueni Primakov jusqu'en 1996, le SVR dépasse son rôle traditionnel de collecte d'informations pour influencer directement les décisions stratégiques. Primakov, habile bureaucrate et proche d'Eltsine, utilise le SVR comme un outil politique : un rapport de 1993 sur les dangers de l'élargissement de l'OTAN, rédigé par le service, devient la base officielle de l'opposition russe. Cette implication souligne la faiblesse des institutions civiles comme le Conseil de sécurité ou le ministère des affaires étrangères et la centralisation du pouvoir entre les mains de figures issues des services secrets. Cependant, lorsque Primakov est nommé ministre des Affaires étrangères en 1996, le SVR perd de son autonomie. Son successeur, le général Viatcheslav Troubnikov, perd de son influence et de son accès privilégié au président. Primakov, resté proche du SVR, continue d'en contrôler indirectement les orientations, réduisant son rôle à un instrument au service du ministère des affaires étrangères plutôt qu'à un acteur indépendant. Ce déclin illustre la personnalisation excessive du système eltsinien, où l'efficacité d'une institution dépend moins de ses structures que des réseaux et de la stature de son dirigeant¹.

Le conseil de sécurité qui a été créé par décret présidentiel en 1992 et inscrit dans la Constitution de 1993, incarne les contradictions d'un système eltsinien tiraillé entre formalisme institutionnel et centralisation autoritaire. Conçu comme l'organe suprême de coordination des politiques de sécurité nationale, il rassemble initialement des membres

¹ Ibid., 27-28.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

permanents tel que le président, le premier ministre et le secrétaire du conseil ainsi que des membres consultatifs comme le ministre de la défense et des affaires étrangères. Sous la direction énergique de Iouri Skokov de 1992 à 1993, le Conseil joue un rôle clé en définissant les premières orientations stratégiques post-soviétiques.

Cependant, son influence décline rapidement avec ses successeurs, comme Oleg Lobov, réduit à un rôle de figurant. Les réunions rares, l'absence de suivi des décisions et la préférence d'Eltsine pour les canaux informels comme son cercle de conseillers personnels vident le Conseil de sa substance. L'exemple le plus frappant est la guerre de Tchétchénie quand la décision d'intervenir est prise en petit comité, sans consultation sérieuse du *General Staff* ou des experts, et le Conseil se contente d'entériner un choix déjà acté.

La nomination d'Alexandr Lebed en juin 1996, motivée par des calculs électoraux, semble redynamiser l'institution. Lebed ambitionne d'en faire un « super ministère » contrôlant les ministères régaliens, mais ses initiatives heurtent les élites en place.

Ses critiques contre le budget gouvernemental, ses appels à taxer le secteur énergétique et ses prises de position contradictoires sur l'OTAN, tantôt conciliantes, tantôt alarmistes, exacerbent les tensions. Son alliance tactique avec Alexandre Korjakov, ancien chef des services de sécurité limogé, précipite sa chute : en octobre 1996, il est accusé de préparer un coup d'État et remplacé par Ivan Rybkin, loyaliste inexpérimenté. Sous Rybkin, le Conseil se recentre sur la Tchétchénie et les questions intérieures comme le crime organisé et la corruption, tandis que le Conseil de défense, créé pour marginaliser Lebed, absorbe les dossiers militaires. La nomination de Boris Berezovski, oligarque proche du pouvoir, comme vice-secrétaire du Conseil, symbolise l'infiltration des élites financières dans les structures sécuritaires, marquant une politisation accrue des institutions.

La politique étrangère de Boris Eltsine se caractérise ainsi par une transition tumultueuse entre idéalisme pro-occidental et réalisme défensif, marquée par le déclin de l'influence russe sur la scène internationale. Dans l'immédiat post-soviétique, sous l'ère Andreï Kozyrev, la Russie adopte une ligne pro-occidentale, alignée sur les États-Unis et l'Europe, symbolisée par des initiatives comme le traité START 2 en 1993 et une coopération avec l'OTAN. Cependant, cette approche, jugée trop conciliante et qualifiée de « suivisme », devient impopulaire face aux échecs des réformes économiques et à la montée des nationalismes. À partir de 1996, Evgueni Primakov, nommé ministre des Affaires

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

étrangères, réoriente la diplomatie vers un équilibre entre Orient et Occident. Il promeut une vision multipolaire, renforçant les liens avec la Chine, l'Inde et l'Iran, tout en défendant la doctrine de « l'étranger proche » pour maintenir l'influence russe sur les ex-républiques soviétiques ou CEI, comparée à une « doctrine Monroe » russe. Malgré ces efforts, la Russie peine à contrer l'expansion de l'OTAN, subit des échecs dans les crises yougoslaves (Kosovo, 1999) et voit son rôle marginalisé dans les instances internationales, notamment dans le G7 et l'OSCE. Les défis internes, crise économique, guerres en Tchétchénie et instabilité politique notamment sapent sa crédibilité, tandis que les États-Unis consolident leur unipolarité.

La passation de pouvoir à Vladimir Poutine en 1999 ouvre une ère recentrée sur la restauration de l'autorité étatique, résumée par la maxime de Gortchakov : « La Russie ne peut jouer un rôle actif en politique étrangère si, à l'intérieur, règnent ruine et confusion »¹.

2.2 Dimitri Medvedev

2.2.1 Parcours politique et contexte d'accession à la présidence

Dimitri Medvedev est né le 14 septembre 1965 à Leningrad, actuelle Saint-Pétersbourg, en URSS. Il voit le jour dans une famille d'enseignants modestes, il grandit comme la plupart des soviétiques de l'époque dans un quartier populaire de la ville. À cette période, Leningrad était l'une des plus grandes villes de l'URSS, symbole de culture et centre industriel de l'Union.

Dimitri Medvedev comme beaucoup de jeunes soviétiques des années 1970 et 1980, était fasciné par la culture occidentale, il rêvait de posséder des disques de rock, des produits rares et coûteux en URSS, souvent acquis via le marché noir. Il a grandi en écoutant la musique de *Deep Purple*, un symbole de rébellion et de modernité qui se reflétera plus tard dans son parcours politique².

Il fait des études de droit à l'université de droit de Leningrad, aujourd'hui plus connu sous le nom d'université d'état de Saint Pétersbourg, qui était considérée comme l'un des

¹Romer, Jean-Christophe. « La Politique Étrangère Russe sous Boris Eltsine ». Document PDF. [fp de eltsin \(article\).pdf. https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001341 .pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001341.pdf). Consulté le 12 mai 2015.

²Agence France-Presse, « Medvedev, un tsar russe qui se veut "normal et moderne" », La Dépêche, 3 mars 2008, <https://www.ladepoche.fr/article/2008/03/03/439241-medvedev-un-tsar-russe-qui-se-veut-normal-et-moderne.html>.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

établissements les plus prestigieux de l'URSS et d'où il en sort diplômé en droit en 1987, puis un doctorat en droit privé en 1990, puis enseigne le droit civil. Dans la même année, il rejoint le comité des relations extérieures de la mairie de Saint Pétersbourg, dirigé par Vladimir Poutine où il devient aussi conseiller juridique du maire de Saint Pétersbourg Anatoli Sobtchak, cette collaboration marque le début d'une amitié et d'une alliance politique durable entre les deux¹.

Lorsque Vladimir Poutine est rappelé à Moscou et devient président par intérim en 1999, après la démission de Boris Eltsine, DM le suit et est nommé par Poutine chef-adjoint de l'administration présidentielle, puis chef de l'état-major électoral de Poutine pour les élections présidentielles de 2000.

À partir des années 2000, il accumule plusieurs postes importants proches du pouvoir, en 2005 il est nommé premier vice-ministre chargé des projets nationaux telles que l'éducation, la santé et l'agriculture. Il occupe par la suite le poste de président du conseil d'administration du géant gazier Gazprom, outil stratégique du Kremlin.

La présidentielle de 2008 était l'évènement le plus attendu de l'année, approchant vers la fin de son mandat, Vladimir Poutine désigne DM comme son candidat préféré. Le 10 décembre 2007, cinq partis politiques l'ont officiellement proposé. Parmi ces partis il y avait le parti de Russie Unie, le parti écologiste. Un éditorial a noté bien avant son élection que DM était celui qui va préserver la ligne de Poutine. D'autres voyaient l'arrivée de Dimitri Medvedev au pouvoir comme un triomphe pour les libéraux au sein des élites politiques.

Les règles électorales visant à organiser le vote ont été publiées le 6 décembre 2007, selon ces règles, un parti politique ne pouvait plus nommer quelqu'un faisant partie d'un autre parti politique et le plafond du fonds électoral a été porté de 250 à 400 millions de roubles². Vladimir Churov ayant avant fréquenté la mairie de saint Pétersbourg au côté de Vladimir Poutine et de Dimitri Medvedev, remplace Alexandre Veshnyako à la tête de la commission électorale centrale (CEC), l'organisme responsable du bon déroulement des votes, ce dernier était critique pour son rôle dans l'assouplissement des règles électorales lorsqu'il supprime le seuil de participation de 20%. Cette nomination est jugée comme étant

¹Larousse, « Dimitri Anatolievitch Medvedev, » Larousse.fr, consulté le 12 mai 2025., https://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Dmitri_Anatolievitch_Medvedev/184054/.

² J.L. Black, *The Russian Presidency of Dmitry Medvedev, 2008-12: The next step forward or merely a time out?* (London and New York: Routledge, 2015), 12.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

une volonté indirecte de faciliter les élections pour Dimitri Medvedev par le Kremlin, étant donné que c'est un proche du pouvoir qui est nommé à sa tête.

Pendant la période des élections, un tri a été fait des candidats, ceux affirmant leur opposition au pouvoir étaient rapidement disqualifiés tel que Mikhail Kassinov, ex-premier ministre accusé d'avoir falsifié des signatures dans sa pétition. La liste est également longue avec Vladimir Boukouvski et Nikolai Kouriyanovitch qui ont été disqualifiés pour à peu près les mêmes raisons administratives liées à leur dossier. Pour les candidats autorisés, il y avait Gennadi Ziouganov du parti communiste, Vladimir Jirinovski du parti libéral démocrate et enfin Andrei Bogdanov du parti démocratique de Russie. Ceux dont la candidature a été acceptée ont été les premiers à soutenir la candidature de Medvedev, ce qui les rendait des partis proches du Kremlin.

Début 2008, Dimitri Medvedev axe sa campagne sur les « 41 » favorisant l'innovation, l'investissement. Le 22 janvier il prononce un discours au forum civique où il montre sa détermination dans la lutte contre la corruption et des médias indépendants, marquant ainsi son approche moderniste.

Les élections se déroulent le 2 mars 2008 durant lesquelles Dimitri Medvedev l'emporte avec une majorité écrasante des voix de 70,28%, contre Ziouganov avec 17,72%, Jirinovski avec 9,35% et Bogdanov dernier de la liste avec 1,29% des voix. Le 7 mai Dimitri Medvedev est élu président de la Fédération de Russie et nomme l'ex président Vladimir Poutine comme son premier ministre instaurant ainsi le « Tandem » soit le partage du pouvoir pour assurer la continuité du régime.

Dimitri Medvedev fait son premier constat de l'environnement politique, il hérite du parlement contrôlé par le parti Russie Unie pro Poutine, limitant ainsi l'opposition ce qui peut bloquer ces futurs projets de modernisation des secteurs. Le conseil de la Fédération est composé aussi de fidèles du pouvoir exécutif réduisant ainsi son autonomie.

Quant aux médias, la télévision est dominée par des intérêts pro-gouvernementaux, contrairement à la presse écrite et en ligne qui ouvre la possibilité à plus de diversité, bien que sous pressions qui en témoignent les intimidations et les meurtres de journalistes.

Dimitri Medvedev a impulsé plusieurs réformes visant à moderniser le système politique russe, tout en naviguant dans les limites imposées par le tandem avec Vladimir

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

Poutine et la domination du parti Russie Unie. Sur le plan électoral, il a abaissé le seuil d'accès à la Douma de 7 % à 5 % (adopté en 2011 mais effectif à partir de 2016) et rétabli l'élection directe des gouverneurs en 2012, bien qu'encadrée par un « filtre municipal », exigeant le soutien des élus locaux. Il a également garanti un accès équitable aux médias régionaux pour les partis politiques et simplifié l'enregistrement des nouveaux partis, réduisant le nombre de membres requis de 40 000 à 500. Medvedev a critiqué les manipulations électorales de Russie Unie, appelant à une modernisation du parti et à une plus grande pluralité régionale. Face aux manifestations de 2011 contre les fraudes, il a promis des enquêtes et proposé des ajustements symboliques, comme la restauration des circonscriptions uninominales à la Douma. Cependant, ces réformes, souvent superficielles ou retardées, ont buté sur la résistance des conservateurs et la priorité accordée à la stabilité, reflétant les contradictions d'un libéralisme contrôlé dans un système dominé par Poutine.

Économiquement, DM hérite d'un pays prospère grâce aux revenus énergétiques, mais se retrouve confronté à la crise mondiale de 2008, qui expose brutalement la dépendance russe aux hydrocarbures et les vulnérabilités financières des entreprises. Pour stabiliser l'économie, il débloque 130 milliards de dollars afin de sauver les banques et les géants étatiques comme Gazprom, tout en réorganisant les fonds souverains en un Fonds de réserve et un Fonds de prospérité nationale pour anticiper les chocs futurs. Ces mesures, bien que cruciales, alimentent les critiques sur les inégalités et la corruption, accusées de favoriser les oligarques proches du pouvoir. Visionnaire, Medvedev tente de diversifier l'économie en lançant Skolkovo, une Silicon Valley russe destinée à attirer investisseurs étrangers et innovateurs, avec des partenariats stratégiques (Intel, Google) et des incitations fiscales. Il réduit aussi le périmètre des entreprises « stratégiques » et entame des privatisations pour dynamiser le secteur privé. Sur la scène internationale, il parachève l'adhésion de la Russie à l'OMC en 2011¹, malgré les résistances internes, et consolide l'Union douanière eurasiatique pour renforcer l'influence régionale de Moscou. Medvedev doit néanmoins gérer les guerres du gaz avec l'Ukraine, négociant des accords fragiles et promouvant des projets comme Nord Stream pour sécuriser les exportations vers l'Europe. En parallèle, il instaure une doctrine de sécurité alimentaire pour atteindre l'autosuffisance agricole, malgré les défis climatiques majeurs comme la sécheresse de 2010. Son mandat, cependant, reste entravé par la persistance d'une économie centrée sur les hydrocarbures, une bureaucratie

¹ Ibid., 92-111.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

paralysante et l'influence incontournable de Vladimir Poutine, qui limite la portée de ses réformes. Si Medvedev jette les bases d'une modernisation technologique et d'une ouverture internationale, son héritage économique demeure contrasté, tiraillé entre des avancées structurelles et les réalités d'un pouvoir partagé au sein du « Tandem ».

L'approche politique de DM laisse penser que ses traits de personnalité, selon le modèle des Big Five, combinent une ouverture à l'expérience marquée et une conscience élevée, tempérés par une agréabilité pragmatique et une extraversion stratégique, le tout sous-tendu par un névrosisme faible. Son ouverture à l'expérience se manifeste par un modernisme ancré dans sa fascination pour la culture occidentale (comme son admiration pour *Deep Purple*) et se traduit politiquement par des projets innovants tels que Skolkovo, une « *Silicon Valley* russe », ou des réformes économiques libérales (adhésion à l'OMC, privatisations). Cependant, cette ouverture est limitée par des contraintes idéologiques, comme le maintien d'un « filtre municipal » pour l'élection des gouverneurs, reflétant un équilibre entre innovation et réalisme politique. Sa conscience transparaît dans sa rigueur organisationnelle : il planifie des réformes structurelles (fonds souverains pour anticiper les crises), modernise les institutions et promeut une diversification économique, même si certaines initiatives sont édulcorées par les résistances du système. Medvedev affiche une extraversion modérée, orientée vers des objectifs précis : son alliance durable avec Poutine, ses discours ciblés sur l'innovation (Forum civique de 2008) et sa capacité à naviguer dans un environnement dominé par Russie Unie, révèlent une sociabilité calculée plutôt qu'un charisme impulsif. Son agréabilité, bien que teintée d'empathie (critiques des fraudes électorales, promesses d'enquêtes en 2011), reste pragmatique, privilégiant la stabilité du « Tandem » et acceptant des mesures autoritaires (contrôle médiatique). Enfin, son névrosisme faible se lit dans sa gestion résiliente de la crise économique de 2008 et son calme apparent face aux tensions institutionnelles, sans signes de réactivité émotionnelle excessive. Au total, Medvedev incarne un leader technocrate, adaptatif et rationnel, dont les traits de personnalité ont façonné un mandat tiraillé entre modernisation libérale et loyauté envers un système hiérarchisé.

Selon la typologie de Snyder, DM s'inscrit dans une combinaison de profils, oscillant entre le chercheur de pouvoir (*power-seeker*), l'innovateur (*innovator*) et le traditionaliste (*traditionalist*). En tant que chercheur de pouvoir, il démontre une maîtrise stratégique des enjeux institutionnels, préservant son influence au sein du « Tandem » avec Poutine et

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

consolidant discrètement le contrôle central (ex. : le « filtre municipal » pour encadrer l'élection des gouverneurs). Parallèlement, son rôle d'innovateur se manifeste par des projets audacieux comme Skolkovo, visant à moderniser l'économie russe via des partenariats technologiques (Intel, Google), ou par des réformes structurelles (adhésion à l'OMC en 2011). Cependant, Medvedev reste ancré dans un traditionalisme pragmatique : il ne remet pas en cause les fondements du système poutinien, privilégiant la stabilité (contrôle médiatique, continuité de la doctrine de sécurité alimentaire) et renforçant des initiatives héritées, comme l'Union douanière eurasiatique. En revanche, il s'éloigne du profil pur du communicateur (*communicator*), sa communication étant davantage un outil au service d'un agenda contrôlé qu'un véritable dialogue avec la société civile. Ainsi, Medvedev incarne un réformateur prudent, dont les ambitions modernisatrices coexistent avec une loyauté envers les structures autoritaires, reflétant les tensions d'un mandat à la fois progressiste et contraint par l'héritage politique de son prédécesseur.

La cohabitation politique entre le président Dimitri Medvedev et son premier ministre Vladimir Poutine est ce qui a suscité le plus d'intérêt chez les analystes politiques qui chercheront à savoir qui est le décideur derrière ces deux figures. Parmi ces recherches, celle de Brenda Connors qui a analysé ce tandem à travers la *Movement Pattern Analysis* (MPA), une méthode étudiant les mouvements corporels pour décrypter les styles décisionnels. Medvedev y est décrit comme un « *Action Man* », privilégiant l'action rapide et tactique (45 % d'effort en phase de *Committing*), tandis que Poutine, « *Joueur d'Échecs* », se distingue par sa rigueur stratégique (45 % en phase d'*Attending*). Leur complémentarité, Medvedev compensant la lenteur de Poutine, ce dernier comblant le manque de profondeur stratégique de son homologue, explique la stabilité paradoxale du duo, malgré des divergences. L'auteur prédit la persistance du tandem jusqu'en 2012, soulignant son pragmatisme et les avantages informels de Poutine. Pour les États-Unis, il recommande d'adapter les approches : présenter des données détaillées à Poutine et des échéances claires à Medvedev, tout en ciblant la phase d'*Intending* pour un dialogue constructif. Cette analyse non conventionnelle éclaire ainsi les mécanismes d'un leadership bicéphale opaque, offrant des pistes pour la diplomatie américaine¹.

¹Brenda Connors, THE RUSSIAN LEADERSHIP TANDEM IN INTERACTION: INSIGHTS FROM MOVEMENT ANALYSIS, rapport préparé pour l'Office of Net Assessment, Office of the Secretary of Defense, janvier 2011 (révisé en avril 2011), 21.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

2.2.2 Fonctionnement du système décisionnel et marges de manœuvre présidentielles

L'environnement décisionnel de la politique étrangère russe sous Dimitri Medvedev s'articule autour d'un système institutionnel rigidement centralisé, hérité de la Constitution de 1993, qui octroie au président un contrôle quasi absolu sur les orientations stratégiques. Ce « super-présidentialisme », consolidé par Vladimir Poutine dès 2000, réduit les contre-pouvoirs législatifs et médiatiques, plaçant la politique étrangère sous l'emprise exclusive de l'exécutif. Medvedev, juriste formé à Saint-Petersbourg et ancien président de Gazprom, incarne une tentative de modernisation modérée dans ce cadre rigide. Son profil de technocrate libéral, ouvert au dialogue avec l'Occident et adepte des nouvelles technologies, il est le premier dirigeant russe à utiliser activement les réseaux sociaux, contraste avec le style autoritaire de Poutine. Pourtant, son mandat se déploie dans l'ombre persistante de ce dernier, qui, en tant que Premier ministre, conserve l'allégeance des *siloviki* (élites sécuritaires) et des réseaux oligarchiques, verrouillant les leviers du pouvoir.

Au cœur de cet écosystème institutionnel, le Ministère des Affaires étrangères, dirigé par l'inflexible Sergei Lavrov depuis 2004, incarne la continuité réaliste de la politique poutinienne. Bien que théoriquement chargé de la diplomatie, le ministère des affaires étrangères agit davantage comme un exécutant des directives émanant de l'Administration présidentielle, véritable cerveau stratégique dirigé par Sergei Prikhodko. Ce dernier, conseiller présidentiel et proche de Poutine depuis les années 1990, orchestre les grandes orientations et rédaction des concepts de politique étrangère (2000 et 2008), coordination du « *reset* » avec les États-Unis, tout en marginalisant les vellétés réformatrices de Medvedev. Les vice-ministres du MAE, comme Alexander Grushko (relations avec l'OTAN) ou Sergei Ryabkov (négociations New START), opèrent dans un cadre strict, où toute innovation doit s'aligner sur la vision sécuritaire héritée de Poutine.

Parallèlement, le Ministère de la Défense et l'État-Major général, sous Nikolai Makarov, incarnent le conservatisme militariste. Bien que Medvedev tente de moderniser l'armée via Anatoly Serdyukov (ministre de la Défense 2007-2012), les *siloviki*, regroupés autour du Conseil de sécurité, dirigé par Nikolai Patrushev (ex-FSB), bloquent les réformes perçues comme menaçant leur influence. Le ministère de la défense, gardien de la doctrine de « sphère d'intérêts privilégiés », sabote les tentatives de rapprochement avec l'OTAN sur le bouclier antimissile et impose une ligne dure lors de la guerre en Géorgie, où Medvedev,

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

malgré ses réserves, valide la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Les entreprises d'État comme Gazprom et Rosneft, contrôlées par des fidèles de Poutine (Alexeï Miller, Igor Sechin), renforcent cette logique en utilisant les hydrocarbures comme arme géopolitique, limitant la marge de manœuvre économique de Medvedev¹.

Malgré ces contraintes, DM imprime sa marque via des initiatives symboliques : le traité New START en 2010, fruit de négociations opiniâtres avec Obama ; l'abstention russe à l'ONU sur la Libye en 2011, perçue comme un geste envers l'Occident, ou le projet Skolkovo, vitrine technologique censée attirer les investissements étrangers. Son discours de 2009 sur la nécessité de « dépasser la mentalité de siège » et de lutter contre le « nihilisme juridique » reflète une volonté de rompre avec l'héritage conflictuel. Pourtant, ces avancées restent superficielles. Le scandale des câbles Wikileaks révèle crûment sa subordination à Poutine, qualifié de « Batman » face à un Medvedev « Robin », tandis que les siloviki et le Conseil de sécurité invalident ses décisions perçues comme trop conciliantes, comme le gel des ventes de missiles S-300 à l'Iran en 2010.

La présidence Medvedev illustre ainsi les tensions structurelles d'un système verrouillé, où son style diplomatique apaisé et ses projets modernisateurs offrent une façade de changement, tandis que les institutions clés, garantissent la continuité stratégique. La « tandémocratie » fonctionne moins comme un partage du pouvoir que comme une stratégie de légitimation : Medvedev incarne une ouverture cosmétique pour l'extérieur, tandis que Poutine, via Prikhodko, Lavrov et Patrushev, conserve le contrôle des dossiers sensibles².

L'épisode le plus révélateur de cette dualité reste la crise géorgienne d'août 2008. Alors que Medvedev assume publiquement la décision d'intervenir militairement pour « protéger les citoyens russes » en Ossétie du Sud, des fuites ultérieures suggèrent que Poutine, alors Premier ministre, aurait coordonné en coulisses la réponse stratégique avec le ministère de la défense et les services de sécurités. Les détails de cette crise, dont les répercussions redéfinissent les équilibres régionaux et exposent les fractures internes du tandem, seront analysés en profondeur dans la troisième partie. Cette exploration révélera

¹ Valerie A. Pacer, *Russian Foreign Policy under Dmitry Medvedev, 2008-2012* (London: Routledge, 2016), 2-14.

² Hussein Mezher Khalaf and Husham Ezzulddin Majeed, "The Role of Russian Political Leadership in Foreign Decision-Making Process: Putin and Medvedev (Case Study)," *Journal of US-China Public Administration* 15, no. 1 (January 2018): 13-20.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

les coulisses d'une crise où l'image publique du président russe masque une réalité bien plus complexe, mettant en lumière les tensions entre autonomie affichée et subordination réelle au sein du tandem Poutine-Medvedev.

2.3 Vladimir Poutine :

2.3.1 Parcours personnel et construction d'un leadership politique :

La famille de Vladimir Poutine est originaire de Leningrad, en URSS, fortement touchée par la seconde guerre mondiale. La ville fut encerclée par les forces allemandes, entraînant une famine massive et d'importantes pertes civiles. Sa mère, Maria Ivanovna Poutine, survécut au siège, perdant deux de ses enfants. Son père, Vladimir Spiridonovitch Poutine, était un réserviste dans l'Armée rouge et appartenait à un bataillon de démolition du NKVD, soit la police secrète soviétique chargée à l'époque de missions de sabotage derrière les lignes ennemies.

Lors d'une opération à Kingisepp, en Estonie, l'unité dans laquelle il servait fut attaquée par les locaux après avoir détruit un dépôt de munitions. Sur les 28 soldats, seuls quatre survécurent, dont son père.

Issu de cette famille marquée par les séquelles de la seconde guerre mondiale, Vladimir Poutine voit le jour le 7 octobre 1952. Il grandit comme plusieurs familles soviétiques dans un appartement communautaire *Kommunalka* sans eau chaude ni salle de bain, où les conflits entre voisins étaient fréquents. Il fut baptisé en secret par sa mère, malgré l'appartenance de son père au parti communiste, à une époque où la religion était mal vue. Cet événement jouera un rôle central dans sa vision religieuse plus tard.

Son enseignante, Vera Dmitrievna Gourevitch, témoigne de l'enfance de son jeune élève, issu d'une famille modeste : une mère femme de ménage et un père ouvrier. Selon elle, bien qu'il ait grandi dans des conditions misérables, il était fier et courageux¹.

Les épreuves de la vie soviétique ont forgé son tempérament et ses valeurs de survie, nourris par les récits de ses parents. Le silence de ces derniers sur leur passé typique de

¹Vladimir Putin, with Nataliya Gevorkyan, Natalya Timakova, and Andrei Kolesnikov, *First Person: An Astonishingly Frank Self-Portrait by Russia's President*, trans. Catherine A. Fitzpatrick (New York: PublicAffairs, 2000), 10.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

l'époque ainsi que leur modestie ont probablement influencé le caractère réservé et pragmatique de VP.

En grandissant, VP devient un élève turbulent, souvent en retard et très peu investi dans les activités scolaires. Il n'a intégré les Pionniers (organisation de jeunesse communiste) qu'en sixième année, bien après l'âge habituel (troisième année), en raison de son comportement de jeune "voyou". Dans une interview accordée bien plus tard en 2000, il répondra à un journaliste lui évoquant ce sujet, que la raison derrière sa non admission était le fait qu'il était un délinquant hooligan¹.

C'est dans ce contexte que Vera Dmitrievna Gourevitch le prend sous son aile, ayant perçue en lui un potentiel intellectuel et une mémoire excellente, elle le supervise et le détourne des mauvaises influences des frères Kovshov, avec qui il passait du temps à escalader des toits et s'engager dans des bastons de quartiers. Il a soudainement amélioré ses résultats scolaires, motivé par l'ambition de "réussir dans la vie". Cela lui a permis d'être enfin accepté parmi les Pionniers.

Il s'est initié à la boxe, mais a abandonné après s'être cassé le nez. Il s'est ensuite tourné vers le sambo un art martial soviétique et le judo, qu'il a pratiqué intensément. Son coach, Anatoly Semyonovich Rakhlin a eu une influence déterminante sur lui. Les arts martiaux lui ont inculqué discipline, respect et philosophie de vie, l'éloignant de la rue.

Dès son plus jeune âge, VP était déjà ambitieux d'intégrer le KGB, ce dernier fut inspiré par des séries soviétiques comme les 17 moments du printemps et l'Épée et le bouclier qui développaient en lui une admiration pour ce métier. À 16 ans, il s'est rendu au siège du KGB où on lui a conseillé d'étudier le droit. Et c'est exactement ce qu'il fait en intégrant l'université d'état de Leningrad en 1970. Il fait plusieurs démarches pour être recruté au KGB mais la plupart étaient infructueuses, jusqu'à sa quatrième année universitaire où il est recruté directement par un agent lors d'une rencontre discrète. Ces événements illustrent son côté ambitieux, prêt à tout pour atteindre ces objectifs.

Pendant ses débuts de carrière au KGB, Vladimir Poutine a suivi en 1978 des cours d'entraînement spécial destiné aux futurs espions soviétiques. Au cours de cette formation, Poutine a appris toutes les techniques liées à l'espionnage, comme les interrogatoires et les

¹Masha Gessen, *The Man Without a Face : The Unlikely Rise of Vladimir Putin* (New York: Riverhead Books, 2012),53.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

techniques de pression psychologique, ainsi que l'utilisation de toutes sortes d'armes. Il était désormais prêt à faire le métier de ces rêves, mais ses illusions ont vite été déçues lorsqu'il se rend compte qu'il ne sera pas envoyé en occident mais en Allemagne de l'est. Il était rapidement devenu un administrateur chargé de remplir des papiers et faire les tâches quotidiennes de bureau, dans l'espoir qu'il sera tôt ou tard envoyé en mission à l'étranger.

Entre 1985 et 1990, il fut transféré pour travailler pour la Stasi, soit les services secrets est-allemands, en prenant le rôle d'interprète comme couverture à Dresde¹. Malgré cela, sa tâche pour les services secrets, même une fois qu'il ait été transféré sur le terrain comme il l'avait toujours souhaité, n'a jamais été de prendre une part active à l'action. Sa tâche principale consistait à rédiger des rapports et les envoyer à Moscou, activité bien différente de ce qu'il admirait dans les séries d'espionnage. Après la chute du mur de Berlin, VP est forcé par le changement des années 1990, de rentrer à Leningrad en compagnie de sa famille.

Il devient immédiatement le conseiller de Sobtchak, qui est à cette période président du Conseil des députés du peuple de Leningrad. Puis devient maire de Leningrad. Le 15 juillet 1991 Vladimir Poutine est nommé président du comité de Leningrad pour les relations internationales, c'est dans ce contexte qu'il fait la rencontre du jeune Dimitri Medvedev. Sa tâche consistait à promouvoir les relations extérieures afin de favoriser les relations commerciales et d'attirer les investisseurs étrangers. Cependant, il fait face à plusieurs accusations de corruption, ce qui le destitue du poste mais y reste quand même jusqu'en 1996. Après 1996, il se rend à Moscou et compile des postes de haute importance comme chef adjoint du département de la gestion des biens présidentiels, sous la direction de Pavel Borodin. Puis chef du personnel présidentiel nommé directement par Boris Eltsine. Le 25 juillet 1998, Vladimir Poutine est nommé chef du FSB, filiale issue du démantèlement du KGB chargée de la sécurité intérieure. Il occupe ce poste jusque en 1999 où il est nommé par Boris Eltsine premier ministre de la Fédération de Russie, puis président par intérim après la retraite présidentielle de Eltsine, et enfin président élu par le peuple en 2000.

L'arrivée de VP sur la scène politique russe se déroule sur les deux étapes précédentes, le 9 août 1999 lorsque Boris Eltsine le propose à la tête de son gouvernement

¹ Poutine change le monde : Les raisons profondes d'une guerre qui vient de loin et de l'homme qui a déjà marqué un tournant historique dans les atouts géopolitiques et socio-économiques mondiaux (Geopolis Publishing, 2022), 14-16.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

et la deuxième étape le 31 décembre 1999 lorsque Eltsine démissionne. À ce moment-là, il était inconnu du public et son éruption au pouvoir a surpris tout le monde. Plusieurs députés parlent du coup de folie d'un vieillard délirant¹. La Douma ratifie sa nomination pratiquement sans discussion, sachant que le président avait la possibilité de dissoudre la douma automatiquement si son candidat était rejeté.

Vladimir Poutine avait 46 ans, les journaux de l'époque prédisait qu'il ne faisait que passer, dû à sa courte expérience dans la vie politique. Lors de sa campagne électorale de 2000, ce dernier capitalise sur son image d'homme ferme, notamment lors de la guerre en Tchétchénie en s'opposant aux oligarques qui monopolisaient le pouvoir politique durant la période de son prédécesseur. VP promet aux peuple russe de restaurer l'unité de la Fédération affaiblie sous Eltsine, il a su avoir les bons mots pour les russes qui voyaient en lui un espoir de s'en sortir. Sans grande surprise, Vladimir Poutine devient le deuxième président de la Fédération de Russie et nomme les *Siloviki*, soit des membres des services de sécurité à la tête de postes importants dans les médias, système judiciaire et les impôts². La chasse est alors ouverte contre les oligarques qui se sont enrichis de manière illégale durant la période d'Eltsine, Vladimir Poutine considérait ses derniers comme des manipulateurs ayant su comment profiter de la faiblesse d'un vieil homme au pouvoir pour s'enrichir. Il les pourchasse et confisque leur fortune constituée de biens immobiliers et de comptes bancaires en Russie. Les oligarques russes proche du pouvoir étaient à cette période très affaiblis suite à la crise économique de 1998, la baisse du rouble a donc mis en cause leur domination, ce qui a rendu la tâche plus tard à Poutine plus facile de les écarter. Les oligarques dominant aussi l'information, par exemple Boris Berezovsky avait un contrôle indirect via des relations personnelles à ORT, TV-6 et Nezavisimaya Gazeta. Vladimir Goussinski possédait la NTV, Ekho Moskv, *Segodnya* qui furent utilisés en 1996 pour soutenir Boris Eltsine³. Ces derniers croyaient que Vladimir Poutine serait une autre marionnette symbolique déposée à la tête du Kremlin à travers laquelle ils pouvaient s'enrichir, c'est ce qu'il leur faisait croire au départ, mais aussitôt devenu président, il entame une chasse collective de

¹ Nina Bachkatov, *Poutine : l'homme que l'Occident aime haïr* (Bruxelles-Paris : Éditions Jourdan, 2022), 9.

² Catherine Belton, *Les Hommes de Poutine: Comment le KGB a repris la Russie et s'est attaqué à l'Occident*, traduit de l'anglais par Sophie Renon (Paris: Cherche Midi, 2022), 329.

³ Boris Kagarlitsky, *Russia Under Yeltsin and Putin: Neo-Liberal Autocracy* (London: Pluto Press, 2002), 243-246.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

tous les oligarques. Ces derniers pour se venger commencent à financer l'opposition et à alimenter l'opinion occidentale de « dictature » envers la Russie.

Cependant l'analyse des régimes politiques contemporains trouve le terme « dictature » un peu trop facile à utiliser lorsqu'il s'agit de figure s'opposant ouvertement à l'occident. Les critères traditionnels de dictature, soit la concentration du pouvoir, restriction des libertés, absence de pluralisme ne s'y appliquent que partiellement, selon Anna Colin-Lebedev, qui propose ainsi la notion d'« autoritarisme compétitif », mettant en lumière un système où des élections formelles coexistent avec un contrôle étatique des médias, de l'opposition et de l'espace public. Cette logique permet au Kremlin de maintenir une apparence de légitimité démocratique tout en neutralisant les menaces politiques. Vladimir Fédorovski, quant à lui, privilégie l'expression de « démocratie contrôlée », insistant sur la préservation d'institutions représentatives (Douma, élections régionales) soumises à un cadre strict défini par le pouvoir exécutif¹.

La perception du régime russe varie significativement selon les prismes culturels. Le *Democracy Perception Index 2020* révèle que seulement 27 % des Russes jugent leur pays « démocratique », contre 73 % des Chinois. Pourtant, la popularité de Vladimir Poutine, mesurée par le Centre Levada, dépasse régulièrement 60 %, un paradoxe qui s'explique par une culture politique marquée par la priorité accordée à la stabilité et à la souveraineté nationale.

L'ascension de VP en 2000 a transformé les équilibres internes. La neutralisation des oligarques, dont plusieurs figures juives exilées à l'entité sioniste ou au Royaume-Uni, a alimenté des récits contradictoires, entre lutte anticorruption et instrumentalisation de strophes antisémites. Ces exilés, actifs dans le financement de mouvements oppositionnels, participent à la construction d'un narratif occidental souvent réducteur, présentant la Russie comme un « État voyou ». Pourtant, les pratiques répressives ne sont pas l'apanage des régimes autoritaires : les manifestations en Occident, comme celles contre les mesures sanitaires ou les inégalités sociales, font également l'objet d'une gestion sécuritaire, bien que médiatisées sous l'angle des « libertés démocratiques ». Le traitement différencié des

¹ Jacques Baud, Poutine, maître du jeu (Paris : Max Milo, 2022), 200–203.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

terminologies « interpellations » versus « arrestations », illustre une instrumentalisation des récits médiatiques à des fins géopolitiques.

Vladimir Poutine devient la « *Target* » principale des médias occidentaux souvent financés par les anciens oligarques, où chaque positionnement ou déclaration devient une preuve contre lui et de son régime. Pour en illustrer l'exemple, la Russie ne soutient pas les mariages de personnes homosexuelles, les médias occidentaux ainsi que les ONG vont le voir comme une répression des libertés, ce qui facilitera de qualifier Poutine et l'état russe de non démocratique. Par contre, si on revient aux sources, l'homosexualité est un péché chez les orthodoxes, majoritaires en Russie et un symbole de décadence morale pour la société. C'est ce genre de modèle unifié de la « démocratie » que Vladimir Poutine dénonce comme étant une version modifiée selon les normes occidentales.

L'opposition politique russe, en particulier incarnée par Alexeï Navalny, est souvent instrumentalisée par les médias occidentaux. Pourtant, cette représentation semble déconnectée de la réalité russe : selon les sondages du Centre Levada de 2022, Navalny ne bénéficie que de 2 % de soutien populaire, loin des préoccupations concrètes des citoyens (économie, santé), portées par des partis traditionnels. Fragile et fragmentée, cette opposition « hors-système », comparée à des « gilets jaunes » aux revendications floues, est instrumentalisée par l'Occident pour alimenter un narratif anti-Poutine. Les accusations spectaculaires d'empoisonnement (Skripal, Navalny), dépourvues de preuves scientifiques incontestables, servent à diaboliser le Kremlin, transformant Navalny en « cheval de Troie » d'une propagande hostile. Ce discours, en occultant les nuances et les faits contradictoires, renforce paradoxalement Poutine en Russie, tout en justifiant les pressions géopolitiques occidentales, faisant de l'opposition un outil au service d'un agenda politique plutôt qu'une force autonome¹.

À partir de cela, Vladimir Poutine semble, selon le modèle de traits de personnalité des Big Five, présenter un profil structuré autour des éléments suivants : son extraversion transparaît dans une audace juvénile (bagarres de quartier, intégration tardive aux Pionniers) et une ambition précoce pour le KGB, contrebalancée par une réserve liée à son éducation modeste (vie en *Kommunalka*, silence familial sur les traumatismes de guerre). Le névrosisme, faible à modéré, se reflète dans une résilience forgée par les

¹ Ibid

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

épreuves (siège de Leningrad, discipline des arts martiaux), visible dans sa gestion pragmatique des crises (lutte contre les oligarques, réponse aux critiques occidentales). La conscience élevée domine son parcours : discipline rigoureuse (pratique du judo sous Anatoly Rakhlin), persévérance pour intégrer le KGB (quatre tentatives avant le recrutement), et ascension politique méthodique (du conseiller de Sobtchak à la présidence). L'agrément faible s'exprime par des actions autoritaires (marginalisation de Navalny, contrôle des médias, centralisation du pouvoir via les *Siloviki*) et un rejet des normes perçues comme étrangères (critique des LGBTQ+, attachement aux valeurs orthodoxes). Enfin, l'ouverture à l'expérience modérée combine une adaptation aux bouleversements post-URSS (transition du KGB à la politique) avec un conservatisme idéologique (baptême secret, défense des traditions russes), illustrant un équilibre entre pragmatisme contextuel et ancrage dans des valeurs stables.

L'analyse de la trajectoire de Vladimir Poutine à travers les typologies de Richard Snyder révèle une combinaison de traits dominants. En tant que *Power-seeker* (chercheur de pouvoir), son parcours est marqué par une quête systématique de contrôle, depuis son intégration au KGB jusqu'à sa nomination à la tête du FSB. La centralisation du pouvoir politique, illustrée par la neutralisation des oligarques et le placement des *Siloviki* aux postes clés, reflète cette volonté d'exercer une influence absolue sur les leviers médiatiques, judiciaires et économiques. Parallèlement, son profil de *Traditionalist* transparaît dans son attachement aux structures héritées de l'URSS, comme le maintien d'institutions sécuritaires (KGB/FSB) et la valorisation de normes sociales conservatrices, telles que le rejet des « normes occidentales » sur l'homosexualité, justifié par l'orthodoxie religieuse. Son régime, qualifié d'« autoritarisme compétitif » ou de « démocratie contrôlée », incarne cette hybridité entre continuité soviétique et adaptations formelles. En tant que *Communicator* (communicateur), Poutine maîtrise les récits médiatiques pour légitimer son pouvoir : il présente les critiques extérieures comme des « narratifs hostiles » tout en promouvant une image de garant de la stabilité, notamment lors de sa campagne de 2000 axée sur la « restauration de l'unité » nationale. Si l'*Innovator* (innovateur) semble moins central, certaines stratégies hybrides, comme l'équilibre entre apparence démocratique et contrôle autoritaire, témoignent d'une adaptation pragmatique aux défis contemporains.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

Poutine incarne principalement le *Power-seeker* et le *Traditionalist*, privilégiant la consolidation du pouvoir et la préservation des héritages structurels, tout en maniant habilement la communication pour asseoir sa légitimité

Dans une analyse de la personnalité politique de Vladimir Poutine, les chercheurs Aubrey Immelman et Joseph V. Trenzeluk (Université Saint John et Collège Saint Benedict, Minnesota, États-Unis) déduisent que le président russe incarne un profil psychologique marqué par trois traits dominants : un tempérament dominant/contrôlant (caractérisé par l'autoritarisme et l'hostilité), une ambition narcissique (confiance en soi exacerbée, sentiment de supériorité) et une rigueur consciencieuse (méthodique, attaché aux règles). Ces traits, analysés via le modèle de Theodore Millon et des données médiatiques, révèlent également des tendances secondaires, comme une réserve introvertie, une propension à prendre des risques calculés et une méfiance chronique envers autrui¹.

2.3.2 Refondation de la politique étrangère : identité nationale et renforcement institutionnel.

Vladimir Poutine hérite d'une Russie fragilisée et marquée par les turbulences institutionnelles que son prédécesseur laisse derrière lui. L'état de la Russie semblait indiquer qu'elle se dirigeait vers un « État en faillite ». Cette faiblesse s'étendait dans quatre domaines : la recherche d'une nouvelle identité, un système politique dysfonctionnel, une corruption croissante et bien sûr la faiblesse institutionnelle. Les années de Boris Eltsine étaient une période de fréquents et de hauts échecs politiques. La Russie luttait sur le chemin de la démocratisation, d'une économie de marché et d'une société civile, mais de manière chaotique et souvent autodestructrice. Les discours autour de l'identité russe dans la première décennie suivant la dissolution de l'URSS tournaient autour de la localisation civilisationnelle, soit où situer la Russie dans ce contexte précis et sa place dans le monde post guerre froide. Étant donné qu'elle était désormais un pays très différent, quel type de rôle la Russie devrait-elle chercher à jouer dans le nouveau système international. La réponse selon Boris Eltsine et son administration, la Russie devrait adopter une approche coopérative et oublier le rôle passé de l'URSS en qualité que principal opposant à l'occident, désormais

¹Aubrey Immelman et Joseph V. Trenzeluk, *The Political Personality of Russian Federation President Vladimir Putin*, Working Paper No. 1.4 (Collegeville et St. Joseph, MN : Unit for the Study of Personality in Politics, St. John's University et College of St. Benedict, 2017), http://digitalcommons.csbsju.edu/psychology_pubs/104/.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

elle devrait s'engager étroitement avec l'occident car de toute manière, le régime politique d'Eltsine dépendait du soutien politique et économique occidental. Dans les années 1990, la politique étrangère était aussi une extension des tumultes intérieurs. C'était à ce genre de problématique que Vladimir Poutine devait faire face au début de son mandat. Comment un pays n'ayant pas encore identifié son identité pourrait suivre une politique étrangère.

Vladimir Poutine avait donc deux tâches principales, redéfinir l'identité russe et dépolitiser la conduite de la politique étrangère en l'écartant des fractures de la politique interne. Ainsi, même si les événements ne se déroulaient pas toujours de manière idéale, les affaires étrangères seraient moins vulnérables à l'influence et aux pressions internes. Ce que Poutine réussit rapidement à achever.

La nouvelle identité de la Fédération de Russie a été réintroduite. Elle trouve ces racines dans son histoire. Cette question a largement été traitée par le philosophe russe Alexandre Douguine, ce dernier commence d'abord par situer Vladimir Poutine, en s'interrogeant est-il un patriote ou un libéral ? Au niveau interne, le peuple russe attend de lui un état fort en étant un patriote ancré dans une identité nationale et eurasienne. Au niveau externe l'occident attend de lui des réformes libérales suivies d'une orientation pro-européenne et une ouverture à la mondialisation. Au début de sa présidence, Vladimir Poutine essayait de maintenir un équilibre stratégique entre ces deux balances. Dans le même contexte, 71 % des Russes considèrent que la Russie appartient à une civilisation eurasienne ou orthodoxe, contre 13 % qui pensent que la Russie fait partie de l'Occident¹. Poutine adopte donc des politiques à caractère patriotique avant les élections pour séduire son électorat et des politiques libérales entre les élections afin de gagner les faveurs de l'occident dans ce qu'il considère comme une stratégie « le libéralisme de l'entre-deux élections ».

Cependant, bien que VP semble vouloir mener une révolution conservatrice capable de restituer l'identité russe, il est freiné par les oligarques qui préfèrent le statu quo qui sert leurs intérêts, les élites de l'état passif et centriste, sans convictions fortes, et les libéraux acharnés. Cela engendre un ralentissement des politiques actives accompagnées d'une image de conservatisme passif, malgré une volonté personnelle de changement.

Douguine soutient que l'idéologie idéale pour Vladimir Poutine est l'eurasianisme qui se base sur un rejet de l'occident et du mondialisme et la construction d'un empire

¹ Alexander Dugin, *Putin vs Putin: Vladimir Putin Viewed from the Right* (London: Arktos, 2014),59.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

eurasien, successeur de l'empire russe et l'URSS. L'eurasianisme inclut aussi une souveraineté politique, culturelle et géopolitique accrue de la Russie. L'eurasianisme est présenté comme une synthèse du conservatisme, du patriotisme scientifique et du réalisme géopolitique et constitue un pilier de l'identité russe.

L'identité russe se déploie sur plusieurs plans : ethno-culturel, politico-institutionnel et historico-géopolitique. VP y joue un rôle central en incarnant et mettant en œuvre cette identité, à la fois en la protégeant face aux séparatismes et à la mondialisation et en façonnant par ses réformes.

La définition de l'identité commence par la question de distinguer entre « peuple » et « populations », pour la Russie qui se compose de plusieurs ethnicités, le mot peuple n'est pas suffisant, populations est mieux adapté car il implique la langue, la culture et l'histoire en commun, unifiées en une identité collective qui s'oppose à la désintégration. Pour Alexandre Douguine, l'identité russe ne naît pas d'un simple état-nation moderne comme la Russie de 1991, mais d'une continuité historique et géographique, qui s'étend du Rus de Kiev à la Moscovie puis à l'empire tsariste et à l'URSS, jusqu'à la Fédération de Russie actuelle, qui doit constituer une continuité et non pas une rupture.

Vladimir Poutine devait donc incarner cette redéfinition, ce dernier a été élu sur des slogans patriotiques, il a stoppé la désintégration de l'État (deuxième guerre de Tchétchénie), mis fin aux velléités sécessionnistes des gouverneurs, réformé le Conseil de la Fédération et instauré les districts fédéraux. Par ces actes, il a incarné la défense de l'intégrité nationale, devenue le cœur du « mandat » qu'il a reçu du peuple. En fédérant sous sa bannière 71 % de « Patriotisme » contre 13 % de « Libéralisme », Poutine a cultivé un consensus identitaire où la souveraineté russe prime sur les injonctions extérieures (UE, OTAN). Son alternance entre postures patriotiques pré-électorales et initiatives libérales hors-cycle lui a permis de jouer ce socle identitaire pour maintenir sa « majorité ». Si Poutine n'a pas (encore) officialisé pleinement l'idéologie eurasiennne, ses discours repoussant l'hégémonie atlantiste et s'ouvrant à un « espaces multiples » multipolaires préfigurent cette réaffirmation civilisationnelle.

Au niveau institutionnel, le ministère russe des affaires étrangères avant l'arrivée de Poutine était considéré comme symbolique, les affaires liées aux relations internationales étaient souvent sous la supervision d'autres ministères tel que le ministère de la défense, et

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

le ministère de l'Énergie atomique ou le ministère du développement économique et du commerce. Les affaires étrangères avaient donc un aspect « indiscipliné » dû à la diminution de l'importance du ministère des affaires étrangères russe et le nombre d'acteurs indépendants qui agissaient individuellement, ce qui ne donnait pas une forme précise et unifiée à la PE russe.

Dès l'arrivée de Poutine, des demandes de redressement et d'aspirations à une certaine normalité politique et professionnalisme, spécialement dans les affaires étrangères augmentaient. La question n'était pas de menacer le pouvoir ou autre mais d'instaurer une forme de discipline, y compris dans l'environnement décisionnel. Cette tâche semblait difficile pour Vladimir Poutine qui ne disposait pas de suffisamment d'expérience dans le domaine administratif. Il était une chose pour les gens de reconnaître la nécessité d'une plus grande coordination et direction ; c'était tout autre chose d'accepter les contraintes qui en découlaient sur leur comportement, venant d'un relatif novice. Malgré les difficultés, cependant, Poutine a pu gérer cet équilibre délicat en attirant le soutien des intérêts en place, exploitant l'humeur populaire pour imposer un plus grand contrôle central et, lorsque cela était nécessaire, en contraignant ceux qui refusaient de se conformer. Ce dernier a su s'orienter vers son cercle de connaissance et d'anciennes personnalités politiques telle que Igor Ivanov, ancien ministre des affaires étrangères¹.

Le mandat populaire de Vladimir Poutine, issu de l'élection de 1999 de la Douma et des présidentielles de 2000, a entravé la capacité du parlement à influencer davantage la conduite de la politique étrangère du Kremlin. De plus, les acteurs économiques et les institutions sont désormais tributaires de l'exécutif, plutôt que l'inverse. Bien que les grandes entreprises continuent d'influencer le traitement de l'agenda économique, il ne fait aucun doute quant à qui est le maître et qui est subordonné. Le traitement sévère infligé aux oligarques Boris Berezovsky et Vladimir Gusinsky, ainsi qu'aux gouverneurs régionaux tels que l'ancien vice-président Alexandre Routskoï, a eu un effet dissuasif sur l'élite en général. Bien que la chute de ces figures de proue n'ait rien à voir avec la politique étrangère en tant que telle, le message était désormais clair, que chacun s'occupe de ces affaires ce qui signe la fin de l'aspect collectif des affaires étrangères.

¹Bobo Lo, Vladimir Putin and the Evolution of Russian Foreign Policy (Oxford: Blackwell Publishing, 2003),23.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

L'environnement décisionnel de la politique étrangère, même dans les démocraties les plus transparentes, connaît une ouverture relative, l'aspect confidentielle est ce qui caractérise le mieux la prise de décision politique et surtout de décision étrangère dû à leur sensibilité.

Il n'est pas facile de déterminer qui élabore la politique et comment elle est élaborée. Ce qui peut être fait est l'observation indirecte de certains phénomènes externes tel que les réunions du cabinet, les débats parlementaires et les discours prononcés aux médias, comme déjà précisé dans la première partie de cette recherche. Malgré la démocratisation de la Russie au cours des 20 dernières années, l'environnement global de la prise de décision reste extrêmement flou. Donc la meilleure façon d'essayer de comprendre l'environnement décisionnel de Vladimir Poutine est à travers ces institutions.

Le ministère des affaires étrangère russe (MID), comme mentionné dans les lignes présidentes, a toujours eu une image d'institution rigide et incompetente, soit métaphoriquement une boîte aux lettres de l'Etat, chargé de tâches routinière d'envoi et de réception, pendant que d'autres acteurs s'occupent des véritables affaires d'élaboration de la véritable politique étrangère.

La stature du ministère des Affaires étrangères a également souffert de la réputation peu enviable des trois ministres des Affaires étrangères de la période post-soviétique. Le premier, Andreï Kozyrev, était largement considéré comme un libéral à l'orientation occidentale, faible ; le second, Evgueni Primakov, était tout le contraire avec une approche euro asiatique fortement présente ; tandis que le troisième, Igor Ivanov, bien qu'il ne suscite rien de comparable à l'opprobre dirigée contre ses deux prédécesseurs, est considéré comme un fonctionnaire banal, venant du SVR, le dernier Sergei Lavrov est cependant la figure la plus imposante, représentant le ministère. En effet, le ministère des affaires étrangères russe sous Lavrov est fortement influencé par sa manière de leadership et sa relation personnelle avec Vladimir Poutine, qui lui accorde toute sa confiance depuis 2004, ce qui incarne une sorte de continuité institutionnelle. Sa longévité suggère qu'il a su adapter le MAE aux priorités de Poutine, tout en maintenant une certaine autonomie analytique et diplomatique. Lavrov, en tant que diplomate de carrière, incarne une approche plus traditionnelle de la politique étrangère où elle doit s'occuper seulement des affaires diplomatiques.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

Les luttes internes et les changements de positionnement font perdre au ministère des affaires étrangères sa crédibilité, le rendant ainsi un ministère de seconde classe. Toutefois, cela peut sembler un peu trop dur pour qualifier cette institution de la sorte car malgré tout, c'est la seule institution de la Russie d'aujourd'hui qui dispose d'une couverture complète sur l'ensemble des questions de politique externe. Son expertise, concentrée littéralement dans des centaines de spécialistes, de divers domaines et fonctions, est sans égal. Aucun autre acteur n'a les ressources nécessaires pour commencer à aborder l'ensemble des problèmes de politique étrangère de second niveau, allant de la région Asie-Pacifique, au Moyen-Orient, à l'Amérique latine. Et même sur les priorités primaires, telles que les relations clés avec les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et la Chine, il représente encore la principale, bien que plus seulement la seule, base de données d'informations.

Bien que le MAE russe ait rarement la sources d'idée créative¹, ce dernier agit cependant comme organe exécutif poignant, son conservatisme le rend une projection directe de l'Elite politique au sein du Kremlin, notamment Poutine. Le ministère des affaires étrangères russe a aussi un avantage que les autres acteurs ayant été écartés lors de la phase de discipline, il est une institution permanente et un symbole de la Fédération de Russie. Même s'il peut parfois être contourné sur des questions particulières, son statut souverain ne le laisse pas entièrement écarté.

Le ministère de la défense (MOD) a été dans de nombreux aspects le principal bénéficiaire du système bureaucratique russe, même durant la période soviétique. Précédemment exclu de la politique étrangère, il a émergé comme l'acteur principal dans un certain nombre de domaines importants, de manière particulièrement visible dans la résolution des conflits internationaux dans l'ex-Union soviétique et dans les Balkans, où il agissait souvent individuellement sans le ministère des affaires étrangères.

Sous Vladimir Poutine, le rôle du ministère de la défense n'a pas diminué mais légèrement encadré, surtout lorsqu'il s'agissait de thèmes liés à l'armement, le rendant ainsi équivalent aux ministères des affaires étrangères lors de négociations traitant de ces sujets. Le contexte bureaucratique plus organisé et la phase de redressement a limité et restreint ses opportunités d'intervention, libre en matière de politique étrangère, notamment dans l'ex espace soviétique où sa liberté d'intervention et influence de ses élites a conduit à des pertes

¹ Ibid.,34.

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

importantes, comme dans le cas de la Tchétchénie. Le ministère de la défense occupe aussi un second rôle sous Poutine dans les questions de sécurité qui sont plus politiques, telles que les relations avec l'OTAN, laissant ainsi plus de place au ministère des affaires étrangères. Le rôle du ministère de la Défense et de l'impact personnel de Sergueï Ivanov, ministre de la Défense et l'un des plus proches confidents du Président. Il y a un solide argument selon lequel le MOD en tant qu'institution a décliné au même moment que l'autorité de son représentant principal ait augmenté une illustration de la distinction entre des institutions faibles et des individus puissants. Son influence est désormais limitée à un nombre relativement restreint de questions marquant ainsi une ligne distincte entre lui et le ministre des affaires étrangères.

Pour les services de sécurité, il serait inconcevable de nier leurs rôles dans la politique étrangère sous Vladimir Poutine, mais en même temps, il serait impossible aussi de le prouver. Car le secret au sein de ces institutions est largement plus important que celui du ministère de la défense ou des affaires étrangères. Néanmoins, certaines remarques sont pertinentes. Tout d'abord, en poursuivant le thème abordé précédemment, les personnalités et les loyautés personnelles sont centrales. Il est logique que Poutine obtienne une grande partie de ses informations sur les enjeux de première ligne de ceux en qui il a le plus confiance, or dès son premier mandat, il nomme ses ex-collèges dans la plupart des institutions de l'état Comme Sergei Ivanov.

Cependant, le passé de Vladimir Poutine peut le rendre plus enclin à utiliser principalement les services de sécurité comme source principale d'information, Les services de sécurité, en particulier le Service de renseignement extérieur, ont conservé bon nombre de leurs fonctions analytiques, et sont sans doute la seule source en Russie qui combine une objectivité relative, un accès à des sources hautement sensibles et la capacité de fournir un flux raisonnable d'analyses approfondies et surtout une source dont Poutine a confiance. Toutefois, la vision monolithique qui mène à la conclusion qu'ayant appartenu au service de sécurité, Vladimir Poutine va la rendre actrice principale de la PE est une conclusion prématurée. Par exemple, lorsque Sergueï Ivanov était à la tête du Conseil de sécurité, ce dernier était un participant majeur dans les questions de politique étrangère liées à la sécurité. Mais lorsqu'il a été transféré au ministère de la Défense et a été remplacé par l'ancien ministre de l'Intérieur Vladimir Rushailo, le Conseil de sécurité est revenu à un *focus*

Partie 2 : Parcours personnels des Présidents russes, ascensions politiques et environnement interne de la politique étrangère

presque exclusif sur la question sécuritaire interne liée à la Tchétchénie, ce qui peut supposer que les institutions sont étroitement influencées par les priorités des personnes à leur tête.

S'appuyer sur les services de sécurité était pour Vladimir Poutine la solution, non seulement pour intégrer un cercle de confiance au pouvoir, mais aussi une façon de réinstaurer l'ordre et d'éviter un vide sécuritaire¹ qui régnait après la période de Boris Eltsine.

Les portraits de Boris Eltsine, Dimitri Medvedev et de Vladimir Poutine révèlent des parcours, des styles de personnalités et des rapports au pouvoir profondément distincts, influençant chacun à leur manière les dynamiques internes de la PE russe. La dernière partie du mémoire examinera comment ces différences se traduisent concrètement dans les décisions et stratégies de politique étrangère adoptées sous leurs présidences respectives, à travers une analyse comparée des doctrines, des instruments et des réponses de chacune aux crises internationales.

¹ Frédéric Pons, Poutine (Paris: Calmann-Lévy, 2014),253.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Partie 3

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

3.1 La politique étrangère russe à travers ses outils : diplomatie, armée, sécurité, religion et énergie.

Un outil de la politique étrangère constitue un instrument et un moyen par lequel un État cherche à atteindre certains objectifs au niveau international, qu'ils soient d'ordre politique, économique, sécuritaire ou culturel. Ces outils ne sont pas universels et peuvent considérablement varier d'un pays à un autre, en fonction de plusieurs facteurs tels que les priorités stratégiques, les capacités économiques, le régime politique ou encore les relations régionales. La Russie comme plusieurs autres États à ses propres outils qui lui permettent d'atteindre ses objectifs stratégiques à l'international.

3.1.1 La diplomatie :

La diplomatie est un outil de politique étrangère universelle utilisée par la plupart de États. Depuis la chute de l'URSS, la Russie a réorienté sa diplomatie allant d'une approche passive occidentale à une approche plus affirmée et multilatérale. La politique étrangère russe a connu une période d'instabilité et de redéfinition après 1991, malgré cela, elle a connu un pourcentage de continuité notamment institutionnel à travers le ministère des affaires étrangères le MID, directement hérité du ministère soviétique des affaires étrangères, notamment le personnel y travaillant et les locaux ainsi que les pratiques.

Les diplomates russes continuent d'incarner des rôles symboliques traditionnels malgré les critiques contemporaines sur l'efficacité de la diplomatie classique. Comme d'autres élites, les diplomates russes ont dû redéfinir leur place dans une société en pleine transformation et mutation. Le corps diplomatique s'est protégé dans un processus de sanctuarisation de l'élite du pouvoir pour le maintien de leur statut social et le contrôle des postes clés au sein des ministères. Ceci a rendu le renouvellement de l'élite diplomatique bien plus difficile et la plupart des nouveaux diplomates sont issus de l'ancienne « *nomenklatura* » et formés à l'institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO).

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Deux générations de diplomates ont donc émergé, ceux suivant Andrei Kozyrev, ministre des affaires étrangères de 1992 à 1996, ce dernier incarne la génération de diplomates des années 1980 considérés comme des jeunes occidentalistes, soit des technocrates tournés vers l'intégration rapide de la Russie à l'occident.

La deuxième génération de diplomates était celle de Evgueni Primakov qui a occupé le même poste à partir de 1996 à l'an 2000, jusqu'à l'arrivée de Sergei Lavrov, qui incarne la génération des années 1960 «*Chestidesiatniki*» des diplomates plus expérimentés et prudents, prônant un retour à une politique étrangère réaliste et tournée vers la spécificité russe.

Dans ce contexte de division, un débat intense a eu lieu en Russie sur l'identité et l'intérêt national, trois tendances idéologiques se sont alors dessinées : les libéraux (Kozyrev) qui appellent à l'intégration de la Russie à l'occident, prônant les valeurs universelles comme la démocratie, les centristes ou étatistes qui voyaient la Russie comme grande puissance régionale, responsable de la protection de l'Eurasie et enfin les extrémistes, (Primakov) voulant restaurer la gloire soviétique perdues¹.

La Russie privilégie une diplomatie classique d'État à État, conduite par des diplomates professionnels. La diplomatie russe est l'une des plus changeantes, s'inspirant des événements internationaux et nationaux. Après la chute de l'URSS, la diplomatie russe s'est vue changer son approche d'une approche passive allant vers une orientation occidentale à une approche contestant l'unilatéralisme américain et appelant à un système international multilatérale et plus égal. Les élites politiques, notamment les décideurs, ont eu un grand rôle à jouer dans ce changement radical. La diplomatie russe est passé d'une posture coopérative sous Boris Eltsine à une posture plus affirmée sous Yevgeni Primakov, ministre des affaires étrangères, qui à cette période la Russie avait commencé à exprimer son désaccord et sa frustration vis-à-vis des acteurs occidentaux comme l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999. Cette période a été marqué par un durcissement politique où Moscou a commencé à réagir aux initiatives occidentales en affirmant à voix haute ces propres positions.

¹ Caroline Ibos-Hervé, Les diplomates russes et la politique étrangère, Les Études du CERI, no. 32 (octobre 1997), Centre d'études et de recherches internationales, Fondation nationale des sciences politiques.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

La diplomatie russe a fixé certains principes fondamentaux notamment la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans les affaires internes, cette position été bien différentes à celle des occidentaux. La diplomatie russe est flexible et combine pouvoir dur *Hard Power* et pouvoir doux *Soft Power*. Cette combinaison reflète l'idée que la Russie n'hésite pas à utiliser coercition et soft power en parallèle pour défendre ses intérêts fondamentaux. Depuis la seconde moitié des années 2000, la Russie a commencé à exploiter de nouvelles formes de diplomatie « technologique », comme les médias en ligne et les organisations non gouvernementales, l'objectif était d'accroître l'influence de la Russie dans l'espace numérique et auprès des opinions publiques étrangères, tout en restant alignée au principes et priorité de l'État. Si on suit le principe russe, la diplomatie n'est efficace que si elle est soutenue par une puissance substantielle, autrement dit pour passer des négociations la Russie doit pouvoir appuyer ses positions par des signaux crédibles comme des moyens économique et menaces véritables de recours à la force¹. Concrètement, la Russie a modernisé son armée depuis la guerre de 2008 en Géorgie, afin de garantir qu'elle dispose de la capacité militaire nécessaire pour soutenir sa diplomatie coercitive régionale. La diplomatie seule comme outils n'a pas suffi à la Russie pour empêcher et dissuader des pays de son environnement proche comme l'Ukraine et la Géorgie de se rapprocher de l'occident et de l'OTAN, lors du sommet de Bucarest en 2008. Pour compenser cette perte, la Russie a démontré sa capacité à aller au-delà des voies diplomatiques pour régler ce problème comme moyens de dissuasion. Cette utilisation de sa puissance militaire la Russie l'a aussi appliqué en Syrie, pour démontrer ces capacités militaires (bombardements et présence au sol, etc.), en passant par des discours négociateurs comme la lutte contre le terrorisme et l'appel vers le règlement politique dans cette région. Cette intervention, bien que militaire montre que plus un État est puissant, plus il peut recourir à une diplomatie coercitive efficace. Dans le cas de la Russie, l'outil militaire et diplomatique sont complémentaires. Cette technique est utilisée par la Russie dans les pays considérés comme faibles comme les exemples précédents de l'Ukraine et la Géorgie et aussi dans d'autres pays faisant partie de son environnement proche. Elle peut aussi être considérée comme moyen d'intimidation pour des puissances comme les États-Unis et l'OTAN.

¹ Charles E. Ziegler, « Diplomacy », dans *The Routledge Handbook of Russian Foreign Policy*, éd. Par Andrei P. Tsygankov (Abingdon; New York: Routledge, 2018), 123–134.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

La Russie s'oriente également vers les organisations internationales afin de maximiser son influence diplomatique, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Elle considère l'ONU comme un outil privilégié, lui permettant de bloquer ou de légitimer des interventions grâce notamment à son droit de veto au conseil de sécurité, qu'elle utilise pour affirmer son statut de puissance mondiale. Le G8 devenue G7 après l'exclusion de la Russie en 2014 à la suite de la crise ukrainienne, était auparavant un espace où Moscou cherchait à se positionner comme un partenaire global.

Sur le plan régional, la Russie reste active à travers des organisations telles que la Communauté des États indépendants (CEI) 1991, qui lui offre une présence dans l'espace post-soviétique, ainsi que l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC 1992), une alliance militaire considérée comme un équivalent à l'OTAN. En Asie, Moscou s'appuie sur des structures de coopération comme l'Organisation de Coopération de Shanghai (OSC 2001).

Comme autre outil faisant partie de la diplomatie russe figure la diplomatie publique. La Russie l'introduit dans un nouveau contexte international post-guerre froide où le système international est devenu unipolaire. Cette dernière constitue une activité de communication entre l'État et les groupes non étatiques étrangers, pour réaliser des objectifs politiques. Elle s'est largement imposée comme outil majeure dans la période suivant la guerre de 2008. Outre les canaux officiels, Moscou mise sur une diplomatie publique plus moderne pour influencer l'opinion internationale à travers des médias comme l'agence Tass, Sputnik et Russisa Today et les réseaux sociaux. Elle mise aussi sur les centres culturels comme le *Russkiy Mir* pour promouvoir la langue et la culture russe à l'étranger. Cette forme de diplomatie constitue pour la Russie une réponse aux blocages des canaux diplomatiques classiques notamment avec l'occident¹.

Pour renforcer sa diplomatie publique, la Russie a multiplié les partenariats avec des organisations non gouvernementales (ONG). Environ 5 000 de ces organisations non gouvernementales ont été enregistrées, dont 859 disposaient d'un statut international². Parmi elle figurent des structures influentes telles que le Fonds Gortchakov et le conseil russe pour

¹ Greg Simons, "Media and Public Diplomacy," in *Routledge Handbook of Russian Foreign Policy*, ed. Andrei P. Tsygankov (Abingdon, Oxon; New York: Routledge, 2018), 199–212.

² Ibid.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

les affaires internationales (RIAC). L'État a également réorganisé ses médias internationaux en 2013, notamment par la création de *Rossiya Segodnya* soit Russia Today (RT), dans le but d'unifier les messages pro-russes diffusés à travers les différents canaux médiatiques contrôlé par le Kremlin. À travers cette stratégie, la Russie mène une véritable compétition narrative sur la scène internationale. En exposant les faiblesses des récits occidentaux, des chaînes comme celle-ci cherchent à concurrencer les médias occidentaux. Bien que disposant d'un budget inférieur à celui de leurs équivalents occidentaux.

3.1.2 les services de sécurité :

Les services de sécurité russes ont pendant longtemps alimenté l'imaginaire collectif, tant en Russie qu'à l'étranger, en raison de leur opacité, de leur influence sur la politique étrangère du pays. Dans le domaine académique, les services de sécurité sont étudiés selon deux approches : soit comme organes externes influençant la politique étrangère, soit comme organes internes protégeant l'État contre des menaces externes (contre-espionnage, opposition politique, terrorisme). Les services de sécurité sont un outil majeur de la politique étrangère russe et ont différentes fonctions car en anglais le terme « intelligence » désigne l'obtention d'informations importantes, des missions comme la collecte et l'analyse des données et le renseignement. La chute de l'URSS a conduit à la dissolution des services de sécurité russe, le KGB a été donc divisé en trois organisations, le FSB chargé de la sécurité intérieure, le SVR chargé de la sécurité extérieure et enfin le GRU chargé de renseignement militaire. La division et la chute entre parenthèse du KGB a permis la fuite d'un afflux d'informations sur les pratiques soviétiques parmi les principales conclusions, l'échec analytique ou l'analyse fournie par le KGB pour confirmer les préjugés des dirigeants soviétiques plutôt que de fournir une image fidèle de l'ennemi, ce qui a affecté et faussé la perception des décideurs dans certaines situations. Nonobstant cela, un succès opérationnel a été enregistré car l'espionnage et les opérations clandestines étaient techniquement efficaces, comme l'espionnage au sein du projet Manhattan entre 1942 et 1946, grâce à des espions comme le physicien Klaus Fuchs qui a transmis des informations cruciales sur la conception de la bombe au plutonium. Les services du KGB ont malgré cela eu des relations turbulentes avec certains dirigeants politiques, qui étaient à la fois dépendantes et méfiantes des services de sécurité. La plupart des anciens membres appelés « *Silouviki* » sont devenus une force majeure dans la politique russe depuis 2000. Dans la politique étrangère les services de sécurité contribuent à l'analyse et à la fourniture d'informations qui sont prises

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

en compte dans la prise de décision en politique étrangère. Malgré cela leur efficacité reste tout de même limitée car les performances des services de sécurité sont entravées par la compétition entre agences causée par l'absence de processus inter-agences coordonné, sans pour autant nier leurs rôles majeurs dans la politique étrangère, notamment dans l'utilisation de mesures actives pour influencer d'autres États à travers les cybers attaques, la propagande et les assassinats ciblés. Les services de sécurité russes sont soutenus par des centres de recherche qui sont automatiquement affiliés à eux et qui promeuvent des visions contre l'Occident à l'exemple de l'Institut Russe d'Etude Stratégique (RISI)¹.

3.1 .3 L'armée :

L'Armée influence la politique étrangère russe de deux manières : la première est directe en formant la perception des menaces aux élites et indirectement via l'élaboration des doctrines militaires et la participation au processus décisionnel. L'armée n'est pas vraiment un outil universel dans la politique étrangère mais constitue un levier important pour le cas de la Fédération de Russie. L'armée russe a connu des changements et des réformes pendant la période des mandats de Poutine et Medvedev, où elle a connu une modernisation des équipements et une amélioration des entraînements dédiés aux soldats pour une force militaire plus efficace et plus professionnelle, capable de soutenir et compléter la diplomatie coercitive. L'utilisation de la force militaire russe est toujours choisie comme dernier recours car Moscou privilégie les moyens diplomatiques et économiques et l'armée est employée avec parcimonie, soit juste assez pour forcer un comportement sans chercher une destruction totale, comme c'est le cas de la Géorgie, où l'alternative d'une intervention militaire a été choisie suite à une attaque contre des soldats russes. Cette intervention a seulement duré jusqu'au rétablissement du statu quo, sans renversement du gouvernement Géorgien. En Syrie une intervention militaire a eu lieu suite à la demande officielle de Damas, à la différence des coalitions occidentales, ce qui rend plus crédible les principes dans les textes officiels et constitutionnels. Moscou insiste toujours sur la légalité internationale, c'est pour cela que la plupart des interventions militaires sont appelées « opération de paix » ou « assistance humanitaire ». L'armée en tant qu'institution a aussi connu des changements qui dépendaient des décideurs. Par exemple sous Boris Eltsine, l'armée était plus autonome et moins

¹ Mikhail A. Strokan and Brian D. Taylor, "Intelligence," in *Routledge Handbook of Russian Foreign Policy*, ed. Andrei P. Tsygankov (Abingdon: Routledge, 2018), 153–168.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

présente dans la PE post-soviétique comme outil, en revanche, sous Vladimir Poutine, le pouvoir politique a plus contrôlé l'armée avec quelques éléments de supervision parlementaire introduits¹.

L'armée russe est présente et maintien des bases militaires en Arménie, Tadjikistan, Kirghizistan et d'autre pays de l'ex espace soviétique. L'armée russe n'exclût pas l'usage préventif de la force dans sa doctrine militaire, y compris nucléaire, comme dernier recours. L'arme nucléaire est souvent utilisée comme moyen de dissuasion.

3.1.4 L'Église orthodoxe Russe :

Depuis la chute de l'URSS, l'église orthodoxe russe n'est pas seulement devenue un outil de la politique étrangère mais un symbole de l'identité russe, après une absence qui a duré 69 années. Le marxisme-léninisme adopté durant la période soviétique considérait la religion comme un moyen d'illusion. Karl Marx l'avait qualifiée « d'opium du peuple », étant fortement liée au régime tsariste. L'église orthodoxe russe était devenue une menace potentielle à la nouvelle autorité au pouvoir. Cependant, après la dissolution de l'URSS, deux grandes approches sont apparues, la première approche voyait l'Église orthodoxe russe comme un simple instrument de l'état sans véritable autonomie. La deuxième approche reconnaissait une autonomie relative et son agenda est largement dicté par les décisions étatiques, notamment les décisions étrangères. Le concept central de l'orthodoxie politique est la « *Symphonia* », soit une collaboration harmonieuse entre le pouvoir religieux (prêtrise) et le pouvoir temporel (empereur), chacun ayant des domaines de compétence distincts mais complémentaires. Ce modèle est survenu en Russie après la chute de Constantinople et a nourri l'idée de Moscou comme « la troisième Rome », cette idée est considérée comme l'héritage byzantin.

L'Église orthodoxe russe a connu trois périodes d'évolution historique, la première été la période de Pierre le Grand qui a subordonné l'église à l'État, rompant avec l'idéal de la *Symphonia*. La deuxième période est la période soviétique où l'église et les symboles

¹ Valery Konyshchev and Alexander Sergunin, "Military," in *Routledge Handbook of Russian Foreign Policy*, ed. Andrei P. Tsygankov (Abingdon: Routledge, 2018), 168–179.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

religieux comme cité précédemment ont subi une violente persécution qui a failli les faire disparaître. La troisième période est l'actuelle ère post-soviétique où l'Église a connu et continue à connaître une renaissance. Aujourd'hui en Russie, le pourcentage d'adultes se déclarant orthodoxes est passé de 31% en 1991 à 72% en 2008¹, sous Dimitri Medvedev ce dernier avait déclaré que l'Église orthodoxe russe est devenue la plus grande et plus influente institution sociale de la Russie contemporaine.

L'Église Orthodoxe Russe a apporté une nouvelle vision de la *Symphonia* avec une approche sans séparation stricte entre l'Église et l'état, permettant des possibilités de coopération dans des domaines d'intérêt mutuel tel que l'éducation morale, la lutte contre la toxicomanie et la préservation de l'identité culturelle. En 2025, l'Église est considérée comme partenaire et non seulement un subordonné de l'État car elle fournit aussi un soutien moral aux politiques publiques, dont la PE son rôle est considéré comme orienteur spirituel pour les décisions politiques. À travers l'Église et des institutions comme le ministère des affaires étrangère russe, Moscou a développé une diplomatie religieuse pour renforcer la position de la Russie sur la scène internationale, surtout sous Vladimir poutine et Dimitri Medvedev. Par exemple, l'Église orthodoxe russe défend la doctrine « *Rusky Min* » qui vise à promouvoir une identité culturelle orthodoxe au-delà des frontières nationales, rassemblant ainsi tous les peuples partageant l'héritage spirituel de la Russie.

3.1.5 Le Gaz Naturel :

Le gaz constitue pour la Russie un outil crucial de sa politique étrangère. L'État exploite les marchés pour accroître sa puissance et utilise Gazprom comme un instrument étatique afin d'orienter les tendances économiques. Cette dernière a été créée à partir du ministère soviétique de l'industrie gazière en 1989, est devenue en 1992 1993 une société par actions, désormais l'un des plus puissants groupes énergétiques mondiaux. En 2020, l'entreprise détenait 16 % des réserves mondiales de gaz naturel et 70 % des réserves russes, contribuant à hauteur de 11 % à la production mondiale et de 66 % à celle de la Russie. Elle contrôle également le plus vaste réseau de transport de gaz au monde, s'étendant sur environ 177 000 kilomètres, et représente 16 % de la capacité énergétique installée du pays. Présente

¹Nicolai N. Petro, "The Russian Orthodox Church," in *Routledge Handbook of Russian Foreign Policy*, ed. Andrei P. Tsygankov (Abingdon: Routledge, 2018), 217–230.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

dans plus de 20 pays, Gazprom livre ses produits à plus de 100 marchés. Cette même année, elle a fourni 32 % du gaz consommé en Europe, avec des livraisons majeures vers l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Turquie et la France. Outre le gaz par pipeline, elle commercialise aussi du gaz naturel liquéfié (GNL), du gaz comprimé (CNG), du pétrole brut, des condensats de gaz, des produits pétrochimiques ainsi que de l'électricité et de la chaleur¹. Bien que sa part du marché mondial du GNL reste modeste (2 % en 2020), l'Inde s'est imposée comme le principal importateur de GNL russe cette année-là. À l'international, Gazprom est actif dans des projets en Bolivie, Irak, Vietnam, Algérie ou encore au Royaume-Uni, et possède des infrastructures stratégiques comme des stockages en Allemagne et en Autriche, ou la centrale thermique de Hrazdan en Arménie. Instrument majeur de la politique étrangère russe, l'entreprise agit souvent comme levier d'influence dans les pays voisins. Sous la présidence de Vladimir Poutine, Gazprom a été placé sous contrôle politique étroit, notamment avec la nomination d'Alexey Miller, proche du président, à sa tête en 2001. Cela fait de Gazprom non seulement un géant économique, mais aussi un acteur clé de la stratégie géopolitique du Kremlin.

Via le gaz, la Russie cherche à créer une dépendance énergétique en Europe et à réduire la vulnérabilité liée au transit, en développant des routes directes telles que le Nord Stream, qui représente un pipeline sous la mer Baltique qui vise à contourner les pays de transit comme l'Ukraine, la Biélorussie et la Pologne². La Russie cherche à travers ce projet à renforcer ces lignes directes avec l'Allemagne en collaborant avec des grandes entreprises allemandes notamment la BASF qui permettrait à la Russie de participer activement au secteur énergétique allemand.

Dans sa politique étrangère, la Russie instrumentalise souvent le gaz naturel, qui devient fréquemment une source de conflit, notamment avec l'Ukraine. Lors des crises gazières de 2006 et 2009, l'Ukraine a refusé d'augmenter ses paiements pour le gaz et a été accusée de détourner du gaz destiné au marché européen. La crise de 2006 a entraîné une

¹Kenan Aslanli, *Russia's Foreign Energy Policy: Resources, Actors, Conflicts* (Abingdon, UK: Routledge, 2024), 127.

²Ingmar Oldberg, "Aims and Means in Russian Foreign Policy," in *Russian Foreign Policy in the 21st Century*, ed. Roger E. Kanet (Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan, 2010), 30–55.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

coupure de gaz en plein hiver. Moscou a justifié l'augmentation des prix par la nécessité d'aligner les tarifs sur ceux du marché européen¹.

La deuxième crise, survenue en 2009, a vu une coupure totale des livraisons de gaz vers l'Ukraine, avec des répercussions importantes sur l'Europe. Ce conflit gazier a été résolu avec les accords de Kharkiv en 2010, qui prévoyaient une prolongation du bail de la flotte russe à Sébastopol en échange de réductions tarifaires sur le gaz.

Toutefois, en 2014 après la crise ukrainienne la Russie a dû faire face à des sanctions économiques de la part des européens. Elle cherche alors à se tourner vers l'Aie, en particulier la Chine. Un accord est signé avec Pékin concernant le projet *Power of Siberia* qui représente un contrat de 400 milliards de dollars sur 30 ans. Il prévoit la construction d'un pipeline reliant la Sibérie à la Chine. Ce partenariat rencontre néanmoins plusieurs problèmes : des difficultés de négociation et un prix du Gaz inférieur à celui souhaité par Moscou.

Cette stratégie de diversification énergétique se heurte toutefois à plusieurs fragilités et défis structurels. La Russie fait face à une concurrence accrue sur les marchés internationaux, notamment avec la montée en puissance du gaz naturel liquéfié (GNL) américain et la libéralisation des marchés énergétique occidentaux, dominé par des échanges sur les marchés « *Spot* » où les prix sont déterminés instantanément en échange d'une livraison rapide, or la Russie est connue pour préférer les contrats à long terme avec des prix plus stables. À cela s'ajoute un risque politique important, illustré par les crises dans les pays de transit comme l'Ukraine, ainsi que par les sections occidentales. En interne, la stratégie russe est aussi limitée car Gazprom est confrontée à des problèmes de rentabilité, et les autorités subissent une pression croissante pour moderniser et diversifier l'économie énergétique du pays².

¹Boris Barkanov, "Natural Gas," in Routledge Handbook of Russian Foreign Policy, ed. Andrei P. Tsygankov (Abingdon: Routledge, 2018), 138–148.

²Ibid.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

3.2 Orientations et stratégies des décideurs russes en politique étrangère : continuités, ruptures et évolutions dans les documents officiels et constitutionnels (1991-2023)

Depuis la chute de l'URSS, la Fédération de Russie a produit un grand nombre de documents officiels sur la politique étrangère. Cette dernière s'appuie principalement sur trois types de documents majeurs : la conception de la politique étrangère, la doctrine militaire et la doctrine de sécurité nationale. Ces textes reflètent la vision russe de l'ordre international, les différentes perceptions des menaces, ainsi que la place de la Russie dans le système international. Après 1991, la Russie se trouve en quête d'une nouvelle identité car elle a perdu une part de celle-ci, n'étant plus le principal symbole d'opposition face au États-Unis. Cette perte de repère a poussé la jeune Fédération de Russie à chercher une nouvelle posture dans les relations internationales¹. La politique étrangère russe repose sur deux bases fondamentales, la première base est idéationnelle. L'idéologie utilise la géopolitique comme mode d'orientation fondamental. En effet, la Russie a sa propre vision du monde qui divise le globe en pan régions aux caractéristiques culturelles, historiques et géographiques. La Russie se conçoit comme un espace civilisationnel unique, au carrefour de l'Europe et de l'Asie, ce qui lui donne une certaine légitimité à revendiquer une influence sur un vaste territoire du nord de l'hémisphère. Cette vision est adoptée par les élites politiques qui utilisent cette vision pour définir la sphère d'influence, notamment sur l'ex espace soviétique. Cette logique est que la Russie a un droit naturel à y maintenir une présence et à restreindre l'accès à d'éventuels concurrents².

Comme autre fondement idéologique, la Russie prône le réalisme qui est présent dans la pensée stratégique russe à travers trois principes clés : la logique du jeu à somme nulle *Zero Sum Game* où toute victoire d'un acteur équivalant à une perte pour un autre, dans ce contexte, le cas de la montée en puissance de l'OTAN est perçu comme une menace directe à la sécurité russe et non comme un projet de sécurité partagée. Et l'équilibre de puissance à travers lequel la Russie cherche à maintenir un équilibre mondial qui empêcherait toute puissance unique de dominer l'ordre international.

¹Jeffrey Mankoff, *Russian Foreign Policy: The Return of Great Power Politics* (Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2009), 11–24.

²Magda Leichtová, *Misunderstanding Russia: Russian Foreign Policy and the West* (Farnham: Ashgate Publishing, 2014), 17–20.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Dans ce même contexte de quête identitaire, un clivage idéologique ancien a ressurgi dans les années 1990 entre les occidentalistes et les slavophiles, autour de deux pôles. Le premier, l'atlantisme, correspond à une vision pro-occidentale dominante au début de la période post-soviétique, où la Russie cherchait à s'intégrer à l'ordre international dominé par les États-Unis et l'Union Européenne. Cependant, cette approche a rapidement été discréditée en raison du contexte économique difficile et du sentiment d'humiliation ressenti par une grande partie de la population russe.

Le deuxième pôle est l'eurasianisme, une idéologie alternative portée par des figures comme Alexandre Douguine ou Lev Gumilev. Cette vision prône une Russie recentrée sur elle-même, protectrice des peuples voisins, opposition aux ingérences occidentales. L'eurasianisme a été partiellement récupéré par l'État russe pour légitimer un retour à la puissance, y compris par la force.

La politique étrangère russe est donc étroitement liée à la construction identitaire nationale, dirigée par l'État, qui définit la nation et non l'inverse. Dans cette perspective, la fierté individuelle découle de l'appartenance à un État fort, ce qui s'oppose à la vision libérale occidentale et alimente un discours de renaissance nationale. La Russie se présente ainsi comme une puissance protectrice et civilisatrice dans son espace culturel élargi.

La deuxième base fondamentale de la politique étrangère russe est matérielle, basée sur la géographie, l'économie, les ressources et la démographie¹. La Russie est le pays le plus grand du monde avec 17,1 millions de km², soit environ 1/10 des terres émergées. La Fédération de Russie est composée de 89 sujets fédéraux, répartis en différentes catégories administratives. Elle comprend 21 républiques, chacune dotée d'une constitution, d'un président et, dans plusieurs cas, d'une langue officielle en plus du russe. À cela s'ajoutent 9 territoires appelés kraï, équivalents administrativement aux régions. Le pays compte également 46 oblasts, ou régions, qui constituent les subdivisions les plus courantes. La Russie comprend en outre 3 villes fédérales : Moscou, Saint-Pétersbourg et Sébastopol, cette dernière ayant un statut contesté au niveau international. Elle possède aussi un oblast autonome, l'oblast autonome juif, ainsi que 4 districts autonomes, qui bénéficient d'un certain degré d'autonomie, souvent en lien avec des minorités ethniques. Ensemble, ces

¹Vakur Sümer, "Material and Ideational Foundations of Russian Foreign Policy," in *Russian Foreign Policy*, ed. Şaban Halis Çalış and Vanessa Tinker (Almaty: Eurasian Research Institute, 2022), 65–102.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

entités forment la structure fédérale du pays. La Russie est aussi l'un des pays les plus diversifiés du monde avec le plus d'ethnicité (environ 190 en 2025).

La politique étrangère russe s'appuie aussi sur quatre éléments clés¹ qui agissent comme moteur intérieur essentiel à son élaboration : les idées, soit la vision du monde, les intérêts politiques économiques ou stratégiques, les instincts basés sur les réflexes historiques et culturels et enfin les circonstances dans lesquelles elle a été élaborée comme certains événements imprévus. Dans l'élaboration de la politique étrangère russe il existe deux sphères², la première représente le monde virtuel soit les documents officiels traitant des sujets de la PE qui sont très souvent théoriques et idéalisés et la deuxième sphère est le monde réelle ou pratique qui reflète la domination ainsi que le reflet du décideur au pouvoir. Chacun des décideurs : Boris Eltsine, Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev ont signé et validé les documents et textes officiels, sources de leur politique et orientations extérieures. Tous ces documents ont été formulés dans des contextes internationaux précis et s'inspirent de la constitution de la Fédération de Russie de 1993, qui a subi quelques changements d'amendements. Selon l'article 80 de la constitution russe, le président de la fédération de Russie détermine, sur la base des principes constitutionnels et de la réalité fédérale, les orientations fondamentales de la politique étrangère. Il représente également la fédération de Russie tant à l'intérieur du pays qu'auprès des acteurs internationaux. Conformément à l'article 84, il adresse chaque année à l'assemblée fédérale des messages portant sur les grandes orientations de la politique étrangère³.

3.2.1 Conception de la politique étrangère :

Depuis la chute de l'URSS et la création de la fédération de Russie en 1991, plusieurs concepts de politique étrangère ont été élaborés, chacun reflétant les priorités stratégiques du pays à un moment et contexte international précis. Ces documents ont été adoptés sous les présidences de Boris Eltsine, Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev. Chaque version

¹Bobo Lo, *Russia and the New World Disorder* (Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 2015), 3.

²Ibid.

³Constitution de la Fédération de Russie, adoptée le 12 décembre 1993, amendée le 1er juillet 2020, trad. Cour constitutionnelle, CDL-REF (2021)010, Commission de Venise, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 4 février 2021, [https://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-REF\(2021\)010-f](https://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-REF(2021)010-f).

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

prend en compte les dynamiques mondiales du moment, telles que l'élargissement de l'OTAN, les conflits régionaux, ou encore les transformations de l'ordre international.

Pendant le mandat présidentiel de Boris Eltsine, le premier concept de la politique étrangères russe a été introduit comme ligne de départ annonçant les premières bases de la politique étrangère de la nouvelle Fédération de Russie. Ce document a été publié en Avril 1993 au milieu d'une grave crise constitutionnelle entre le président et le parlement (Soviet Supreme), qui survient dans un contexte de désintégration de l'URSS où la Russie cherchait encore sa place dans le nouveau système international. L'État Russe était encore faiblement institutionnalisé et ce concept reflète un effort de poser les premiers jalons d'une politique étrangère autonome, bien distincte de l'héritage soviétique. Cette conception avait été propre à l'image de Boris Eltsine dans sa volonté d'introduire la Russie comme un État démocratique et libre et non pas comme une simple continuation de l'URSS¹. L'idée était de créer une économie moderne et efficace pour assurer un niveau de vie décent et garantir l'Indépendance financière et économique du pays. Ces reformes permettraient à la Russie d'intégrer la communauté internationale en tant que grande puissance dotée d'un riche héritage historique et d'une position géopolitique unique, sans oublier une puissance militaire importante.

Dans le concept de la politique étrangère de Boris Eltsine, la PE avait pour tâches principales la coordination de toutes les structures étatiques, ainsi que l'élimination de tous les conflits armés autour de la Russie et empêcher leur propagation dans les territoires Russe, pour mieux préserver l'intégrité et l'unité territoriale de la Russie et garantir le respect des droits de l'homme et des minorités, notamment les groupes ethniques et russophones dans l'environnement étranger proche (les états baltes, l'Ukraine et l'Asie centrale). Car une attention est accordée à cette zone comme priorité stratégique, le document accorde une importance du rôle des anciennes républiques soviétiques et cet espace est qualifié de « espace d'intérêt vital » où il est nécessaire de préserver la stabilité régionale. À travers ce premier document, les bases d'un discours identitaire d'influence viennent de se poser sur l'environnement étranger proche de la Russie.

¹Andrew Melville et Tatiana Shackleina, *Russian Foreign Policy in Transition: Concepts and Realities* (Budapest: Central European University Press, 2005), 27–33.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Malgré les volontés de rapprochement et de coopération émises par Boris Eltsine à destination de l'occident, une certaine méfiance et prudence envers les grandes puissances pouvaient légèrement se ressentir dans le document. La Russie met en garde toute tentative d'ingérence dans sa sphère d'influence pour éviter les situations d'asymétrie stratégique. Diplomatiquement, la Russie affirme vouloir traiter les relations internationales de manière civilisée en tenant compte de son histoire, de sa géopolitique et de ses intérêts économiques.

La conception de 1993 introduite sous Boris Eltsine, marque un tournant stratégique en abandonnant le passé idéologique de l'URSS et cherchant à repositionner la Russie comme puissance responsable, ouverte à la coopération internationale, tout en insistant sur la défense de ses intérêts. Ce concept avait un ton modéré mais légèrement défensif marqué par le réalisme politique où l'identité russe n'y est pas encore proprement définie mais affirme tout de même la volonté d'éviter l'isolement sur la scène internationale¹.

Ce positionnement modéré et ouvert de la Fédération de Russie au début des années 1990, bien qu'empreint d'une certaine prudence défensive, va progressivement céder la place à une vision plus affirmée de la politique étrangère russe sous le premier mandat présidentiel de Vladimir Poutine, avec le nouveau concept de la PE approuvé le 28 juin 2000 par le président. Un changement de ton s'opère : l'accent est mis sur le renforcement de la souveraineté nationale, la restauration du statut de grande puissance et la défense plus rigoureuse des intérêts stratégiques russes. Cette évolution reflète une volonté claire de rompre avec l'approche plus conciliatrice de la période eltsinienne, dans un contexte de redéfinition des rapports de force internationaux.

La politique étrangère russe, telle qu'élaborée sous Vladimir Poutine en l'an 2000, repose sur des principes généraux tels que le respect du droit international, la souveraineté des États, la non-ingérence, ainsi que la coopération multilatérale. Cette conception vise à garantir la sécurité, y compris dans ses dimensions environnementales et frontalières, en renforçant la position internationale de la Russie comme grande puissance. Elle cherche également à gérer les crises extérieures, soutenir le développement, prévenir les conflits régionaux, protéger les citoyens russes à l'étranger et promouvoir une image positive de la Russie dans le monde. Dans un contexte international marqué par une transition vers un ordre multipolaire, cette doctrine prend en compte la réduction des risques de conflits, y

¹Magda Leichtová, *Misunderstanding Russia*, 39-45.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

compris nucléaires, et l'émergence de facteurs non militaires (économiques, sanitaires, environnementaux)¹.

Face aux inquiétudes croissantes liées à la domination des États-Unis, à l'unilatéralisme occidental et à la marginalisation de l'ONU, la Russie défend un ordre mondial fondé sur le droit, la démocratie et la coopération. Elle insiste sur la primauté du droit international, la centralité de l'ONU, en particulier de son Conseil de sécurité, et plaide pour une réforme du droit de veto. La conception poutinienne promeut aussi une sécurité internationale équitable, une redistribution des ressources mondiales, ainsi que le respect des traités.

Sur le plan économique, elle encourage l'intégration dans l'économie mondiale, tout en protégeant ses intérêts nationaux par la diversification de ses exportations et la promotion des investissements. Enfin, en matière de droits humains, la Russie met l'accent sur la défense des droits des Russes à l'étranger, la promotion des libertés et le respect du droit international humanitaire, chose sur laquelle la conception précédente avait mis l'accent.

Par rapport à l'orientation libérale et occidentaliste qui avait dominé la politique étrangère russe sous Boris Eltsine, la doctrine élaborée sous Vladimir Poutine en 2000 marque un tournant stratégique et idéologique. Là où Boris Eltsine privilégiait une intégration rapide dans l'ordre international dirigé par l'Occident, la conception poutinienne recentre les priorités autour de la souveraineté, de la multipolarité et du renforcement de l'influence russe dans le monde. Elle accorde une importance accrue à l'image de la Russie à l'étranger, en insistant sur la promotion de sa langue et de sa culture, dans une logique de *soft power* assumée. Sur le plan régional, la Russie de Poutine ambitionne de restaurer son leadership au sein de la communauté des États indépendants (CEI), en favorisant une intégration multilatérale approfondie, là où la période eltsinienne avait laissé ces relations s'affaiblir.

Cette nouvelle orientation vise également à équilibrer les relations avec l'Europe tout en s'opposant à l'élargissement de l'OTAN, en rupture avec la posture plus conciliante d'Eltsine. Elle entend nouer un dialogue stratégique avec les États-Unis, non pas dans une

¹Fédération de Russie, The Foreign Policy Concept of the Russian Federation, approuvé par le Président Vladimir Poutine, 28 juin 2000, https://mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

logique d'alignement mais de confrontation d'égal à égal. En Asie-Pacifique, la Russie cherche à consolider ses liens avec la Chine, l'Inde et le Japon afin d'assurer une stabilité régionale favorable à ses intérêts, alors que sous Boris Eltsine, cette région occupait un rôle secondaire. Enfin, là où la politique étrangère eltsinienne avait été marquée par un désengagement relatif, la Russie poutinienne cherche à réaffirmer sa présence au Moyen Orient, en Afrique et en Amérique latine, en y renforçant son influence économique et politique.

Après la fin de son premier mandat et l'élection de Dimitri Medvedev comme président de la Fédération de Russie, un autre document de la conception de la politique étrangère russe a été approuvé par ce dernier le 12 juillet 2008. Ce texte s'inscrit dans un contexte international marqué par un monde globalisé, caractérisé par la montée de nouveaux pôles de pouvoir, la prolifération des menaces, le déclin relatif de l'Occident, et l'importance croissante des facteurs non militaires tels que l'énergie, l'éducation ou encore les technologies. Face à ces évolutions, la Russie affirme sa volonté de jouer un rôle majeur dans la stabilité mondiale. Elle cherche à renforcer sa position dans le système international, à moderniser son économie, à défendre ses citoyens et à encourager un ordre international fondé sur le droit et la coopération. La diplomatie multilatérale devient un axe prioritaire, tout comme la participation active aux grandes enceintes internationales telles que le G8, le G20 ou les BRICS et même l'ASEAN¹. La Russie s'oppose également à la prolifération des armes, défend la stabilité stratégique et remet en question le rôle dominant des États-Unis et leur « bouclier » antimissile à travers lequel plusieurs dialogues de préoccupation liées reviennent dans le document. Entre ce document introduit en 2002 et celui de 2000, une continuité peut être ressentie, mais c'est dans le ton qui est plus coopératif que la différence est principale.

Le ton plus coopératif observé dans le document marque une étape importante dans l'évolution de la politique étrangère russe. Cependant, le retour de Vladimir Poutine à la présidence en 2012 pour un nouveau mandat, ouvre une nouvelle phase, caractérisée par une réaffirmation des priorités stratégiques de la Russie sur la scène internationale. C'est dans ce contexte que les concepts de politique étrangère de 2013 et de 2016 seront élaborés,

¹Fédération de Russie, *The Foreign Policy Concept of the Russian Federation*, approuvé par le Président Dimitri Medvedev, 12 juillet 2008, https://mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

traduisant les ajustements de la diplomatie russe face aux transformations géopolitiques en cours.

Les doctrines de politique étrangère de la Fédération de Russie publiées respectivement en 2013 et en 2016 témoignent d'une forte continuité idéologique, mais également d'une évolution marquée dans les priorités et le ton employé, reflet des bouleversements géopolitiques survenus entre ces deux dates. La doctrine de 2013, approuvée avant la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée, repose sur une vision relativement coopérative du système international : elle insiste sur la construction d'un ordre multipolaire, le rôle central de l'ONU, la primauté du droit international et la promotion du dialogue culturel et civilisationnel. Bien que la critique de l'unilatéralisme occidental y soit présente, elle demeure prudente et équilibrée. La Russie y affiche une volonté d'intégration régionale (notamment post-soviétique) tout en laissant la porte ouverte à une coopération constructive avec les États-Unis et l'Union européenne.

La doctrine de 2016, quant à elle, intervient dans un tout autre contexte : post-Crimée, post-sanctions occidentales, en pleine intervention militaire en Syrie. Le document conserve les fondements de 2013, multipolarité, souveraineté, rôle central de l'ONU, mais le ton y est nettement plus affirmatif, voire défensif et contestataire. On y trouve une accusation directe contre les États-Unis et l'OTAN, accusés de chercher à contenir la Russie et de déstabiliser des régions entières sous couvert de démocratisation. La critique du "double standard" occidental devient centrale, notamment sur les questions de droits de l'homme, d'ingérence, et de lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, la doctrine de 2016 approfondit la dimension sécuritaire : elle met en avant l'importance de la cybersécurité, du désarmement multilatéral, de la lutte contre le terrorisme international, et insiste sur le besoin de renforcer les capacités militaires face à un environnement perçu comme hostile.

Autre différence majeure : la doctrine de 2016 développe plus en détail l'usage du *soft power*, en particulier la promotion des médias russes à l'étranger, la défense de la diaspora russe, et la valorisation du patrimoine culturel et linguistique. Elle marque aussi une volonté accrue de renforcer les relations avec les puissances non occidentales, telles que

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

la Chine, l'Inde, les pays de l'ASEAN, et les organisations comme les BRICS ou l'OCS, présentées comme des alternatives stratégiques au modèle occidental¹.

En résumé, alors que la doctrine de 2013 visait à inscrire la Russie dans un monde multipolaire à construire², celle de 2016 part du postulat que ce monde est déjà conflictuel, polarisé, et que la Russie doit y défendre activement ses intérêts contre une pression extérieure croissante. C'est une transition nette d'une politique de participation à une politique d'affirmation, voire de confrontation sur certains terrains.

Le dernier document sur le concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie, daté du 31 mars 2023, a été publié dans un contexte international particulièrement tendu, marqué par la guerre en Ukraine déclenchée en février 2022. Ce texte, adopté sous le mandat de Vladimir Poutine et reflétant la politique étrangère actuelle de la Russie en 2025, reflète une redéfinition stratégique des priorités diplomatiques russes face à ce que Moscou considère comme une hostilité croissante de l'Occident. Il s'agit du document le plus récent de ce type, succédant à la version précédente de 2016.

La doctrine de politique étrangère de la Russie publiée en 2023 reflète une évolution profonde de la vision stratégique russe du monde par rapport à celle de 2016, bien qu'elle en conserve certains fondements comme la plupart des concepts précédents. En 2016, la Russie s'inscrivait encore dans une logique d'équilibre entre confrontation et coopération, insistant sur la défense de la souveraineté, du multilatéralisme et de la sécurité internationale, tout en critiquant les dérives occidentales. En revanche, la version de 2023 assume pleinement une rupture avec l'Occident et se positionne comme l'un des piliers d'un nouvel ordre mondial multipolaire. Le monde n'est plus seulement en transition vers la multipolarité (comme en 2016), il est désormais décrit comme déjà structuré autour de plusieurs pôles, dont la Russie entend être un acteur incontournable.

Cette nouvelle conception s'accompagne d'une reconfiguration explicite des alliances géopolitiques. Alors que la doctrine de 2016 évoquait encore la possibilité de

¹Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie, approuvé par le président Vladimir Poutine le 30 novembre 2016. Moscou : Ministère des Affaires étrangères, 1er décembre 2016. https://mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/.

²Fédération de Russie, The Foreign Policy Concept of the Russian Federation, approuvé par le Président Vladimir Poutine, 12 février 2013, https://mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

coopération avec les pays occidentaux, malgré les tensions croissantes, la doctrine de 2023 identifie l'occident collectif : États-Unis, UE, OTAN, comme une entité hostile, dont les actions sont considérées comme agressives, néocoloniales, voire existentielles pour la Russie. En réponse, Moscou affirme vouloir renforcer ses relations avec les États « amis », au premier rang desquels figurent la Chine, l'Inde, l'Iran, la Turquie et les pays du Sud global et donner une place centrale à des organisations non occidentales comme les BRICS, l'OCS et l'Union économique eurasiatique. Ce recentrage stratégique sur les puissances non occidentales était amorcé en 2016, mais il devient, en 2023, l'axe prioritaire de la politique étrangère russe.

Un autre point d'inflexion majeur est la dimension idéologique. En 2016, la Russie défendait déjà ses « valeurs traditionnelles » et critiquait la tentative occidentale d'imposer des normes universelles. Mais en 2023, cette critique devient centrale et structurante : la Russie se présente comme la gardienne d'une identité civilisationnelle propre, opposée à ce qu'elle décrit comme la décadence morale, le nihilisme culturel et l'hégémonie idéologique de l'Occident libéral. Cette posture vise à justifier non seulement une autonomie géopolitique, mais aussi un rejet des standards occidentaux en matière de démocratie, de droits humains ou de gouvernance, désormais perçus comme des instruments de domination.

La question de la sécurité nationale continue de jouer un rôle fondamental dans la doctrine de 2023, comme en 2016, mais avec un degré d'alerte renforcé. La Russie y affirme son droit à utiliser tous les moyens disponibles pour se défendre, y compris dans les domaines cybernétique, informationnel et idéologique, face à ce qu'elle perçoit comme des menaces systémiques provenant de l'étranger. Alors que la version de 2016 insistait sur la lutte contre le terrorisme et la stabilisation régionale, celle de 2023 accentue la notion de « guerre hybride », avec une attention particulière portée à la guerre informationnelle et culturelle menée, selon Moscou, par l'Occident contre la Russie¹.

Enfin, la doctrine de 2023 consacre un effort renforcé en direction du « Sud global », là où celle de 2016 évoquait surtout des partenariats géographiques classiques. La Russie y affirme son ambition de construire un mouvement mondial majoritaire, composé de pays

¹Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie. Approuvé par le Président de la Fédération de Russie le 31 mars 2023. Moscou : Ministère des Affaires étrangères, 2023. https://mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

non-alignés ou opposés à l'Occident, en misant sur la diplomatie économique, énergétique, culturelle et technologique. Dans ce contexte, plusieurs partenariats d'accord stratégique ont été signés, notamment avec l'Algérie en 2023. Cette stratégie s'accompagne d'une intensification du soft power russe, via la langue, la culture, les médias et la mobilisation de la diaspora.

Après avoir fait la comparaison entre les différentes conceptions de la politique étrangère de la Russie, de 1993 à 2023, il apparaît que certains thèmes fondamentaux restent constants. Parmi eux figurent la défense de la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale, le rejet des ingérences étrangères et l'attachement à un ordre international fondé sur le multilatéralisme. Malgré l'alternance entre les présidences de Boris Eltsine, Dimitri Medvedev et Vladimir Poutine, ces principes sont restés inchangeables, constituant le socle idéologique de la politique étrangère russe. Chaque document s'inscrit néanmoins dans un contexte international particulier. La première doctrine, adoptée en 1993 sous Boris Eltsine puis révisée en 2000, reflète la période de transition post-guerre froide et la volonté de repositionner la Russie sur la scène internationale. En 2008, sous Dimitri Medvedev, la conception de la politique étrangère s'inscrit dans un contexte de tension avec l'Occident, notamment après la guerre en Géorgie. Les conceptions de 2013, 2016 et 2023, toutes rédigées sous Vladimir Poutine, traduisent une affirmation croissante de la puissance russe, en lien avec l'intervention en Syrie, l'annexion de la Crimée, le conflit en Ukraine, et un affrontement idéologique plus marqué avec les puissances occidentales. La Russie conteste le système unipolaire dominé par les États-Unis et plaide pour un monde multipolaire fondé sur un équilibre des puissances. Elle critique les interventions occidentales (comme en Irak ou en Libye), qu'elle perçoit comme des violations du droit international. Elle identifie constamment quatre menaces majeures : l'élargissement de l'OTAN et plus précisément vers son espace vital, le système de défense antimissile (BMD), le multilatéralisme occidental utilisé comme outil d'ingérence, et les révolutions de couleur soutenues par l'Occident. La Russie accorde aussi une importance stratégique à ses relations avec les pays de la CEI (Communauté des États Indépendants), notamment les anciennes républiques soviétiques, avec lesquelles elle cherche à maintenir son influence¹.

¹ Margot Light, "Russian Foreign Policy Themes in Official Documents and Speeches: Tracing Continuity and Change," in *Russia's Foreign Policy: Ideas, Domestic Politics and External Relations*, ed. David Cadier and Margot Light (Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2015), 13-26.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

3.2.2 Concept de la sécurité nationale :

Le concept de la sécurité nationale est défini comme un système de vue stratégique sur la sécurité de l'individu, de la société, de l'État et face aux menaces internes et externes qui peuvent menacer ou atteindre à la sécurité nationale russe. Ce document établit les principes fondamentaux qui orientent la politique de sécurité nationale de la Fédération de Russie¹.

Le premier document ayant pour son principal thème la sécurité nationale russe a été adopté et approuvé par Boris Eltsine le 17 décembre 1997. Contournant le Parlement. Ce document, élaboré par le Conseil de Sécurité dirigé par Ivan Rybkin, vise à identifier les menaces, élaborer des stratégies et coordonner des programmes fédéraux. Son objectif central est de restaurer le statut de grande puissance à la Russie, notamment via une intégration renforcée avec les ex-républiques soviétiques (CEI) et des partenariats équilibrés avec des puissances comme la Chine ou les États-Unis.

Sur le plan militaire, la stratégie repose sur une dissuasion réaliste, combinant la modernisation de l'arsenal nucléaire (missiles Topol M-2, sous-marins Boreia) et la possibilité d'un premier usage des armes atomiques en cas de menace existentielle, même conventionnelle. Cette approche s'accompagne d'un déploiement militaire dans son environnement proche étranger, justifié par la nécessité de réagir aux crises frontalières. Les menaces identifiées incluent l'expansion de l'OTAN, les risques de fragmentation interne (crises économiques ou ethniques) et l'instabilité provenant de pays musulmans, perçus comme instrumentalisés par l'Occident contre Moscou, comme en Tchétchénie².

La vision géopolitique russe promeut un système de sécurité euro-atlantique sous l'égide de l'OSCE, en opposition à l'hégémonie de l'OTAN, tout en consolidant des alliances avec l'Inde ou la Chine. Cette posture s'appuie sur un héritage soviétique de présence militaire à l'étranger (Syrie, Afghanistan) et sur la transformation des ex-républiques d'Asie centrale en zones tampons face au monde musulman.

Cependant, cette ambition se heurte à des critiques internationales. Les États-Unis dénoncent le manque de transparence sur la destruction des armes stratégiques (traité START

¹Andrew Melville et Tatiana Shakleina, *Russian Foreign Policy in Transition*, 129–131.

² Richard F. Staar, « Russia's National Security Concept, » *Perspective* 8, no 3 (janvier-février 1998): 1–12, consulté via Boston University OpenBU, <http://www.bu.edu/iscip/vol8/Staar.html>.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

I) et les acquisitions technologiques clandestines, comme les ordinateurs américains utilisés par le centre nucléaire d'Arzamas-16. Les relations avec l'Occident se tendent davantage lorsque Moscou rejette un partenariat stratégique avec Washington, préférant renforcer ses liens avec l'Asie.

À long terme, les risques persistent : 18 000 à 20 000 armes nucléaires tactiques non régulées, la fragilité de la CEI face aux résistances de l'Ukraine ou de la Géorgie, et les tensions liées à l'intégration économique. Malgré ces défis, la Russie mise sur une combinaison de suprématie technologique, de contrôle régional et de réaffirmation géopolitique pour s'imposer comme une puissance eurasiatique incontournable, marquant ainsi sa volonté de tourner la page de l'humiliation post-soviétique.

En 2000 et avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, un nouveau document traitant le concept de la sécurité internationale a été introduit. Cette dernière prolonge et approfondit le cadre établi en 1997, tout en intégrant une approche plus holistique des défis post-soviétiques. Comme en 1997, la Russie réaffirme son opposition à l'unipolarité occidentale et à l'expansion de l'OTAN, promouvant un monde multipolaire ancré dans des institutions comme l'ONU et l'OSCE. La logique de dissuasion nucléaire demeure centrale, avec un maintien des capacités militaires capables de répondre à toute agression, y compris conventionnelle, et une modernisation accrue (sous-marins Boreï, missiles Topol). Cependant, le document de 2000 élargit considérablement le spectre des menaces : aux enjeux externes s'ajoutent désormais des vulnérabilités internes structurelles, telles que la crise économique (chute du PIB, dépendance aux matières premières), les fractures sociales (pauvreté, chômage), la criminalité organisée et les séparatismes ethniques, décrits comme des risques majeurs pour l'unité nationale.

Contrairement au texte de 1997, axé sur la restauration du statut de grande puissance via le hard power, le concept de 2000 intègre des dimensions nouvelles comme la sécurité informationnelle (menace des cyberattaques, protection des données) et la sécurité environnementale (gestion des déchets toxiques, transition énergétique)¹, reflétant l'émergence de défis globaux. Il lie explicitement la stabilité intérieure à des réformes socio-

¹Sergei Ivanov, "On the New Version of the National Security Conception of the Russian Federation," in *Russian Foreign Policy in Transition: Concepts and Realities*, ed. Andrei Melville and Tatiana Shakleina (Budapest: Central European University Press, 2005), 269–280.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

économiques, prônant un rôle renforcé de l'État dans la régulation économique et la lutte contre la corruption. La santé publique et la démographie (baisse de la natalité, espérance de vie) sont également érigées en enjeux stratégiques, une première pour un document de ce type.

Sur le plan géopolitique, si les deux textes insistent sur l'intégration de la CEI, celui de 2000 reconnaît les résistances de l'Ukraine ou de la Géorgie et mise davantage sur des alliances ciblées (Chine, Inde, BRICS) et le soft power culturel (promotion de la langue russe, patrimoine historique). Enfin, la dimension proactive de la diplomatie russe s'affirme : protection des citoyens à l'étranger, participation accrue aux opérations de paix et usage conditionnel de la force militaire, y compris en interne pour protéger l'ordre constitutionnel¹.

Ainsi, le concept de 2000 marque une évolution vers une vision multidimensionnelle de la sécurité, combinant puissance militaire, stabilisation interne et réponse aux enjeux hybrides (cyber, désinformation), tout en maintenant une méfiance affirmée envers l'Occident. Cette approche reflète une Russie consciente de ses fragilités post-soviétiques, mais déterminée à consolider son influence eurasiatique face à la mondialisation.

En 2009, le document de sécurité nationale a été révisé et réintroduit sous la présidence de Dimitri Medvedev. Ce dernier est apparu dans un contexte de guerre Russo- Géorgienne et en plein conflit gazier avec l'Ukraine, qui a souligné l'importance stratégique de l'énergie.

La Stratégie de sécurité nationale russe de 2009 jusqu'en 2020 prolonge et affine le Concept de 2000, tout en intégrant une approche plus globale et interconnectée des défis. Comme en 2000, la Russie maintient sa vision d'un monde multipolaire et sa méfiance envers l'OTAN, critiquant notamment le bouclier antimissile américain. La dissuasion nucléaire reste centrale, avec un arsenal capable de répondre à toute agression, y compris conventionnelle, et une modernisation militaire axée sur les technologies de pointe (cyber, drones, systèmes de communication). Toutefois, la stratégie de 2009 se distingue par une priorisation accrue des enjeux socio-économiques et technologiques : là où le document de 2000 se concentrait sur les menaces internes (corruption, criminalité) et l'intégration eurasiatique (CEI), celui de 2009 élargit le spectre aux risques hybrides (cyberattaques,

¹Russian Federation. National Security Concept of the Russian Federation. Approved by Presidential Decree No. 24, January 10, 2000. Accessed May 2, 2025. <https://fas.org/nuke/guide/russia/doctrine/gazeta012400.htm>.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

pandémies) et aux indicateurs concrets de sécurité (taux de chômage, dépenses en santé, coefficient de Gini)¹.

Alors que le Concept de 2000 abordait la santé publique et l'environnement de manière marginale, la Stratégie de 2009 en fait des piliers stratégiques, avec des programmes contre les pandémies (VIH, tuberculose) et une gestion durable des ressources (Arctique, énergies propres). Elle renforce aussi le soft power culturel, promouvant le patrimoine russe face à la « culture de masse dégradante », une dimension absente en 2000. Sur le plan géopolitique, si les deux textes prônent des alliances alternatives (2000 : CEI ; 2009 : BRICS, OCS), la stratégie de 2009 insiste davantage sur le multilatéralisme actif et le développement de régions clés (Sibérie, Extrême-Orient), reflétant une ambition de projection mondiale. Enfin, l'introduction d'objectifs quantifiables (modernisation de 70% des équipements militaires d'ici 2020, augmentation des dépenses en R&D) marque une évolution vers une planification plus rigoureuse, contrastant avec le cadre plus généraliste de 2000. Ainsi, la Stratégie de 2009 incarne une Russie post-crise, équilibrant *realpolitik* militaire et modernisation systémique, tout en répondant aux défis émergents du XXI^e siècle.

Après le mandat de Dimitri Medvedev et sous le second de Vladimir Poutine, deux autres documents de sécurité nationale ont été introduit dans les années 2015 et 2021. La Stratégie de 2015 a été élaborée dans un contexte tendu, juste après l'annexion de la Crimée. Elle répondait à une situation de crise : sanctions occidentales, chute des prix du pétrole, et sentiment d'encerclement par l'OTAN. Son objectif principal était de renforcer la défense du territoire, de résister économiquement aux pressions extérieures et de garder un contrôle strict sur l'information pour maintenir la stabilité intérieure². À l'inverse, la Stratégie de 2021, conçue après plusieurs années de sanctions, la pandémie de COVID-19 et la montée des tensions technologiques mondiales, adopte une approche plus large et tournée vers l'avenir. Elle met l'accent sur l'indépendance technologique (comme l'IA ou la cybersécurité), les menaces hybrides (comme la guerre de l'information ou les enjeux dans l'Arctique), et sur des partenariats avec des pays comme la Chine, l'Inde ou les membres

¹Russian Federation, National Security Strategy of the Russian Federation to 2020, approved by Presidential Decree No. 537, May 12, 2009, unofficial translation, https://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/ (consulted April 15, 2025).

²Russian Federation, National Security Strategy of the Russian Federation, Presidential Edict No. 683, December 31, 2015, unofficial translation, https://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/ (consulted April 15, 2025).

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

des BRICS. Elle insiste aussi sur la défense des valeurs traditionnelles, tout en prenant en compte des sujets plus récents comme le climat et la démographie¹. Si les deux stratégies visent à protéger la souveraineté du pays et à limiter l'influence de l'Occident, celle de 2021 se distingue par une volonté de projeter un soft power culturel et une vision multipolaire du monde. Elle mise sur l'innovation, l'affirmation de l'identité nationale et la coopération stratégique pour faire face à un environnement international en pleine transformation, là où celle de 2015 restait surtout une réponse à des urgences.

3.2.3 la doctrine militaire russe :

Le document de la doctrine militaire russe est un texte officiel qui définit la politique de défense de la Fédération de Russie. Contrairement au document sur la sécurité nationale russe, celui-ci est plus restreint et se concentre davantage sur les questions de défense. À l'inverse, le document de la sécurité nationale aborde tous les aspects sécuritaires, ce qui lui confère une portée plus vaste.

Le premier document traitant de la doctrine militaire de la Fédération de Russie a été introduit en Novembre 1993, durant une période charnière marquée par la dissolution de l'URSS et la reconstruction de l'État russe, la doctrine militaire de la Fédération de Russie s'articule autour d'une posture défensive, visant à garantir la sécurité nationale tout en s'inscrivant dans un cadre de coopération internationale. Sur le plan politique, elle privilégie les solutions diplomatiques et juridiques pour prévenir les conflits, refusant catégoriquement de désigner un État comme ennemi. L'usage des forces armées est strictement limité aux cas d'autodéfense (en réponse à une attaque contre le territoire russe, ses citoyens ou ses alliés), aux opérations de maintien de la paix mandatées par l'ONU ou la CEI, ou à la neutralisation de menaces internes telles que le séparatisme, le terrorisme ou les tentatives de déstabilisation politique. Les sources de danger identifiées incluent les conflits locaux aux frontières russes, la prolifération des armes de destruction massive (nucléaires, chimiques, biologiques), l'expansion d'alliances militaires perçues comme hostiles (comme l'OTAN), ainsi que les ingérences étrangères dans les affaires internes.

¹Russian Federation, National Security Strategy of the Russian Federation, Presidential Decree No. 400, July 2, 2021, unofficial translation, https://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/ (consulted April 15, 2025).

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Sur le plan militaire, la doctrine insiste sur la modernisation et la flexibilité des forces armées. Entre 1993 et 2000, la Russie planifie une réduction drastique de ses effectifs, le retrait des troupes stationnées à l'étranger (notamment dans les ex-Républiques soviétiques), et l'adoption d'un système mixte de recrutement (conscription et contrats volontaires). Elle développe des unités mobiles capables de se déployer rapidement pour contrer des menaces régionales, tout en maintenant une dissuasion nucléaire minimale mais crédible, jugée essentielle pour prévenir une guerre à grande échelle. Les forces armées sont également préparées à intervenir dans des conflits internes, avec pour objectif de rétablir l'ordre public, protéger les infrastructures critiques (centrales nucléaires, sites stratégiques) et empêcher l'ingérence étrangère. Le commandement reste centralisé sous l'autorité du président, appuyé par le Conseil de sécurité et le gouvernement, tandis que le renseignement et la coordination avec les alliés occupent une place clé dans la détection précoce des menaces.

Sur le plan techno-économique, la doctrine promeut l'autonomie stratégique via la modernisation de l'industrie de défense. Priorité est donnée aux systèmes de commandement, de communication et aux armes de précision, ainsi qu'à la recherche-développement pour anticiper les innovations militaires adverses. La Russie cherche à préserver son exportation d'armements (source de devises étrangères) tout en régulant strictement les transferts technologiques pour éviter d'alimenter des crises. La coopération avec les pays de la CEI est priorisée, notamment pour maintenir des chaînes de production interdépendantes héritées de l'ère soviétique. Parallèlement, le document prévoit une conversion partielle de l'industrie militaire vers une économie de marché, sans sacrifier les capacités de mobilisation en cas de conflit¹.

La doctrine de 1993 reflète une Russie en transition, cherchant à concilier héritage soviétique et intégration dans le système international. Bien que présentée comme strictement défensive, elle pose les bases d'une stratégie de long terme axée sur la souveraineté technologique, la dissuasion nucléaire et la vigilance face aux dynamiques géopolitiques, éléments qui restent centraux dans la posture militaire russe actuelle.

La doctrine militaire russe de 1993, adoptée dans le contexte chaotique post-soviétique, privilégiait une posture défensive axée sur la stabilisation interne et la

¹Russian Federation, The Basic Provisions of the Military Doctrine of the Russian Federation, approved by the Security Council of the Russian Federation, November 2, 1993, Presidential Edict No. 1833, accessed via Federation of American Scientists (FAS), <https://nuke.fas.org/guide/russia/doctrine/russia-mil-doc.html>.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

coopération internationale. Elle limitait l'usage des forces armées à l'autodéfense, aux opérations de paix sous mandat de l'ONU ou de la CEI, et à la lutte contre les menaces internes comme le séparatisme. La dissuasion nucléaire, bien que centrale, était encadrée par des garanties strictes, excluant son emploi contre les États non nucléaires sauf en cas d'attaque conjointe avec une puissance atomique. Cette doctrine reflétait une Russie fragilisée, cherchant à préserver son influence via des alliances régionales (CEI) et le respect des traités de désarmement.

En 2000, sous Poutine, la doctrine évolue radicalement pour répondre aux défis des années 1990 : guerres en Tchétchénie, expansion de l'OTAN, et interventions occidentales dans les Balkans. Elle abandonne la promesse de « ne pas frapper en premier », laissant planer la possibilité d'une frappe préventive, et élargit les conditions d'usage nucléaire à toute « agression conventionnelle menaçant l'existence de la Russie ». Cette posture plus assertive s'accompagne d'un interventionnisme accru, notamment via la protection des citoyens russes à l'étranger, préfigurant des actions comme celles en Crimée (2014). Le contrôle présidentiel sur l'armée est renforcé, marginalisant l'État-major au profit du ministère de la Défense, tandis que les forces mobiles (troupes aéroportées, forces spéciales) gagnent en importance, inspirées par les conflits asymétriques.

Les menaces perçues se diversifient : si les risques internes (terrorisme, séparatisme) restent prioritaires, la doctrine de 2000 intègre des défis modernes comme les frappes aériennes de précision (réponse aux campagnes de l'OTAN en Yougoslavie)¹ et les tensions maritimes, menant à un renforcement de la marine et de la défense antiaérienne. Le terme « guerre mondiale », symbole de la Guerre froide, est remplacé par « guerre à grande échelle (régionale) », soulignant les risques d'escalade sans référence idéologique. La coopération avec la Biélorussie devient stratégique, avec des forces intégrées, tandis que l'OTAN, bien qu'absent du texte, reste une préoccupation implicite.

Enfin, la doctrine de 2000 jette les bases d'une militarisation proactive de la politique étrangère russe, combinant dissuasion nucléaire, interventions ciblées et centralisation du pouvoir. Elle annonce les réformes des années 2010 et des actions comme l'intervention en

¹ S. J. Main, *Russia's Military Doctrine*, Occasional Brief no. 77 (Camberley: Conflict Studies Research Centre, Royal Military Academy Sandhurst, April 2000), consulté via le site du Conflict Studies Research Centre (archivé), <http://www.ppc.pims.org/csrc>, accédé le 17 Avril 2025.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Syrie, marquant une rupture avec le passif défensif de 1993 tout en conservant des continuités (focus sur la CEI, lutte contre le terrorisme). Ce virage reflète une Russie déterminée à retrouver son statut de grande puissance, capable d'adapter son outil militaire aux réalités géopolitiques du XXI^e siècle.

La doctrine militaire russe de 2010, adoptée sous Dimitri Medvedev, s'inscrit dans la continuité de celle de 2000, tout en intégrant des adaptations stratégiques aux défis émergents. Sur le plan nucléaire, les deux doctrines maintiennent une posture dissuasive, autorisant l'usage d'armes atomiques en réponse à une attaque conventionnelle menaçant « l'existence de l'État ». Cependant, la version 2010 précise davantage les scénarios d'escalade, notamment face aux systèmes de défense antimissile (BMD) de l'OTAN, perçus comme une rupture de l'équilibre stratégique.

Sur les menaces externes, la doctrine de 2000 identifiait déjà l'expansion de l'OTAN comme un risque majeur, mais celle de 2010 renforce cette critique en dénonçant explicitement la « militarisation de l'espace » et le déploiement d'armes de précision non nucléaires. Elle introduit aussi les cybermenaces et la guerre informationnelle, absentes en 2000, reflétant l'évolution technologique des conflits modernes.

Sur le plan des alliances, les deux textes privilégient la coopération avec la Biélorussie et l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective). Toutefois, la doctrine de 2010 élargit cette approche à l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai), soulignant la lutte contre le terrorisme en Asie centrale et une vision multipolaire face à l'hégémonie occidentale.

En matière de réformes militaires, la doctrine de 2000 insistait sur la réduction des effectifs et la mobilité des forces. En 2010, l'accent est mis sur la modernisation technologique : drones, robots militaires, et systèmes de commandement automatisés. La création d'une défense aérospatiale intégrée et la priorité aux satellites illustrent cette évolution¹.

Sur les menaces internes, les deux doctrines ciblent le séparatisme et le terrorisme. Mais la version 2010 ajoute la protection des infrastructures critiques (énergie, réseaux

¹The Military Doctrine of the Russian Federation, approuvée par décret présidentiel le 5 février 2010, site officiel du président de la Fédération de Russie, <https://web.archive.org/web/20100205000000/http://kremlin.ru/>, accédé le 17 Avril 2025.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

informatiques) et une attention accrue à la mobilisation économique en temps de crise, reflétant les leçons des guerres en Tchétchénie et des tensions post-2008.

Enfin, la doctrine de 2010 marque un tournant hybride, combinant dissuasion classique, actions cybernétiques, et soutien aux citoyens russes à l'étranger – préfigurant des interventions comme en Crimée (2014). Comparée à celle de 2000, elle est moins idéologique et plus pragmatique, intégrant les réalités d'un monde multipolaire et technologique, tout en maintenant le nucléaire comme ultime garant de la souveraineté.

En 2014 et suite à l'annexion de la Crimée et des sanctions internationales affligées à la Fédération de Russie, la doctrine militaire a été révisée sous le second mandat de Vladimir Poutine. Cette doctrine, comparée à celle de 2010, reflète une évolution notable dans la perception des menaces et les réponses stratégiques. En 2010, l'accent était principalement placé sur les risques traditionnels, tels que les conflits interétatiques, l'expansion de l'OTAN, et la nécessité de maintenir une dissuasion nucléaire robuste. La modernisation des forces armées et la défense territoriale figuraient également parmi les priorités, mais sans référence explicite aux menaces hybrides ou cybernétiques.

En 2014, la doctrine élargit considérablement le spectre des menaces, intégrant des défis non conventionnels comme les attaques informatiques, l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins militaires, et les opérations d'influence visant à déstabiliser la société russe. Elle introduit le concept de « système de dissuasion non nucléaire », combinant des mesures politiques, militaires et technologiques pour prévenir les conflits, tout en réaffirmant le rôle central des armes nucléaires en cas de menace existentielle. Contrairement à 2010, la doctrine de 2014 mentionne explicitement la coopération renforcée avec des organisations régionales comme l'OTSC, l'OCS, et les alliances bilatérales avec la Biélorussie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

Par ailleurs, la doctrine de 2014 accorde une attention accrue à l'Arctique et à la sécurisation des intérêts économiques en haute mer, reflétant des enjeux géostratégiques émergents. Elle insiste également sur la modernisation des capacités militaires, notamment via le déploiement d'armes de haute précision, de drones et de systèmes robotisés, ainsi que sur l'intégration des technologies de l'information dans la gestion des conflits. Enfin, la

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

dimension « mobilisation économique » est davantage structurée, avec un focus sur la résilience industrielle et la préparation à une guerre prolongée¹.

En résumé, la doctrine de 2014 se distingue par une approche plus proactive face aux menaces hybrides, une intégration accrue des alliances régionales, et une modernisation technologique ambitieuse, tout en conservant les fondements de la dissuasion nucléaire hérités de 2010.

La dernière doctrine militaire date de 2024, approuvée par Vladimir Poutine et adoptée dans un contexte international marqué par l'aggravation des tensions avec l'OTAN, la guerre en Ukraine et l'affaiblissement des régimes de contrôle des armements, la doctrine nucléaire russe renforce une posture défensive-asymétrique en élargissant les scénarios justifiant l'emploi de l'arme atomique. Centrée sur la dissuasion triadique (forces terrestres, sous-marines et aériennes), elle vise à prévenir toute agression contre la Russie ou ses alliés, notamment la Biélorussie au sein de l'« Union State », en garantissant une « riposte inévitable ». Les conditions d'emploi incluent non seulement une attaque nucléaire ou aux armes de destruction massive, mais aussi une agression conventionnelle menaçant l'existence de l'État (ex. : intervention de l'OTAN en Ukraine), des actions contre des infrastructures critiques (centres de commandement, sites énergétiques) ou la détection de lancements de missiles balistiques ou de drones franchissant les frontières. La doctrine s'appuie sur des principes rigoureux : continuité des capacités en temps de paix, adaptabilité face aux menaces émergentes, boucliers antimissiles, armes spatiales, centralisation absolue du commandement sous l'autorité exclusive du président et incertitude calculée pour déstabiliser les adversaires. Elle identifie des risques majeurs tels que le déploiement de systèmes antimissiles par l'OTAN, les exercices militaires occidentaux près des frontières, la prolifération des armes de destruction massives, ou l'encerclement stratégique via l'expansion d'alliances hostiles. Les acteurs clés : président seul décideur d'une frappe, gouvernement (financement et diplomatie), ministère de la Défense (planification opérationnelle) et Conseil de sécurité (coordination institutionnelle), structurent une chaîne de commandement ultra-centralisée. En toile de fond, la guerre en Ukraine et la rivalité sino-américaine poussent Moscou à prioriser les

¹Fédération de Russie, The Military Doctrine of the Russian Federation, approuvé par le président de la Fédération de Russie le 25 décembre 2014 (traduit du russe), 1-20.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

alliances régionales (OCS, BRICS) et à durcir sa posture face à un Occident perçu comme hostile, tout en exploitant l'effritement des traités (New START) pour justifier une modernisation accélérée de son arsenal. Ce document, plus offensif que celui de 2014, légitime le nucléaire comme outil politique et militaire, reflétant une méfiance profonde envers l'ordre international et une volonté de maintenir la Russie comme acteur incontournable malgré les tensions globales¹.

3.3 Approches décisionnelles en politique étrangère : une analyse comparée des réponses des décideurs russes

3.3.1 La politique étrangère russe envers la Tchétchénie sous Boris Eltsine :

La Russie et la Tchétchénie partage une longue histoire commune qui a façonné et jouer un grand rôle dans leurs futures relations bilatérales. Les premières mentions russes des tchétchènes, ou plus précisément des groupes qui vivaient au nord de la rivière Terek, remontent au 15^{ème} siècle. En 1552, l'influence russe dans la région commence à s'affirmer notamment après la prise de Kazan par Ivan le Terrible². Durant la période soviétique, la Tchétchénie connaît plusieurs périodes d'instabilité, notamment à cause de soulèvement. Après la révolution de 1917, les bolcheviks s'imposent à Grozny face aux cosaques et aux forces blanches, notamment grâce au soutien de combattants tchétchènes. Malgré la victoire soviétique en 1920, une forte résistance religieuse et armée persiste. En 1925, Moscou lance une campagne massive de désarmement et de répression pour écraser toute opposition. La région reste marquée par une hostilité profonde au pouvoir central et un attachement à ses structures traditionnelles. Ce passé commun long jouera un grand rôle dans l'évolution et la place de la Tchétchénie dans la politique étrangère Russe.

Après la chute de l'URSS, plusieurs républiques Caucase du nord ont revendiqué leur indépendance ainsi que leur volonté de séparation, la Tchétchénie sous Djokhar Doudaïev, général soviétique d'origine tchétchène profite du chaos lié à la dissolution et prend le

¹Russian Federation, Fundamentals of State Policy of the Russian Federation on Nuclear Deterrence [Osnovy gosudarstvennoi politiki Rossiiskoi Federatsii v oblasti iadernogo sderzhivaniia], Executive Order No. 991, November 19, 2024, https://www.mid.ru/en/foreign_policy/international_safety/1434131/.

²Efim Sandler, Battle for Grozny Volume 1: Prelude and the Way to the City, 1994, Europe@War No. 31 (Warwick, UK: Helion & Company, 2023), 3–7.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

pouvoir et déclare l'Indépendance en 1991, suivant ainsi la vague. Mais contrairement au pays Baltes et aux autres républiques soviétiques fraîchement séparées de l'ex URSS, la Fédération de Russie n'a jamais reconnue l'indépendance de la Tchétchénie et Boris Eltsine la considérait comme faisant partie intégrante de la Russie. Il craignait aussi que cela face un effet de domino avec d'autres républiques.

Mais ce n'est pas cela la raison directe qui va conduire à la confrontation armée de 1994, en décembre 1991, le général Pavel Grachev (ministre adjoint de la défense soviétique) négocie avec Djokhar Doudaïev pour faciliter le retrait des troupes russes restantes, en échange d'une partie des armes appartenant aux russes, partagées 50/50¹, mais cette proposition fut rejetée par le ministre soviétique Evgueni Chapochnikov.

En mai 1992, après être devenu ministre de la défense de la nouvelle Fédération de Russie, Pavel Grachev envoie le général Ochirov négociateur avec Doudaïev. Un compromis est alors trouvé : la moitié des armes seraient rendues. Mais la mise en œuvre de cet accord demeure floue et chaotique.

Avant de sauter le pas et prendre la décision de guerre, la Russie sous les ordres de Boris Eltsine utilise d'autres moyens de déstabilisations, notamment des mercenaires et des Cosaques, soutenus par Moscou, qui réclament des territoires tchétchènes, ce qui les rendaient partenaires avec le Kremlin en ayant un ennemi commun, ces derniers étaient organisés pour des coups d'état comme la tentative ratée de 1992². En effet, les services de sécurité russes ont aussi été utilisés comme outils importants de la PE envers la Tchétchénie. Selon Yuri Feelshtinsky et Alexander Litvinenko, dans leur livre commun « *Blowing up Russia* », le FSB aurait provoqué délibérément la guerre en Tchétchénie pour justifier son existence et reprendre du pouvoir, pour ce fait des attentats à Moscou auraient été attribués à tort à des tchétchènes, cette bombe aurait explosé prématurément, tuant ainsi son propre poseur, un agent Andrei Schelenkov issu du Lanako, une entreprise liée au FSB³.

¹John B. Dunlop, *Russia Confronts Chechnya: Roots of a Separatist Conflict* (Cambridge: Cambridge University Press, 1998), 164–210.

²Ibid., 124–157.

³Yuri Feelshtinsky and Alexander Litvinenko, *Blowing Up Russia: The Secret Services Foment War in Chechnya*, trans. Geoffrey Andrews and Co., 2nd ed. (London: Gibson Square Books, 2007), 12–24.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

L'ingérence Russe a aussi renforcé le nationalisme tchétchène et consolidé Doudaïev malgré son impopularité, chose qui aurait pu être évitée si un autre outil outre l'Armée avait été mis en œuvre

En 1994, et après plusieurs fractures internes au sein du premier gouvernement Russe, Boris Eltsine prit le pas et décida d'envahir la Tchétchénie. Il était motivé par un besoin de restaurer son autorité politique face à une popularité et crédibilité en déclin. Il faisait face à une désillusion généralisée due à l'échec de ses réformes économiques « La Thérapie de choc », à l'instabilité sociale et une promesse non tenue (démocratie et redressement économique », sans oublier la crise constitutionnelle de 1993 qui a conduit à la dissolution violente du parlement, affaiblissant ainsi sa légitimité. À travers cette décision, il voulait démontrer qu'il contrôlait pleinement l'appareil d'état y compris l'armée. La décision d'envahir la Tchétchénie était pour Boris Eltsine une opportunité à saisir pour réaffirmer son leadership en défendant l'intégrité territoriale de la Russie et de montrer un aspect ferme de son leadership, vu l'approche des nouvelles élections parlementaires en 1995. Lors de son discours prononcé en 1994, il parla de « renforcement de l'état russe », ce qui accroit sa vision que cette ex-république soviétique est une partie intégrante du territoire Russe.

La décision d'envahir la Tchétchénie faisait partie d'un schéma récurrent qui caractérisait les leaders soviétiques, Boris Eltsine ayant passé toute sa vie politique au sein du parti communiste soviétique à garder les mêmes moyens que ces prédécesseurs. En effet, les dirigeants soviétiques ont pour habitude de lancer des crises lorsque leur autorité est menacée. Khrouchtchev avec la crise des missiles de Cuba en 1962, répondait à l'infériorité stratégique de l'URSS face au États-Unis. Brejnev à travers l'invasion de l'Afghanistan en 1979 réagissait à l'effondrement de la détente et la stagnation économique et après lui Gorbatchev en 1991 au pays Baltes, tentait de stopper la désintégration de l'URSS après l'échec cuisant de la perestroïka.

Cette décision d'envahir la Tchétchénie était un peu trop ambitieuse et irréalisable pour la jeune Fédération de Russie de 1994, voyant ces programmes échoués l'un après l'autre et perdre toutes crédibilité auprès des Russe, ce qui a poussé Boris Eltsine à prendre une décision de guerre pour détourner l'attention de la faiblesse de ces programmes. Étant donné le contexte politique interne cela a pu jouer sur la perception des menaces de Boris Eltsine comme décideur le conduisant ainsi à amplifier le séparatisme tchétchène, en même

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

temps le gouvernement de Djokhar Doudaïev été vu comme instable, marqué par l'anarchie, le banditisme et des affrontements internes. Cette image avait dû peser sur la perception de Boris Eltsine, le laissant imaginer que l'intervention militaire sera rapide. Le choix de s'appuyer sur des solutions dures et militarisées comme moyens et outil de réponse de la politique étrangère était une alternative poussée par la condition de son gouvernement, sa volonté de réaffirmation et sa perception de son adversaire. Or ces alternatives pouvaient être remplacées par un autre outil de la PE, notamment la diplomatie ou d'autres opérations plus soft comme le blocus¹. Cette décision de guerre peut être expliquée d'un point de vue émotionnel et personnel car le tempérament combatif d'Eltsine pouvait avoir pesé sur la décision mais en même temps, les négociations avec l'Ukraine et les nombreux compromis avec les régions russes peuvent aussi rendre sa décision de guerre envers la Tchétchénie stratégique et non pas impulsive car dans les textes officiels approuvés par Boris Eltsine, l'importance de l'intégrité territoriale de la Russie est considérée comme principale priorité, ce qui explique la décision de se tourner vers la guerre pour la préserver, considérant la Tchétchénie comme partie de la Russie.

Malgré plusieurs tentatives de dialogue avec son homologue tchétchène, Boris Eltsine refuse tout rapprochement et a choisi à la place des déclarations officielles plus dures l'une après l'autre. En septembre 1994, il qualifie la Tchétchénie de zone criminelle et faisant partie intégrante du territoire russe et les moyens légaux peuvent être utilisés pour y rétablir l'ordre.

En décembre 1994, Boris Eltsine ordonne une opération militaire massive pour reprendre Grozny et cela malgré les avis de ne pas le faire de certains de ses conseillers, les forces russes sous-estiment la résistance tchétchène qui suit une méthode de guérilla urbaine très bien organisée, l'armée russe étant mal préparée et souffrant de coordination déficiente, de logistique inadaptée et de moral bas, sûrement dû au sentiment de honte de la période 1990². Des officiers russes comme Eduard Vorobiev démissionnent, jugeant la guerre illégitime, ce qui alimente la résistance tchétchène. Donc malgré sa supériorité matérielle, la Russie ne parvient pas à rétablir l'ordre rapidement et perd du temps, contrairement à ce que pensait Boris Eltsine et son ministre de la défense Pavel Grachev, qui

¹George W. Breslauer, *Yeltsin's Political Leadership: Why Invade Chechnya?* (Berkeley: University of California, Berkeley), <http://socrates.berkeley.edu/~bsp/caucasus/articles.html>.

²George W. Breslauer, *Gorbachev and Yeltsin as Leaders* (Cambridge: Cambridge University Press, 2002), 196–213.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

espéraient une victoire rapide en maximum deux semaines. Le conflit s'éternise et se transforme en guerre d'usure. En conséquence, l'usage de la force contre des citoyens russes choque l'opinion publique. Les images et scènes de destruction de Grozny ont été largement diffusées délégitimant ainsi le gouvernement Eltsine, ce dernier justifiant les pertes civiles nécessaires malgré les promesses publiques contraires. Cette situation a davantage fragilisé les espoirs d'Eltsine de restaurer son image publique et regagner la confiance de ses compatriotes, fragilisant davantage son régime politique, ce qui expose les divisions au sein de l'Élites politique et militaire.

Bien que Boris Eltsine fût souvent absent en raison de son hospitalisation et de ces voyages, il assume cependant la responsabilité des décisions clés dans la décision d'envahir la Tchétchénie, comme le souligne une citation de ses mémoires : « je n'ai jamais esquivé la responsabilité durant la campagne tchétchène »¹.

Boris Eltsine a aussi refusé toute rencontre directe avec Doudaïev, malgré des tentatives de médiation (ex : président d'Ingouchie Ruslan Aushev). Cette décision a été largement prise sous influence de ces deux conseillers : Nikolai Egorov et Sergei Shakhrai (Ministre des Nationalités) qui qualifiaient Doudaïev de « Bandit » et « Dictateur ». Dans ce contexte, Shakhrai adopte une approche de plus en plus dure où il tente de contourner Doudaïev en négociant avec d'autres figures tchétchènes, en dépit de la constitution tchétchène qui réserve les négociations au parlement. Cela reflète un conflit d'autorité, similaire à celui entre Boris Eltsine et son propre parlement à Moscou. Le refus de négociations était une erreur stratégique de la part de Boris Eltsine car il a empêché toute résolution pacifique du conflit ainsi que les opportunités de compromis. Par exemple, les propositions de Doudaïev 1992-1993 sont ignorées². Malgré cela, des tentatives de négociations militaires ont débuté en 1994, où un projet d'accord est brièvement envisagé : il prévoyait un espace de défense commun entre la Fédération de Russie et la Tchétchénie. La Russie aurait fourni des armes et assistance logistique ; la Tchétchénie s'engageait en retour à ne pas adhérer à des alliances militaires anti russes. Mais ce projet n'a jamais vu le jour.

¹ Matthew Evangelista, *The Chechen Wars: Will Russia Go the Way of the Soviet Union?* (Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 2002), 11.

² *Ibid.*, 30-33.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Cette guerre ruine l'image d'Eltsine, déjà affaibli par les crises politico-économiques et les scandales liés à son alcoolisme. Les manifestations des mères de soldats russes ont d'autant plus affirmé le rejet populaire de cette guerre. Militairement parlant, malgré la reprise temporaire et difficile de Gronzy en 1996, la Guérilla tchétchène comme les raids de Chamil Basaev à Boudiennovsk en 1995, force Boris Eltsine à négocier. Sous pression électorale et les élections présidentielles de 1996, Boris Eltsine mandate le général Lebed pour signer un cessez-le-feu, retirant ainsi les troupes russes. Boris Eltsine évite ainsi une défaite électorale mais la guerre laisse cependant une Tchétchénie ravagée, ce qui a préparé le terrain à un deuxième conflit en 1999. L'exemple de la guerre en Tchétchénie, a montré les failles du leadership de Boris Eltsine qui a perdu le contrôle de la situation, ce dernier était souvent absent lors de prises de décisions clés en déléguant à des conseillers divisés la tâche de gérer la crise.

Cette série d'évènements met en lumière la complexité de la prise de décision en politique étrangère dans un contexte de crise aiguë, d'instabilité institutionnelle et de pressions multiples. Pour mieux comprendre les mécanismes ayant conduit Boris Eltsine à initier la guerre en Tchétchénie, malgré ses conséquences désastreuses, il est pertinent d'adopter une lecture de cet évènement fondé sur la théorie de la rationalité limitée développée par Herbert Simon. Ayant déjà exposé les fondements de cette théorie, il est désormais pertinent d'en examiner l'application concrète dans le cas de l'intervention de Boris Eltsine en Tchétchénie. Pour les capacités cognitives et les informations limitées, Boris Eltsine ainsi que son entourage de conseillers disposaient de peu d'informations sur les capacités réelles ainsi que les entraînements des soldats tchétchènes, ce qui a faussé leur perception de la situation, minimisant ainsi la situation et pensant pouvoir finir cette guerre en deux semaines et en sortir vainqueur. Étant donné que c'était une situation de crise où la contrainte du temps était fortement présente, la théorie suppose que les décideurs privilégient des décisions rapides et satisfaisantes basées sur des raccourcis cognitifs, dans ce contexte, les décisions et expériences passées influencent la décision de Boris Eltsine. La déclaration d'Indépendance de la Tchétchénie était perçue comme une menace immédiate à l'intégrité territoriale russe. Face à cette crise Boris Eltsine était contraint de prendre une décision rapide et adaptée, favorisant l'usage de raccourcis cognitifs pour apporter une réponse à la menace perçue. Au moment de prendre la décision de guerre en 1994, Boris Eltsine a dû passer en revue ces expériences passées au sein du parti communiste où la majorité des

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

leaders, notamment Brejnev et Gorbatchev, choisissent de passer à l'action pour cacher certaines faiblesses liées à leurs choix politiques. Dans le cas de Boris Eltsine, cette supposition pesait largement étant donné les périples intérieurs que subissait ce dernier comme perte de confiance de son public, faiblesse institutionnelle et autres crises internes. Ces conditions ont aussi réduit la capacité de Boris Eltsine à évaluer toutes les options de manière rationnelle. L'invasion était donc vue comme une solution « suffisante » pour maintenir l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie. Cependant, une décision suffisante ne veut pas dire « meilleure ». Malgré l'évolution dramatique et défavorable de cette guerre, Boris Eltsine ainsi que ces conseillers ont tardé à changer de stratégie et ont maintenu leur décision initiale.

Pour son style de leadership, Boris Eltsine peut être caractérisé de leader autoritaire et pragmatique, son autoritarisme se ressent dans sa décision d'envoyer l'armée russe unilatéralement, sans consulter le parlement avec qui il avait déjà une relation tendue. Pour justifier son intervention, il a imposé une logique centralisée qualifiant les indépendantistes Tchétchènes de terroristes pour justifier son intervention. Pour son pragmatisme, il peut être ressenti lors de la défaite humiliante à Grozny de 1994-1995, lorsqu'il a tenté d'ajuster sa stratégie en alternant entre escalade militaire et négociations.

Pour la typologie de Charles Herman, Boris Eltsine coche toutes les cases du pompier réactifs, car il réagit à la crise en Tchétchénie de manière démesurée, malgré les avis de certains de ses conseillers. Toutefois, son leadership peut être aussi perçu comme celui d'une « marionnette », influencé par le service de sécurité et les nationalistes russes, qui exigeaient une réponse ferme pour préserver l'intégrité territoriale. Ces absences peuvent aussi alimenter cette vision de « marionnette » sans oublier son refus de négocier avec Doudaïev, car ces conseillers l'avaient qualifié de « Bandit ».

Boris Eltsine manifestait au départ une forte croyance en sa capacité à contrôler les événements. Il pensait pouvoir écraser rapidement la rébellion dans une erreur de perception, mais cette conviction a diminué à mesure que le conflit s'enlisait. Son besoin de pouvoir était très élevé, il cherchait à affirmer son autorité après la crise constitutionnelle de 1993. Sa confiance en soi s'est révélée tout aussi élevée avec une posture de fermeté, illustrée par le déploiement militaire en même temps que le doute, comme en témoignent les négociations de 1996.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Cependant, le contexte de la jeune Fédération de Russie de 1994 ne rendait pas la tâche facile à Boris Eltsine, en effet, le contexte post-soviétique l'a rendu faible économiquement et institutionnellement. L'entourage politique divisé a notamment pesé dans la balance vers l'intervention, parmi eux son ministre de la défense Pavel Gratchev, qui a poussé vers une intervention rapide sous-estimant la résistance tchéchène. L'opposition politique (communiste et nationaliste) croissante, critiquant Eltsine et le traitant de faible l'a probablement incité à choisir cette option pour durcir sa position. Au niveau international, l'Occident a limité ses condamnations pour ne pas déstabiliser Boris Eltsine, perçu comme un blocage contre le retour des communistes.

3.3.2 La politique étrangère de la Russie envers la Géorgie sous Dimitri Medvedev :

Depuis la chute de l'URSS, la Fédération de Russie n'a cessé de démontrer, tant à ses voisins en Europe de l'Est qu'à l'Occident, que l'espace post-soviétique constituait pour elle une ligne d'influence vitale et une ligne rouge à ne pas franchir, qu'elle entend préserver en refusant toute ingérence extérieure. Afin de préserver son influence dans cet espace, la Russie s'efforce d'y maintenir, voire d'y favoriser l'émergence de régimes politiques qui lui sont favorables. Pour ce faire, la Russie soutenait souvent des gouvernements pro-russes, lui garantissant ainsi une présence indirecte dans l'ex espace soviétique.

Après 1991, la Géorgie nouvellement indépendante a fait face à une lutte de pouvoir interne ainsi qu'à des soulèvements séparatistes dans plusieurs régions : Abkhazie, en Ossétie du Sud et en Adjarie. Étant incapable de gérer seule ces périples internes et voyant un Occident pas très motivé à intervenir, la Géorgie a dû se tourner vers la Russie en devenant membre de la CEI et en acceptant la présence militaire de soldats russes au sol, en échange de la désintégration supplémentaire de la Géorgie. Cette décision alimentera les futures tensions des années 2000.

Retour au contexte passé, l'Abkhazie était une région autonome de la Géorgie, avec Soukhoumi pour capitale. En 1991, quand la Géorgie devient indépendante, elle adopte une ancienne constitution datant de 1921 qui ne précise pas le statut de l'Abkhazie. En réaction, les dirigeants Abkhazes rétablissent leur constitution de 1925 qui les proclame égaux à la Géorgie avec le soutien de la Russie, les forces abkhazes arrivent à chasser l'armée

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

géorgienne en 1993, provoquant le déplacement d'environ 300 000 personnes¹. Après 1994, des soldats russes et des observateurs de l'ONU sont déployés mais la région reste instable, suite à des échecs de négociations.

Quant à l'Ossétie du Sud, elle se voit supprimer son statut autonome par la Géorgie en 1990, elle qui voulait devenir soit une région indépendante ou bien s'unir à l'Ossétie du Nord rattachée à la Russie. Mais quand les dirigeants Ossètes votent pour la sécession, la Géorgie envoie son armée et déclenche un conflit dévastateur de deux ans, qui a cessé grâce à une médiation russe.

La Russie partage donc des liens historiques et culturels forts avec la Géorgie. Les relations bilatérales entre les deux pays avant 2003 étaient tendues en raison d'accusations mutuelles : la Russie accusait régulièrement la Géorgie de fournir un refuge aux séparatistes tchéchènes dans la lointaine Gorge de Pankisi, pendant que la Géorgie accusait la Russie de soutenir les républiques séparatistes géorgiennes, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, en fournissant et distribuant des passeports russes aux résidents.

La Géorgie constitue pour la Russie l'un des pays faisant partie de cette zone d'influence, dans laquelle il fallait y maintenir un certain contrôle. Or, depuis la révolution des roses en Novembre 2003, un nouveau leadership politique a émergé, à sa tête Mikhaïl Saakachvili. Ce dernier avait trois objectifs majeurs pour la Géorgie, le premier était économique. La croissance économique a atteint en moyenne 9,3 % entre la Révolution des Roses et la guerre de 2008. La corruption a chuté de manière significative, la Géorgie est passée de la 103^{ème} place dans l'indice de corruption de *Transparency International* à la 67^{ème} ². Le deuxième objectif à atteindre pour le nouveau gouvernement de Mikhaïl Saakachvili était de se rapprocher de l'Occident, malgré un rejet européen, la Géorgie a été beaucoup mieux accueillie de la part du président américain Bush, et pour s'attirer les faveurs de Washington, Mikhaïl Saakachvili a donc envoyé 2 000 troupes pour soutenir la coalition dirigée par les États-Unis en Irak. Le troisième objectif était la réintégration des territoires séparatistes.

¹Marcel de Haas, *Russia's Foreign Security Policy in the 21st Century: Putin, Medvedev and beyond* (London: Routledge, 2010),137.

²Alex J. Bellamy, *Warmonger: Vladimir Putin's Imperial Wars* (Newcastle upon Tyne: Agenda Publishing, 2023),69.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Les Relations bilatérale ont commencé à se détériorer malgré des débuts prometteurs, amenant à des volontés de coopérations mutuelles entre les deux élites russo-géorgiennes. En Novembre 2003, les deux pays ont reconnu une opportunité d'améliorer leurs relations. Le premier signe de coopération a été lorsque le ministre des affaires étrangères russe Igor Ivanov a joué un rôle important dans l'évitement d'une potentielle effusion de sang en convainquant Edouard Shevardnadze de démissionner, cette initiative d'Igor Ivanov a été grandement appréciée par le public Géorgien¹.

À l'aube de 2004, les relations russo-géorgiennes avaient tous les signes d'une future grande amitié, le fraîchement élu président Mikhaïl Saakashvili avait pour principal objectif de se rapprocher de son voisin russe. L'une de ses premières actions a été d'assister à un sommet au Kremlin en février de la même année. En signe de bonne fois, il reconnaît la présence des séparatistes tchéchènes dans ses territoires, chose que son prédécesseur Edouard Shevardnadze démentait catégoriquement. Le rapprochement se faisait sentir aussi économiquement, un forum économique Russie-Géorgie en mai 2004 a été la plus grande réunion d'affaires entre les deux pays à ce jour. La Russie a travaillé à restructurer la dette de la Géorgie, lui a fourni des approvisionnements électriques et des subventions énergétiques et a intensifié ses investissements en Géorgie.

Cependant, plusieurs divergences sur certains thèmes ont commencé à alimenter les tensions, notamment la présence militaire russe sur le sol géorgien et son refus de la réduire, en dépit des accords de 1999, où la Géorgie voulait la voir quitter le pays immédiatement et a insisté fortement sur ce point, tandis que la Russie, dans une apparente lenteur d'exécution, a continué à donner des estimations variables mais prolongées concernant le temps qu'il faudrait pour la retirer, sans oublier les inclinations de plus en plus occidentales du côté Géorgien. En effet, le président géorgien a annoncé en avril 2004 qu'il souhaitait éventuellement rejoindre l'Union Européenne, ce qui irritait la partie russe. Cependant, le sujet de discord principal restait L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud qui ont avorté toute tentative de coopération et de rapprochement Russo-Géorgien.

En 2004, la Géorgie a choisi la force pour traiter la question de l'Ossétie du sud. À ce moment-là, aucune réponse de Moscou mis à part la suspension des pourparlers et l'arrêt

¹Andrei P. Tsygankov, *Russia and the West from Alexander to Putin: Honor in International Relations* (Cambridge: Cambridge University Press, 2012), 237.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

des visas aux Géorgiens. Cette réponse n'était pas celle attendue par tout le monde, qui pensait que la Russie aller directement intervenir militairement. En 2004 aussi, la Russie a accueilli les deux candidats aux élections contestées en Abkhazie à Moscou en novembre pour jouer le rôle de médiateur, cette initiative a été perçue comme provocatrice de la part de la Géorgie qui considérait l'Abkhazie comme faisant partie de son territoire. La Géorgie accusait la Russie de suivre une politique de doubles standards, s'opposant aux séparatistes chez eux tout en soutenant apparemment le séparatisme en Géorgie.

En février 2005, la Russie a réitéré qu'elle se réservait le droit de mener des frappes préventives sur le territoire géorgien contre des terroristes potentiels. Cette déclaration a eu l'effet d'une bombe et a relancé les tensions d'avant, oubliées mais jamais dépassées. Pour poursuivre sa politique étrangère envers la Géorgie dans ce nouveau contexte de tensions pas aussi nouveau que ça, la Russie utilise le gaz et décide d'augmenter les prix pour l'hiver.

Durant l'hiver 2006 une explosion de pipeline a interrompu la livraison de gaz à la Géorgie, cette dernière a été suivie d'un retard de réparation et de maintenance, la Géorgie accusa alors la Russie de sabotage, l'accusant ainsi d'avoir prémédité cet accident.

Après tout cela, une série d'évènements s'est précipitée l'une après l'autre, compliquant ainsi la situation. La Géorgie a accusé la Russie de violer son espace aérien et de complicité dans une série d'attentats, et les casques bleus russes dans les régions séparatistes étaient caractérisés comme menaçants, plutôt que neutres, ce qui a conduit la Géorgie à prendre plusieurs mesures, y compris une résolution parlementaire en février 2006, stipulant que les casques bleus russes n'étaient plus les bienvenus dans les régions séparatistes.

Pour frapper fort, la Russie a choisi la voix économique en interdisant le vin géorgien, dont 90% était exporté vers la Russie, d'entrer dans ses marchés. La Russie a aussi temporairement fermé sa seule frontière terrestre avec la Géorgie pour « Construction », perturbant les exportations géorgiennes. Ce jeu du chat et de la souris entre la Russie et la Géorgie a escaladé les hostilités et les provocations qui étaient désormais devenues des actes de routine. Cependant, rendant la situation un peu ambiguë, des rapprochements et des pas de coopération ont été entamés en 2005. Après de nombreuses discussions, la Russie a accepté de retirer ses deux bases militaires à Batoumi et Akhalkalaki dans un délai accéléré.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

En réponse, Edouard Saakashvili a prétendu offrir une main d'amitié à la Russie, bien qu'il se soit lamenté que sa main était « suspendue dans l'air »¹.

En 2006, un scandale d'espionnage a détruit tout espoir de réconciliation déjà bien écarté, la Géorgie arrêta quatre agents du renseignement russes et se prépara à les juger pour espionnage. La Russie a vu ceci comme un point de non-retour, ce qui ouvra la porte à une transition de stratégie de la part des russes, allant du confinement passif à actif. Même si la pression internationale persuada la Géorgie de libérer les agents à l'OSCE après seulement quelques jours, la Russie ne tempéra pas sa réponse. Le retrait des troupes fut temporairement suspendu, tous les liens de transport et postaux entre les deux pays furent rompus, les entreprises géorgiennes dans la Russie furent scrutées et harcelées et de nombreux Géorgiens en Russie furent arrêtés et expulsés. Gazprom évoqua le doublement du prix du gaz et menaça au début d'hiver, comme à ces habitudes, de couper les fournitures si elle n'était pas payée. La Géorgie accuse la Russie de chantage et appelle la communauté internationale à réagir en poursuivant la Russie devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Ces événements avaient eu lieu pendant le premier mandat de Vladimir Poutine, Dimitri Medvedev n'avait pas encore été élu président de la Fédération de Russie. Mais ces événements ont en quelques sortes préparé le terrain pour un conflit armé. Ce conflit peut être analysé à travers les documents officiels de sécurité russe de 2008. Ces textes révèlent plusieurs idées clés qui ont d'une certaine manière influencé l'intervention militaire russe. La Russie se voyait désormais comme une puissance mondiale et devait se faire traiter comme telle, à travers le document de la politique étrangère apparu après la guerre mais approuvé le 12 juillet, soit avant cette dernière. Il affirmait que la Russie devait défendre ses intérêts nationaux et son statut international. Il dénonce l'Occident, accusé de chercher à affaiblir la Russie en étendant l'OTAN (notamment en Ukraine et Géorgie) et en contrôlant les ressources énergétiques. Il critique aussi les « doubles standards » de l'Occident, comme le soutien à l'indépendance du Kosovo, qu'il considère comme un précédent dangereux pour des régions comme l'Abkhazie ou l'Ossétie du Sud. La Russie justifie son intervention en Géorgie par la nécessité de protéger les populations russophones, de contrer les ambitions

¹ Ibid., 239.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

géorgiennes comme les tentatives de reprendre les régions séparatistes et de résister à l'influence occidentale qu'elle juge hostile.

Il est toutefois indéniable que cette escalade ne fut pas uniquement le fait des deux protagonistes russo-géorgiens. En effet, certains événements internationaux en 2008, notamment la déclaration d'Indépendance du Kosovo, soutenue par l'occident, ont contribué à attiser les tensions. Or, si le Kosovo peut devenir indépendant, alors l'Abkhazie et l'Ossétie du sud devraient pouvoir l'être également. Ce positionnement, que la Russie considère comme hypocrite, alimente son ressentiment. La Russie a toujours, et même sous Boris Eltsine, redouté un effet domino : la reconnaissance du Kosovo risquait d'encourager ses propres mouvements séparatistes ainsi que de ces alliés, notamment la Chine avec le Tibet. La question géorgienne plaçait alors Moscou dans une position très délicate, tiraillé entre les pressions des régions d'Abkhazie et de l'Ossétie du sud, qui réclamait son soutien. Les positionnements de l'Occident et de l'OTAN étant favorables à la Géorgie. Enfin, la Géorgie menaçait de bloquer l'entrée de la Russie à l'organisation mondiale du commerce (OMC), si Moscou reconnaissait l'indépendance des régions séparatistes. En effet, à l'OMC, le processus d'adhésion repose sur le consensus : tout pays souhaitant intégrer l'organisation doit négocier des accords bilatéraux avec les membres existants, et l'opposition d'un seul suffit à bloquer l'adhésion. Membre de l'OMC depuis 2000, la Géorgie disposait ainsi d'un levier supplémentaire pour faire pression sur la Russie.

Les premiers moments de la présidence de Dimitri Medvedev ont été marqués principalement par les événements en Géorgie, à peine installé, il devait déjà gérer des relations bilatérales tendues puis une intervention militaire. Cependant, les tensions dans la relation entre Moscou et Tbilissi ont atteint leur paroxysme en janvier 2008 bien avant son élection lorsque, durant une campagne présidentielle géorgienne, le président Mikhaïl Saakachvili a vanté que si il était réélu, il réintégrerait la Géorgie « à tout prix »¹ cette déclaration menaçait indirectement la Russie qui dans ses nouveaux textes officiels, soulignait qu'elle ferait tout pour protéger ces citoyens à l'étranger, et la politique des passeports les rendait automatiquement russes, ce qui donnait une légitimité juridique à la Russie pour intervenir. Contrairement à Boris Eltsine avec le cas de la Tchétchénie, Dimitri

¹J.L. Black, *The Russian Presidency of Dmitry Medvedev, 2008-2012: The Next Step Forward or Merely a Time Out?* (London: Routledge, 2015), 133.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Medvedev n'a pas participé à l'escalade et l'engrenage de la situation mais était malgré lui entraîné dedans.

En juillet 2008, la Russie avait déjà mené des exercices militaires près de la frontière géorgienne avec 8 000 soldats¹. Début août, les deux pays commencent à s'accuser mutuellement d'escalade, la Géorgie dénonçait des mouvements de troupes russes, tandis que la Russie leur reprochait d'aggraver les tensions en Ossétie du sud. Le 7 août, après des bombardements croisés entre forces géorgiennes et sud-ossètes, la Géorgie a lancé une offensive malgré une brève trêve. Le 8 août, Dimitri Medvedev ordonne l'intervention militaire envoyant ainsi des troupes via le tunnel de Roki, bombardant des bases géorgiennes et accusant la Géorgie de « nettoyage ethnique ». En trois jours, l'armée russe a pris le contrôle de l'espace aérien géorgien, de la ville stratégique de Gori et des axes routiers clés. L'Abkhazie, soutenue par Moscou, a ensuite attaqué les 10 et 11 août, s'emparant ainsi du port de Poti.

Le 12 août 2008, un cessez-le-feu est négocié par le président français Nicolas Sarkozy, cette médiation européenne, d'un point de vue décisionnel, rend le président Dimitri Medvedev plus enclin et ouvert à la négociation, chose largement écarté par Boris Eltsine. Cet accord a permis à la Russie de maintenir ses troupes près de l'Ossétie du sud, à Poti, pendant deux autres semaines. L'intervention russe était considérée par les russes comme une réponse directe à l'offensive géorgienne. Le côté géorgien soutient que la Russie a planifié l'invasion avant le 8 août. La Géorgie s'est retrouvée impliquée dans un conflit dans lequel elle avait perdu tout contrôle, donc comme réponse, elle annonce son retrait de la CEI qui s'est concrétisé jusqu'en 2009. La reconnaissance de la Russie des régions séparatistes a été perçue comme une réponse indirecte à la reconnaissance occidentale du Kosovo.

Pour revenir à Dimitri Medvedev, ce dernier a joué un rôle central et controversé dans la décision d'engager militairement la Russie lors du conflit en Géorgie en août 2008, il était président et la constitution de la Fédération de Russie dans ces articles 87 et 88 stipule que ce dernier est chef suprême des forces armées et a tous les pouvoirs lorsqu'une situation d'urgence survient. Selon les analyses occidentales², il aurait pris l'initiative

¹Roger E. Kanet, ed., *Russia, Re-Emerging Great Power* (Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan, 2007), 108.

²Valerie A. Pacer, *Russian Foreign Policy under Dmitry Medvedev, 2008-2012* (London: Routledge, 2016), 33.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

d'ordonner l'utilisation de la force avant même la réunion du Conseil de sécurité russe pour discuter de la crise, et sans obtenir l'aval préalable du Conseil de la Fédération, pourtant requis par la constitution, pour tout déploiement de troupes à l'étranger. Cette décision unilatérale, intervenue alors que Vladimir Poutine, était Premier ministre, assistait aux Jeux Olympiques de Pékin, ce qui montre son autonomie totale dans cette décision.

Medvedev a lui-même expliqué son hésitation initiale : face à l'avancée des troupes géorgiennes en Ossétie du Sud, il a temporisé, espérant que Tbilissi « aurait la sagesse de s'arrêter ». Ce n'est qu'après l'intensification des bombardements géorgiens sur des civils et des casques bleus qu'il a jugé légitime d'intervenir, insistant sur le caractère « complexe » d'une telle décision pour un président en poste depuis moins de trois mois. Cette période d'attente a néanmoins été marquée par des tentatives diplomatiques, comme l'ordre donné au vice-ministre Karasin de contacter le président géorgien Mikhaïl Saakashvili, interprété par certains experts comme une volonté russe d'éviter l'escalade.

Bien que Poutine ait ensuite pris une place visible dans la gestion post-conflit en se rendant sur le terrain et en coordonnant les opérations, c'est Medvedev qui, conformément à ses prérogatives constitutionnelles, a assumé la responsabilité politique et stratégique de l'intervention. Son action révèle à la fois une certaine prudence tactique, marquée par des canaux diplomatiques maintenus jusqu'au dernier moment, et une rupture avec les procédures légales russes, notamment en contournant le Conseil de la Fédération. Ce contexte alimente les débats sur la répartition réelle du pouvoir entre Medvedev et Poutine durant cette crise.

Le 26 août 2008, Dimitri Medvedev reconnaît officiellement l'Abkhazie et l'Ossétie du sud comme région indépendante de la Géorgie, estimant qu'elles ne peuvent être contraintes ou forcées à réintégrer leur état d'origine. Medvedev a présenté cette décision comme réponse aux demandes des peuples. Pour légitimer cette action, il invoqua la déclaration d'indépendance du Kosovo et sa reconnaissance par de nombreux états. Lors d'une conférence de presse avec le président Nicolas Sarkozy, suite à la médiation européenne, Dimitri Medvedev a souligné que le droit à l'autodétermination et l'émergence de nouveaux états sont des phénomènes complexes, faisant ainsi référence au Kosovo. Il

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

compare le rejet du Kosovo de l'intervention des forces de paix de l'ONU au profit de l'UE pour justifier le droit de ces régions à choisir leurs propres forces de paix¹.

Malgré les déclarations de Dimitri Medvedev, une image s'était créée du pouvoir russe durant cette période, qui supposait une coexistence allant jusqu'à la lutte du pouvoir entre le président et son premier ministre Vladimir Poutine, qui la plupart des tensions s'étaient envenimées durant son premier mandat. Ce contexte de supposée lutte interne aurait pu influencer les décisions étrangères de Dimitri Medvedev, dans un acte de démarcation des décisions précipitées prises, comme la reconnaissance prématurée des deux régions séparatistes.

Le fait d'avoir accepté la médiation européenne présidée par la France, alimente d'autant plus l'image de Dimitri Medvedev le rendant ainsi un dirigeant russe plus ouvert diplomatiquement. Car il accepta rapidement de retirer les troupes russes après avoir atteint leur objectif. Chose que son prédécesseur Boris Eltsine n'a pas su faire malgré les humiliations profondes de son armée lors de la guerre Russo-tchéchène de 1994.

Dimitri Medvedev considérait la guerre russo-géorgienne comme l'évènement le plus marquant de son mandat présidentiel. Il attribue cependant l'entière responsabilité à Mikhaïl Saakashvili, l'accusant au passage de vouloir bloquer la normalisation des relations russo-occidentales. Il décrit Saakashvili comme une personne incapable de prendre des décisions mais aime dire à chaque interlocuteur exactement la bonne chose². Il critique aussi son rôle dans le blocage de l'adhésion de la Russie dans l'OMC. Durant la même interview, il minimise le rôle de son premier ministre Vladimir Poutine pendant la guerre, affirmant que leur première discussion a eu lieu 24 après avoir ordonné aux généraux d'ouvrir le feu. Dans plusieurs interviews données à des chaînes américaines ou russes, Dimitri Medvedev souligne toujours qu'il était celui qui a pris cette décision, notamment à la chaîne NTV Channel le 7 août 2009³. Il a aussi déclaré que la Russie « ne craignait pas une nouvelle

¹ Ibid.,34.

²Pavel K. Baev, « Medvedev Reflects on the Georgia War and On Himself », Eurasia Daily Monitor 8, no 152 (8 août 2011), The Jamestown Foundation, <https://jamestown.org/>, consulté le 1 Mai 2025.

³Staff Reporter, « I took all decisions, says Medvedev of Georgia war », The Mail & Guardian, 7 août 2009, <https://mg.co.za/article/2009-08-07-i-took-all-decisions-says-medvedev-of-georgia-war/>.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

guerre froide »¹, cette déclaration affirme la rupture entre la Fédération de Russie et l'Occident concernant leurs stratégies divergentes.

Plusieurs initiatives de coopération Est-Ouest avaient été introduites par Dimitri Medvedev lors de son mandat présidentiel 2008-2012, ce dernier a proposé un nouveau traité de sécurité européenne en juin 2008, visant à renforcer la sécurité et les relations communes. Il a également initié l'initiative Merkel-Medvedev en juillet 2010, qui suggérait un dialogue sécuritaire entre l'Union Européenne et la Russie. Ces gestes indiquaient un certain intérêt de sa part dans la contribution à la sécurité commune. Dimitri Medvedev ne mettait pas l'UE et l'OTAN dans le même sac, selon lui, des possibilités de coopération et de partenariat responsables et pragmatiques étaient possibles, contrairement à l'OTAN qui était perçue comme un instrument d'influence américaine.

Plusieurs initiatives ainsi que discours de Dimitri Medvedev peuvent être analysés pour permettre d'évaluer ses décisions. Dans ce contexte il est pertinent de revenir aux théories de la prise de décision. Pour le cas de la décision de Medvedev d'entrer en guerre contre la Géorgie, la théorie des perspectives (Prospect Theory) est la plus pertinente pour ce cas.

Pour Dimitri Medvedev l'important était de préserver l'influence russe dans l'environnement proche étranger. Les initiatives Géorgiennes de rapprochement vers l'OTAN et sa volonté claire de reprendre l'Ossétie du sud jusqu'alors alliée de la Russie, fut perçue par la Russie et l'élite russe bien avant la présidence de Medvedev, qui en faisait déjà partie, comme menace de perte majeure d'influence. Le cadrage du conflit joua un rôle tout aussi important car la Russie sous les ordres d'intervenir de Medvedev présenta l'opération comme une nécessité pour protéger des citoyens russes en Ossétie du sud, ce qui s'allie parfaitement avec le contenu de la conception de la PE de 2008, approuvée par lui. Cette action militaire était devenue une action légitime de la Russie. Pour le domaine de perte, la Russie de Dimitri Medvedev craint de perdre une zone d'influence vitale et de la voir devenir un terrain pour les activités de l'OTAN que Dimitri Medvedev juge comme instrumentalisé par les États-Unis. Cette stratégie d'entamer la guerre était risquée en effet, mais pas pour la

¹Alexander Astrov, ed., *The Great Power (Mis)Management: The Russian–Georgian War and Its Implications for Global Political Order* (Farnham, UK: Ashgate Publishing, 2011), 60.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Russie de 2008, conformément à la théorie des perspectives, selon laquelle l'aversion aux pertes l'emporte sur la prudence.

Dans la phase d'évaluation, Dimitri Medvedev a jugé les coûts de cette intervention militaire et ses répercussions (sanctions et isolement diplomatique, responsabilité internationale), bien moins graves que le risque de perdre une crédibilité régionale dans la région de la CEI. La reconnaissance du Kosovo par l'occident a, selon la vision russe, dont Dimitri Medvedev, ajouté de l'huile sur le feu et renforça l'idée que si la Russie était restée silencieuse, cela entrainera des pertes bien plus grandes dont l'influence régionale. La Russie sous Medvedev joua sur le gaz naturel comme instrument majeure de la PE lors de ce conflit, même bien avant la guerre, l'utilisant comme outil de chantage, après la guerre elle mise tout sur la dépendance européenne du gaz russe pour espérer limiter les sanctions. Après une guerre éclair et surtout après avoir atteint ces objectifs dans la région, la Russie s'est rapidement retirée du sol Géorgien, limitant ainsi les risques tout en consolidant ses gains, légitimant davantage son récit de protéger les citoyens russes dans la région. La façon dont cette guerre a été présentée (l'effet de cadrage) atténua les critiques internationales en apportant une justification. Dimitri Medvedev, guidé par l'émotion de la perte que par une rationalité froide, a su apporter des justifications à cette intervention et son ouverture à la négociation a d'autant plus souligné et appuyé ces discours de justification, limitant ainsi les répercussions d'une responsabilité internationale et présentant la Russie de Medvedev comme ouverte diplomatiquement, faisant ainsi d'une pierre deux coup.

Concernant le style du Leadership de Dimitri Medvedev à partir de ce conflit, on peut reconnaître que ce style combine plusieurs éléments à la fois : pragmatisme et autoritarisme. Son pragmatisme peut être ressenti dans la rapidité de réponse à l'offensive géorgienne en Ossétie du sud, qui reflète une adaptation aux circonstances, Medvedev a ajusté sa stratégie face à l'urgence, en mobilisant les ressources militaires nécessaires pour une réponse adéquate à la situation. Quant à son autoritarisme, il peut aussi être ressenti dans la rapidité de la réaction russe car cette décision a été effectivement centralisée puisque à plusieurs reprises, Dimitri Medvedev a souligné le fait qu'il avait agi seul et non pas dans l'ombre de son premier ministre.

En suivant la typologie de Charles Herman, Dimitri Medvedev correspond partiellement au « pompier » dû à sa réaction rapide qui le rend un décideur réactif, ce dernier a régi à l'offensive Georgienne sans dévoiler une stratégie préétablie, ce qui accroit les

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

réécrits géorgiens que cette guerre était préméditée bien avant. En même temps, il peut aussi être interprété comme « marionnette » pour les parties qui considéraient que son premier ministre Vladimir Poutine était le véritable initiateur de cette intervention, alimentant ainsi l'image que le pouvoir russe est cadré par l'appareil sécuritaire.

En suivant la méthode du *leadership trait analysis*, le style de leadership de Dimitri Medvedev met en lumière plusieurs caractéristiques marquantes. Tout d'abord, sa croyance en la capacité à contrôler l'événement apparaît élevée, dans ce cadre il a agi avec conviction que la Russie pouvait maîtriser le conflit avec la Géorgie et imposer un cessez-le-feu. En même temps, son besoin de pouvoir semble modéré, malgré sa décision centralisée, il a adopté un profil moins dominateur que son Premier ministre, cultivant ainsi son image de modernisateur. Pour sa complexité conceptuelle, elle apparaît faible et modérée, la réponse militaire rapide et directe avec peu de nuances diplomatiques au début, bien qu'une justification légale d'intervention montre sa confiance en soi élevée et son aspect procédurier car à la fin, la décision était justifiée par les textes officiels. En même temps, une forte méfiance lors de ses discours médiatiques comme ceux relatés dans les lignes précédentes, reflètent une forte méfiance du gouvernement Géorgien et des puissances occidentales, notamment l'OTAN.

On ne peut pas dire malgré cela que Dimitri Medvedev ait agi dans un vide institutionnel, comme chaque décideur, il a également agi dans un contexte structuré, sur le plan international, la Russie de Dimitri Medvedev a ignoré les pressions occidentales, mais a utilisé son droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU pour justifier davantage son intervention. Au niveau national, Dimitri Medvedev a mobilisé les médias d'état tel que Rossiya 24, pour diffuser le récit russe et leur version de l'histoire et légitimer leur réponse, illustrant ainsi le modèle du leader national de James Rosenau, fondé et basé sur des canaux d'influence de l'opinion publique.

3.3.3 La politique étrangère russe de la Russie envers l'Ukraine sous Vladimir Poutine :

La Russie et l'Ukraine partagent un passé et une histoire commune bien antérieure à la période soviétique. Tous deux sont liés à la principauté de Kiev, considérée comme le berceau des peuples slaves de l'Est. C'est pour cela que Kiev est souvent appelée « la mère

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

des villes russes », car elle a influencé les deux peuples (russe et ukrainien)¹ bien avant qu'ils ne se distinguent.

Les relations entre la Fédération de Russie et l'Ukraine ont depuis la chute de l'URSS commencé avec des débats sur les questions des frontières. Le problème a commencé fin août 1991 après la déclaration d'indépendance de l'Ukraine, le 29 août de la même année, le porte-parole de président Boris Eltsine, Pavel Voshchanov a annoncé que si l'Ukraine se séparait de l'URSS, la Russie se réservait alors le droit de revoir ses frontières avec cette dernière².

Décembre 1991, un referendum d'indépendance a été voté et à la grande surprise des élites russes, 90% des voix étaient en faveur de l'indépendance. Ces résultats ont contraint la Russie de 1991 à lâcher prise sur les oblasts orientaux de l'Ukraine, mais sans pour autant la Crimée, autrefois russe transférée à l'Ukraine en 1954 à l'occasion du 300e anniversaire du traité de Pereyaslav, par lequel fut réalisée l'union entre l'Ukraine et la Russie. Nikita Khrouchtchev décida de rattacher la Crimée à l'Ukraine, avec l'approbation des Présidium des Soviets suprêmes des deux républiques. Les russes avaient misés sur la Crimée à cause du nombre de russophones y habitant, et les résultats du vote en faveur de l'indépendance y étaient les plus bas avec 54% des voix.

Le 4 décembre 1991, Boris Eltsine a fait une déclaration sur la reconnaissance par la Fédération de Russie de l'indépendance de l'Ukraine et le 14 février 1992, les deux pays établirent leurs relations diplomatiques. Cependant, durant la même année et lors d'une visite en Ukraine, le vice-président russe Aleksandr Rutskoi fait une déclaration directe sur la Crimée, s'appuyant sur des bases historiques et déclarant : « Si l'on se tourne vers l'histoire, alors encore une fois l'histoire n'est pas du côté de ceux qui essaient de s'appropriier cette terre. Si en 1954, peut-être sous l'influence d'une gueule de bois ou peut-être d'un coup de chaleur, les documents appropriés ont été signés selon lesquels la Crimée a été transférée à la juridiction de l'Ukraine, je suis désolé, un tel document n'annule pas l'histoire de la Crimée »³.

¹ Romain Yakemtchouk, La politique étrangère de la Russie (Paris : L'Harmattan, 2008),83.

²Serhii Ploky, Ukraine and Russia: Representations of the Past (Toronto: University of Toronto Press, 2008), 165.

³Ibid.,166.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Le début des tensions dans les relations bilatérales entre la Russie et l'Ukraine ont commencé en 1992 lors des accords de Lagomys en juin et de Yalta pour reconnaître le droit des deux états à une flotte, mais le partage est bloqué par des désaccords sur le contrôle de Sébastopol et la Crimée. La Russie maintient le contrôle de la flotte tandis que l'Ukraine exige sa souveraineté, ce qui accentue les tensions jusqu'à la réduction de livraison de gaz par la Russie en 1993. Plus tard, plusieurs compromis sont proposés comme un partage 50/50 qui sera rapidement rejeté par le parlement russe qui revendique Sébastopol comme faisant partie du territoire russe. L'Ukraine à travers la constitution de 1996, interdit les bases étrangères provoquant une crise avec la Russie et s'allie en retour avec la Moldavie et l'Azerbaïdjan pour contrer l'influence russe en rejoignant le GUAM.

En 1997, la Russie obtient le droit de stationner sa flotte à Sébastopol pour 20 ans renouvelable, en échange d'un loyer de 97,75 millions de dollar à verser annuellement¹. Malgré des petites tensions ici et là, la période sous la présidence de Leonid Koutchma de 1994 à 2004, a été relativement proche avec la Russie. Plusieurs figures pro-russes comme Viktor Ianoukovitch, qui occupait le poste de premier ministre à l'époque, montre leur inclination vers Moscou.

L'Ukraine tentant de se rapprocher de l'UE, reçoit un accueil froid jugeant non prête à une adhésion. Le président Koutchma limoge son ministre des Affaires étrangères Petro Porochenko, pro-occidental marquant un réalignement partiel vers Moscou au début de l'an 2000. Cette période désigne un tournant majeur pour la Russie et l'Ukraine, le mandat de Vladimir Poutine vient de commencer. Fraichement installé au Kremlin, Vladimir Poutine effectue une visite d'état en Ukraine, il note lors de sa visite les dettes gazières que doit Kiev à Moscou et reconnaît la souveraineté de l'Ukraine sur la Crimée et Sébastopol. Cette visite laisse les responsables ukrainiens méfiants du nouveau leader russe fraîchement installé.

L'Ukraine est marqué dans les années 2000 par l'instabilité politique et économique. Ce qui conduit à une volonté de changement. C'est dans ce contexte qu'en 2004, la révolution Orange s'entame en Ukraine et la Russie sous Vladimir Poutine est accusée d'ingérence électorale. En effet, ce dernier soutient ouvertement Viktor Ianoukovitch, un candidat pro-russe et pour s'assurer de sa victoire, il mobilise plusieurs ressources comme les médias, le conseiller politique Glab Pavlovsky qui félicite même Viktor Ianoukovitch

¹Romain Yakemtchouk, la politique étrangère,90.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

d'avance pour son élection après un scrutin frauduleux¹. Pour financer sa campagne, Vladimir Poutine à travers Gazprom autorise des surfacturations dans des contrats gaziers et en truquant les élections², à cette époque l'Ukraine accuse la Russie d'utiliser des « technologues politiques », soit des personnes qui organiseraient des manifestations soutenant Viktor Ianoukovitch. Cependant, ce dernier fut rapidement écarté laissant ainsi place à Viktor Louchtchenko, un candidat pro-occidental qui remporta les élections suite à l'annulations des résultats par la cour suprême. Cet évènement marque et symbolise cette révolution ouvrant ainsi une possibilité d'un nouveau tournant occidental pour l'Ukraine. Cependant, des divisions internes dans la société ukrainienne commencent, la divisant ainsi : l'Est pro-russe et les régions occidentales pro-européennes.

La défaite de Viktor Ianoukovitch contre son adversaire Viktor Louchtchenko après la révolution orange est perçue par Vladimir Poutine comme une défaite stratégique contre l'Occident. Il accuse alors les États-Unis et l'UE de financer les manifestants. Ces accusations sont largement contestées dans les narratifs occidentaux qui assurent que Vladimir Poutine est un complotiste qui propage des théories du complot. Bien que le nouveau gouvernement installé soit pro-occidental, Vladimir Poutine refuse de baisser les bras et maintient l'influence en Ukraine à travers les réseaux d'oligarques comme le rôle de l'entreprise *RosUkrEnergo* (RUE), Co gérée par des russes dans l'affaiblissement des institutions ukrainiennes et le rôle des services de sécurité qui tentent d'empoisonner Viktor Louchtchenko avant même son élection³.

C'est cette période post-révolution qui marqua les enjeux géopolitiques de la région, le nouveau gouvernement de Viktor Louchtchenko et Ioulia Timochenko ont rapidement montré leurs ambitions atlantistes en voulant intégrer l'OTAN et l'UE pour se détacher de l'influence russe. En 2005, l'Ukraine signe un partenariat stratégique avec les États-Unis pour marquer cette nouvelle volonté de changement.

La Russie, à l'instar de la Tchétchénie et de la Géorgie, voit l'Ukraine comme étant son espace vital où elle doit continuer d'influencer. Vladimir Poutine s'oppose fermement à

¹Angela E. Stent, *Putin's World: Russia Against the West and With the Rest* (New York: Twelve, 2019), 170-172.

²Andrew Wilson, *Ukraine Crisis: What It Means for the West* (New Haven and London: Yale University Press, 2014), 38-41.

³Christophe Châtelot, « L'empoisonnement de Viktor Iouchtchenko raconté par son médecin », *Le Monde*, 11 juin 2008, modifié le 11 juin 2008, (<https://www.lemonde.fr/> consulté le 10 mai 2015).

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

l'intégration de cette dernière dans l'OTAN, y voyant une menace pour sa sphère d'influence. En 2006, Ianoukovitch encore premier ministre, suspend le processus d'adhésion lors d'une visite à Bruxelles, invoquant le manque de soutien populaire. Cette action parvient dans un contexte de cohabitation politique entre le président pro-occidental et son premier ministre pro-russe. Bien que le président fût très favorable à cette adhésion, le premier ministre et le parlement (RADA) avaient d'autant plus d'influence après les réformes qui ont suivi les événements de 2004.

Pour faire pression sur l'Ukraine, Vladimir Poutine choisit le Gaz comme outil principal de la PE. En effet, l'Ukraine dépend à 80% du gaz russe et le conflit à répétition à propos du prix du gaz entraîne plusieurs coupures, affectant non pas seulement l'Ukraine, mais également l'Europe. Pour mieux contrôler le transit du Gaz, la Russie à travers Gazprom, cherche à contrôler les réseaux de gazoducs ukrainiens tandis que Kiev pour empêcher cela, accumule les lois anti-privatisation. Pour réduire sa dépendance, l'Ukraine cherche d'autres marchés alternatifs comme le gaz turkmène, mais elle y arrive à peine à cause de plusieurs facteurs, notamment la corruption qui favorise le terrain pour les oligarques pro-russes et l'interdépendance industrielle liée à la Russie qui complique la rupture économique.

Le 7 février 2010, Viktor Ianoukovitch est devenu le nouveau président de l'Ukraine après la fin du mandat de Viktor Loutchenko. Cette fois, si les élections ont été jugées démocratiques, Loulia Timochenko n'a pas remporté les élections à cause des désillusions envers les promesses non tenues de son ex partenaire Louchtchenko. Désormais Vladimir Poutine avait un allié à Kiev et les craintes de basculer vers le côté occidental s'était évaporé, du moins pour un moment.

Le 21 novembre 2013, Viktor Ianoukovitch annonce la suspension d'un accord d'association avec l'UE devant être signé à Vilnius. Cette décision était pour les Ukrainiens pro-occidentaux perçue comme preuve d'allégeance à Vladimir Poutine et le Kremlin, ce qui entraîne des manifestations sur la place Maidan à Kiev. Les opposants pro-européens dont Arseni Iatseniouk (futur premier ministre) organisent et participent à des manifestations réclamant la démission de Viktor Ianoukovitch, ce qui annonce la naissance de l'Euromaïdan. Les manifestants sont violemment réprimandés ce qui accroît la colère populaire et en février 2014, les affrontements s'intensifient causant la mort de 26 personnes, le 18

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

février¹. Les manifestants ont alors menacé de prendre les armes si Viktor Ianoukovitch ne démissionne pas. Le 22 février il fuit en Russie et le parlement ukrainien (RADA) lance un mandat d'arrêt international contre lui.

La Russie réagit et annexe la Crimée. Mais avant cela un référendum est voté avec 83% de participation et 95% votant en faveur du rattachement à la Russie. Vladimir Poutine a qualifié le transfert de la Crimée à l'Ukraine en 1954 d'illégal et arbitraire² ce qui contredit son discours de 2000 lors de sa première visite en Ukraine. Ce repositionnement de Vladimir Poutine indique une adaptabilité dans sa manière de décider. Le transfert de la Crimée représente pour lui une récupération d'un bien autrefois perdu. Poutine est décrit par la plupart des médias occidentaux comme le planificateur principal de cet événement et cela bien avant 2014. Sa motivation n'est pas l'héritage historique et culturel en commun mais géostratégique, car ce transfert permettra à la flotte russe de Sébastopol d'avoir plus de liberté et un accès ouvert à la mer noire. Le récit lié à la préméditation bien avant le référendum a été d'autant plus alimenté par le déploiement de troupes non identifiées en Crimée en février 2014 (les petits hommes verts). L'utilisation du prétexte de la fuite de Viktor Ianoukovitch et qualifiant le nouveau gouvernement pro-occidental de coup d'état illégitime, n'étaient pour les Ukrainiens que prétextes utilisés par Vladimir Poutine pour légitimer cette annexion.

Dans d'autres discours, il insiste souvent sur l'idée d'une biographie commune avec les Ukrainiens, car tous deux étaient finalement les héritiers de la Russie de Kiev. Rendant cette dernière une extension naturelle de la Russie. Il dit : « L'ours ne demandera la permission de personne... Il ne cédera pas sa taïga à quiconque »³ cette phrase est prononcée lors d'un forum sur la PE russe, à travers cette métaphore Vladimir Poutine désigne la Russie par l'ours et la taïga représente la souveraineté russe, pour montrer indirectement que toute atteinte à sa souveraineté, y compris dans ses espaces d'influences sera contrée.

Poutine accuse la CIA d'avoir joué un rôle dans l'Euromaïdan et qualifie les manifestants pro-européens d'être des « néonazis », soit des extrémistes invoquant la figure

¹Stefan Hedlund, *Ukraine, Russia and the West: When Value Promotion Met Hard Power* (Abingdon, Oxon; New York: Routledge, 2023), 112-114.

²Roger E. Kanet et Dina Moulioukova, dir., *Russia and the World in the Putin Era: From Theory to Reality in Russian Global Strategy* (New York: Routledge, 2022), 115-120.

³Robert Nalbandov, *Not by Bread Alone: Russian Foreign Policy under Putin* (Lincoln, Nebraska: Potomac Books, 2016), 185.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

de Stépan Bandera que les russes voient comme un collaborateur des nazis, alors que les Ukrainiens le considèrent comme un héros. Cet exemple s'inscrit dans un contexte de volonté de réécrire l'histoire du côté ukrainien pour se détacher de tout liens avec la Russie, notamment dans leur mémoire commune. Vladimir Poutine a présenté l'annexion de la Crimée comme un acte de réunification, ce qui a été largement célébré en Russie, devenant la deuxième source de fierté nationale après la victoire de 1945. Vladimir Poutine a su se donner une image de gardien de la Russie, ce qui lui permettra d'avoir un soutien public dans chaque décision future.

Dans ce contexte de tension croissante entre la Russie et l'Ukraine après l'annexion de la Crimée, un nouveau gouvernement pro-occidental s'est alors installé à Kiev, marquant ainsi une volonté claire de changement profond. Le président intérimaire Oleksandr Tourchynov, puis l'élection de Petro Porochenko, en mai 2014, ont marqué le début d'un rapprochement clair avec l'Union Européenne et l'OTAN. Ce virage s'est poursuivi sous la présidence de Volodymyr Zelensky, élu en 2019, qui a renforcé cette orientation euro-atlantique. Le 24 février 2022, le conflit ukrainien est entamé, mais elle est causée par une accumulation de tensions, de désillusions et de ressentiments nourris depuis plusieurs décennies par la Russie, et plus particulièrement par Vladimir Poutine. Cette décision n'était pas un acte isolé ou irrationnel soudain, comme celui de la Géorgie en 2008 qui constituait une réaction à une action entreprise. La guerre en Ukraine de 2022 s'inscrit dans une dynamique profonde de rupture avec l'ordre libéral international et l'unipolarité souvent visée dans les textes officiels de la Fédération de Russie. Vladimir Poutine incarne cette volonté de changement et de rupture bien plus que les autres décideurs ayant occupé ce poste. Il considère que l'Occident, par l'élargissement de l'OTAN, les interventions militaires unilatérales (comme au Kosovo ou en Irak), et la diffusion de ses valeurs libérales, a trahi les promesses de partenariat faites à la Russie dans les années 1990 à Boris Eltsine. Cette trahison a nourri une méfiance chez Vladimir Poutine et les élites russes du 21^{ème} siècle, qui ont commencé à affirmer leur rejet d'un ordre mondial dominé par l'occident et à la place, il propose une autre alternative : celle d'une Russie civilisationnelle, porteuse de valeurs spirituelle et traditionnelles, opposées à la décadence morale de l'Occident. Dans cet ordre d'idées, la Russie de Vladimir Poutine s'allie avec d'autres puissances civilisationnelles dont la Chine, pour renverser le système post-guerre froide.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

La décision de Vladimir Poutine d'entamer la guerre ou « opération militaire spéciale » est donc non pas seulement une réponse à un enjeu stratégique considérant l'Ukraine comme sa zone d'influence, mais aussi un enjeu d'identité et de changement contre un modèle (occidental) considéré comme dangereux et fatal à l'identité russe¹. Le fait de laisser les représentations occidentales (OTAN et UE) entrer en Ukraine signifierait pour la Russie leur ouvrir les portes de Moscou. Cependant, dans un texte de 2020, Vladimir Poutine réinterprété l'histoire soviétique pour légitimer l'annexion de la Crimée en 2014, comparant l'humiliation de la Russie de 1991 à celle de l'Allemagne de 1918². Une année plus tard en juillet, il publie un manifeste niant l'existence de l'Ukraine en tant que nation, la qualifiant d'une création artificielle des Bolcheviks³. Ces documents alimentés davantage la vision occidentale d'une préméditation du conflit le 21 février 2022, Vladimir Poutine accusant le gouvernement ukrainien « néonazi » de génocide dans le Donbass et invoque une mission de sauvetage des Ukrainiens qui à la fin, sont des russes égarés dû à leur histoire commune⁴.

La Décision de guerre contre l'Ukraine était selon les textes et discours de Vladimir Poutine une opération de sauvetage, cette dernière a été décidée en secret fin 2021, sans consultation large où seuls trois proches de Vladimir Poutine sont informés, les généraux apprenant le plan, une semaine avant le début de l'intervention militaire. Dans la folie des événements et sûrement dû à une erreur de perception, Vladimir Poutine anticipe une victoire rapide, tout comme Boris Eltsine avant lui, il comptait sur une acceptation du peuple ukrainien et n'a pas pris en compte le soutien occidental, notamment les États-Unis de Joe Biden. La difficulté à prendre Kiev révèle les limites de l'armée russe et en même temps la crédibilité du régime. Cependant, il ne faut pas nier que le Kremlin a, plusieurs fois, rappelé métaphoriquement Volodymyr Zelensky de revenir à la raison et de ne pas suivre un chemin atlantique, ce dernier dans une sous-estimation ne pensait pas que la Russie était capable de

¹Jean-François Caron, *Putin's War and the Re-Opening of History* (Singapore: Springer Nature Singapore Pte Ltd., 2023), 5-29.

²Poutine, Vladimir. « 75 лет Великой Победы: общая ответственность перед историей и будущим » [75 ans de la Grande Victoire : une responsabilité commune envers l'histoire et l'avenir]. Сайт Президента России (Site du Président de la Russie). 18 juin 2020. <http://kremlin.ru/events/president/news/63527> (consulté le 10 mai 2025).

³ Poutine, Vladimir. « Об историческом единстве русских и украинцев » [De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens]. Сайт Президента России (Site du Président de la Russie). 12 juillet 2021. <http://kremlin.ru/events/president/news/66181> (consulté le 10 Mai 2025).

⁴ Mark Edele, *Russia's War Against Ukraine: The Whole Story* (Melbourne: Melbourne University Press, 2023), 132.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

mettre ses menaces à exécution. Il comptait sur le soutien occidental et espérait que l'OTAN intervienne pour combattre avec lui les russes. Cependant, l'Ukraine n'était pas encore admise à l'OTAN et selon l'article cinq de son amendement, les états interviennent que si un état membre est attaqué.

La guerre de l'Ukraine de 2022 a été pour Vladimir Poutine un moyen de réaffirmer la puissance de la Russie dans le monde. Il a justifié cette invasion par les objectifs ambigus de « démilitarisation » et de « dénazification » de l'Ukraine, présentée comme un État artificiel devenu une menace stratégique. Poutine a cherché à provoquer un changement de régime à Kiev en misant sur une offensive éclair, des assassinats ciblés¹ et la mobilisation de figures politiques pro-russes. Face à l'échec militaire et à la résistance ukrainienne, il a centralisé la gestion du conflit, contournant les structures traditionnelles de commandement et imposant une lecture idéologique de la guerre. Il a consolidé son pouvoir intérieur en réprimant toute dissidence, en promouvant un ultranationalisme agressif et en verrouillant l'espace médiatique. À l'international, Poutine a utilisé la guerre pour rompre avec l'Occident, s'enfermant dans une logique de confrontation et d'autarcie. Sur le plan diplomatique, il a maintenu une posture intransigeante, nommant des négociateurs radicaux et refusant tout compromis réel. Ainsi, cette guerre est devenue le prolongement de son projet personnel : restaurer la grandeur russe par la force, quitte à entraîner son pays dans une impasse stratégique, politique et économique.

Le déroulement de la crise en dit long sur Vladimir Poutine, en effet ce dernier a refusé de négocier avec son homologue ukrainien, en raison de plusieurs facteurs, à leur tête la manière dont Zelensky a sous-estimé la situation, malgré plusieurs avertissements. Selon les nouvelles déclarations de Vladimir Poutine, l'Ukraine représente un état artificiel non existant, comme l'indique le manifeste de 2021, ce qui la rend une nation presque invisible ou illégitime. Zelensky incarne aussi depuis son élection pour le Kremlin un rejet des valeurs traditionnelles et une représentation des valeurs occidentales, le fait d'avoir été comédien le décrédibilise plus devant Vladimir Poutine qui le qualifie de décadent. Cependant, Poutine à une personnalité souvent qualifiée d'autoritaire et violente, ce qui le rend plus apte à privilégier la force à la diplomatie, sans oublier qu'il part toujours d'une décision de

¹Samuel Ramani, *Putin's War on Ukraine: Russia's Campaign for Global Counter-Revolution* (London: Hurst & Company, 2023), 71-75.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

confrontation rendant ainsi toute concession perçue comme une faiblesse, probablement dû à sa carrière passée au KGB.

L'élection de Donald Trump a elle aussi énormément joué sur le déroulement du conflit. En effet, Joe Biden a renforcé le soutien occidental de l'Ukraine avec des livraisons d'armes et un renforcement des sanctions contre la Russie, surtout dans le domaine énergétique, dont elle dépend beaucoup. Trump quant à lui a toujours été septique envers l'OTAN, menaçant à plusieurs reprises de retirer les États-Unis de l'alliance. Son approche transactionnelle¹ le pousse à réduire son soutien à l'Ukraine, même lors de rencontres officielles lorsqu'il a accusé Zelensky de jouer avec une éventuelle troisième guerre mondiale. Cette rencontre filmée par tous les médias a montré un Trump méprisant Zelensky, lui infligeant ainsi une leçon de morale d'une manière pas très diplomatique, limite humiliante, avec l'appui de son vice-président JD Vance devant des millions de personnes, le rendant fautif de toute la situation alors que sous l'administration Biden, Zelensky était vu et présenté comme un héros et une victime presque de Vladimir Poutine.

Dans ce contexte, les pourparlers de Riyad le 11 Mars 2025, illustrent une pression accrue sur l'Ukraine pour accepter des compromis défavorables. Trump privilégiant des accords bilatéraux que des alliances multilatérales. C'est dans ce contexte qu'il écarte l'Europe du jeu, du moins partiellement, et pousse l'Ukraine à signer un accord de « *Ukraine-United states mineral resources* », accordant ainsi aux États-Unis les terres rares de l'Ukraine. Donald Trump ne bascule pas entièrement du côté de Moscou et de Vladimir Poutine, mais laisse savoir qu'ils pourraient éventuellement couper les fonds d'armement à l'Ukraine, un moyen indirect sans l'afficher diplomatiquement.

Dans le contexte de prise de décision, la théorie qui peut être appliquée à ce cas est l'analyse du code opérationnel, les croyances philosophiques déterminent la vision du monde d'un dirigeant, pour le cas de Vladimir Poutine, on remarque qu'il a une perception conflictuelle du système international, chose qui caractérise les élites politiques du courant euroasiatique. Ce dernier considère les relations internationales comme un jeu de pouvoir dominé par la rivalité, notamment entre l'Occident et l'OTAN et la nécessité de contrer l'expansionnisme occidental. Il a aussi un certain pessimisme stratégique dans lequel

¹Reuters, « Trump's Return to Power Sparks Fears in Kyiv Over Western Support », 12 Janvier 2025, <https://www.reuters.com/trump-kyiv-fears-western-support> consulté le 10 Février 2025.

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

Vladimir Poutine perçoit l'avenir comme imprévisible et hostile, notamment avec la révolution orange en 2004 et surtout de l'Euromaïdan. Il interprète ces événements comme étant des tentatives occidentales d'affaiblir la Russie, ce qui renforce sa conviction que la force est nécessaire pour protéger les intérêts vitaux de la Russie.

Pour les croyances instrumentales, Vladimir Poutine donne la priorité à la force militaire. L'invasion de l'Ukraine en 2022 illustre son penchant pour les moyens coercitifs, même dans la diplomatie, ces moyens sont jugés par Vladimir Poutine comme plus efficaces pour arriver à une fin. Vladimir Poutine minimise aussi les risques et les répercussions liés aux sanctions internationales, estimant que la dépendance de l'Europe énergétique limitera les réponses occidentales. Le timing de déclenchement de la guerre en 2022 coïncide avec une perception de faiblesse occidentale, notamment le retrait des troupes américaines de l'Afghanistan et les divisions internes en Europe et une militarisation accrue de la Russie, la rendant ainsi prête pour une intervention.

Selon la classification du code opérationnel, Vladimir Poutine s'inscrit dans la catégorie de pessimistes stratégiques dû à sa perception anarchique du monde, dominé par les conflits, nécessitant ainsi une posture défensive et assertive. Son approche combine aussi des éléments programmatiques comme les cyberattaques et le soutien aux séparatistes, ce qui accentue l'idée que la guerre a été pour lui une dernière alternative.

Les croyances de Vladimir Poutine ont connu une évolution. Il y a la période d'avant 2014, où il privilégiait une stratégie de stabilité contrôlée, mêlant coopération économique avec l'Union Européenne et fermeté, qui pouvait se ressentir lors du discours de Munich en 2007. L'annexion de la Crimée marque un tournant vers un code plus conflictuel et moins coopératif, renforcé par la montée des tensions avec l'OTAN. En 2022, l'invasion a révélé une radicalisation de ses croyances avec une confiance accrue dans la force militaire, comme seul moyen de garantir la sécurité russe.

Pour son style de leadership, Vladimir Poutine incarne un leadership autoritaire, caractérisé par un contrôle strict des institutions étatiques. Pendant la guerre en Ukraine, il a imposé ses choix stratégiques sans consultation approfondie avec des acteurs externes comme le parlement, s'appuyant sur un cercle restreint de conseiller fidèles comme Sergei Choïgou, son ministre de la défense. Ce style reflète une volonté de monopole du processus décisionnel. Cependant, l'image attrapée par les médias occidentaux et les livres de politique

Partie 3 : Mise en œuvre comparée de la politique étrangère russe : pratiques et réponses sous Eltsine, Medvedev et Poutine

étrangère accroît cette vision en utilisant des expressions comme « la guerre de Poutine » « la politique étrangère russe de Poutine », le rendant ainsi l'acteur principal de tous les agissements russes.

Pour la typologie de Charles Herman, Vladimir Poutine correspond principalement au type du Grand homme qui assume un contrôle direct des décisions stratégiques et projette une image de dirigeant fort déterminé à défendre les intérêts russes. Il a aussi un certain degré de Pompier notamment à sa réactivité aux crises, comme l'annexion de la Crimée qui avouait autrefois appartenir à l'Ukraine.

Pour l'analyse des traits de leadership, Poutine affiche une capacité et une confiance à contrôler les vengeances en influençant le cours de la guerre, ce qui justifie des décisions risquées, en même temps un besoin de pouvoir se fait ressentir à travers son désir de domination et marginalisation des opposants, comme Alexeï Navalny, dont la famille accuse Poutine de l'avoir assassiné.

Selon l'approche de James Rosenau, Vladimir Poutine a su utiliser les médias d'état comme la chaîne RT et *Rossiya 1* pour diffuser ces propres narratifs au public russe et étranger, dans le cadre de la diplomatie publique. Il présente la guerre en Ukraine comme un nettoyage des néonazis. Son accès aux canaux de communication impersonnels comme les discours télévisés le rendent un leader national digne des critères de Rosenau.

Pour les contraintes structurelles, dans le cas de Vladimir Poutine, elles sont plus internationales que nationales, en raison de la centralisation du pouvoir, à l'exemple des sanctions économiques comme l'exclusion du système SWIFT et l'embargo sur les hydrocarbures et l'isolement diplomatique. Mais dans le cas de Vladimir Poutine, elles importent peu.

La confrontation des approches décisionnelles des trois présidents russes, à travers leurs instruments de la PE et leurs réponses aux crises, met en évidence des lignes de continuité mais aussi des ruptures attribuables à leurs profils individuels. Ces constats empiriques permettent désormais de revenir sur la problématique centrale de ce travail, en évaluant l'influence réelle du décideur dans l'orientation de la politique étrangère de la Russie.

Conclusion

Conclusion

Ce mémoire s'est donné pour objectif d'examiner une problématique centrale en analyse de politique étrangère : comment les déterminants de la personnalité des décideurs influencent-ils la formulation de la politique étrangère de la Fédération de Russie, et dans quelle mesure leur impact peut-il dépasser celui des contraintes institutionnelles et internes ? Pour répondre à cette question, trois hypothèses ont été formulées : d'abord, le décideur individuel exerce-t-il une influence significative sur la politique étrangère de la Fédération de Russie ? Ensuite, les traits de personnalité, les croyances et les perceptions des présidents russes conditionnent-ils les orientations stratégiques en politique étrangère ? Enfin, une approche comparée permet-elle de mettre en évidence des constantes et des variations imputables aux spécificités personnelles de chaque décideur dans la prise de décision en politique étrangère ?

La première partie du mémoire a permis d'établir les fondements conceptuels et théoriques de l'analyse de la politique étrangère en intégrant une approche centrée sur le décideur. Elle a mis en évidence la pertinence d'un niveau d'analyse individuel, souvent négligé par les théories classiques des relations internationales, qui privilégient des logiques structurelles. L'approche multiniveau issue de l'Analyse de la politique étrangère (APE), couplée aux apports de la psychologie politique et des modèles tels que le code opérationnel ou le *Leadership Trait Analysis*, permet de mieux comprendre comment les biais cognitifs, les perceptions, l'horizon idéologique ou encore le style de leadership influencent la sélection des options politiques dans un environnement international incertain.

La deuxième partie du mémoire a porté sur l'étude approfondie des profils personnels et politiques de trois présidents russes : Boris Eltsine, Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev. Elle a démontré que les trajectoires personnelles, les expériences de vie et les visions du monde des présidents russes ont affecté leurs comportements décisionnels. Eltsine, président dans une période de forte instabilité, a illustré une politique étrangère hésitante, marquée par une perte d'autonomie décisionnelle. Medvedev, bien qu'ayant affiché une volonté d'ouverture, n'a pu concrétiser pleinement ses orientations diplomatiques à cause de l'influence persistante de Poutine. Ce dernier, par son style de leadership affirmé, a structuré une politique étrangère cohérente, proactive, fondée sur la centralisation du pouvoir et la défense de la souveraineté nationale.

Conclusion

Enfin, la troisième partie du mémoire a permis une analyse comparée des pratiques et des réponses de ces présidents face à différents enjeux internationaux. L'étude des outils utilisés en politique étrangère (diplomatie, armée, sécurité, énergie, religion), des textes officiels (concepts stratégiques, doctrines militaires) ainsi que de cas concrets (Tchéchénie, Géorgie, Ukraine) a révélé l'impact différencié de chaque dirigeant dans la conduite de la politique extérieure. Poutine, par exemple, se distingue par une approche offensive, ancrée dans une logique de puissance, tandis que Medvedev a tenté une politique plus normative, tournée vers la coopération internationale. Ces variations stratégiques, dans un cadre institutionnel relativement stable, attestent de l'influence déterminante du facteur individuel.

Ainsi, à l'issue de cette recherche, les trois hypothèses sont validées. Le décideur individuel influence la politique étrangère ; ses traits psychologiques et ses croyances façonnent ses choix ; et l'approche comparée permet de révéler des constantes et des écarts liés à la personnalité des dirigeants. Pour autant, il serait illusoire de réduire la politique étrangère à la seule volonté d'un individu. Ce travail a également montré que les contraintes institutionnelles, les équilibres internes, la culture stratégique et les rapports de force géopolitiques sont autant d'éléments qui encadrent, orientent ou parfois limitent l'action du décideur.

Il est donc nécessaire de penser la politique étrangère comme un processus hybride, articulant l'agent et la structure, le personnel et l'institutionnel. Dans le cas russe, la présidentialisation du régime amplifie l'impact du leader, mais ne le libère jamais totalement des dynamiques systémiques. L'individu donne une forme, une temporalité, un style, à une politique qui aurait pu exister sous d'autres modalités. C'est dans cette dialectique entre permanence et changement, entre contrainte et liberté, que se déploie la décision en politique étrangère.

En conclusion, cette étude invite à reconnaître la complémentarité entre les variables individuelles et structurelles dans l'analyse de la politique étrangère. Ni l'une ni l'autre ne peuvent à elles seules expliquer l'ensemble des choix stratégiques d'un État. Mais leur combinaison permet de mieux comprendre les logiques profondes, parfois invisibles, qui gouvernent les actions internationales. Le décideur n'est pas l'unique moteur de la politique étrangère, mais il en est, sans aucun doute, l'un des catalyseurs majeurs.

Bibliographie

Bibliographies

Livres :

1. Arend, Sylvie, et Christiane Rabier. *Le Processus politique et décision*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2000.
2. Bachkatov, Nina. *Poutine : l'homme que l'Occident aime haïr*. Bruxelles–Paris : Éditions Jourdan, 2022.
3. Baud, Jacques. *Poutine, maître du jeu*. Paris : Max Milo, 2022.
4. Bellamy, Alex J. *Warmonger: Vladimir Putin's Imperial Wars*. Newcastle upon Tyne : Agenda Publishing, 2023.
5. Belton, Catherine. *Les Hommes de Poutine : Comment le KGB a repris la Russie et s'est attaqué à l'Occident*. Traduit par Sophie Renon. Paris : Cherche Midi, 2022.
6. Black, J. L. *The Russian Presidency of Dmitry Medvedev, 2008–2012: The Next Step Forward or Merely a Time Out?* Londres : Routledge, 2015.
7. Boulding, Kenneth E. *The Image: Knowledge in Life and Society*. 15^e éd. Ann Arbor : University of Michigan Press, 1956.
8. Breslauer, George W. *Gorbachev and Yeltsin as Leaders*. Cambridge : Cambridge University Press, 2002.
9. Caron, Jean-François. *Putin's War and the Re-Opening of History*. Singapour : Springer Nature, 2023.
10. Dugin, Alexander. *Putin vs Putin: Vladimir Putin Viewed from the Right*. Londres : Arktos, 2014.
11. Dunlop, John B. *Russia Confronts Chechnya: Roots of a Separatist Conflict*. Cambridge : Cambridge University Press, 1998.
12. Evangelista, Matthew. *The Chechen Wars: Will Russia Go the Way of the Soviet Union?* Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 2002.
13. Felshtinsky, Yuri, et Alexander Litvinenko. *Blowing Up Russia: The Secret Services Foment War in Chechnya*. 2^e éd. Traduit par Geoffrey Andrews et al. Londres : Gibson Square Books, 2007.
14. Gessen, Masha. *The Man Without a Face: The Unlikely Rise of Vladimir Putin*. New York : Riverhead Books, 2012.
15. Hedlund, Stefan. *Ukraine, Russia and the West: When Value Promotion Met Hard Power*. Abingdon : Routledge, 2023.
16. Hudson, Valerie M. *Foreign Policy Analysis: Classic and Contemporary Theory*. 2^e éd. Lanham, MD : Rowman & Littlefield, 2014.
17. Kagarlitsky, Boris. *Russia Under Yeltsin and Putin: Neo-Liberal Autocracy*. Londres : Pluto Press, 2002.
18. Lo, Bobo. *Russia and the New World Disorder*. Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 2015.

Bibliographie

19. Mankoff, Jeffrey. *Russian Foreign Policy: The Return of Great Power Politics*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield, 2009.
20. McDermott, Rose. *Political Psychology in International Relations*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2004.
21. Mintz, Alex, et Karl DeRouen Jr. *Understanding Foreign Policy Decision Making*. Cambridge : Cambridge University Press, 2010.
22. Morin, Jean-Frédéric. *Politique étrangère : Théories, méthodes et références*. Paris : Armand Colin, 2013.
23. Nalbandov, Robert. *Not by Bread Alone: Russian Foreign Policy under Putin*. Lincoln : Potomac Books, 2016.
24. Ohmae, Kenichi. *The Mind of the Strategist*. New York : McGraw-Hill, 1982.
25. Pons, Frédéric. *Poutine*. Paris : Calmann-Lévy, 2014.
26. Poutine, Vladimir, avec Nataliya Gevorkyan, Natalya Timakova et Andrei Kolesnikov. *First Person: An Astonishingly Frank Self-Portrait by Russia's President*. Traduit par Catherine A. Fitzpatrick. New York : PublicAffairs, 2000.
27. Pursiainen, Christer, et Tuomas Forsberg. *The Psychology of Foreign Policy*. Cham : Palgrave Macmillan, 2021.
28. Ramani, Samuel. *Putin's War on Ukraine: Russia's Campaign for Global Counter-Revolution*. Londres : Hurst & Company, 2023.
29. Rosenau, James N. *The Scientific Study of Foreign Policy*. New York : Nichols Publishing Company, 1980.
30. Simon, Herbert A. *Administrative Behavior: A Study of Decision-Making Processes in Administrative Organizations*. 4^e éd. New York : The Free Press, 1997.
31. Stent, Angela E. *Putin's World: Russia Against the West and With the Rest*. New York : Twelve, 2019.
32. Walker, Stephen G., Akan Malici et Mark Schafer, éd. *Rethinking Foreign Policy Analysis: States, Leaders, and the Microfoundations of Behavioral International Relations*. New York : Routledge, 2011.
33. Yakemtchouk, Romain. *La politique étrangère de la Russie*. Paris : L'Harmattan, 2008.
34. Jervis, Robert. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton : Princeton University Press, 1976.

Articles de revues :

35. Hermann, Margaret G., et Charles F. Hermann. « Who Makes Foreign Policy Decisions and How: An Empirical Inquiry. » *International Studies Quarterly* 33, no. 4 (décembre 1989) : 361–387.
36. He, Kai, et Huiyun Feng. « Deceptive Bargaining and Nuclear Ambitions: Prospect Theory and North Korea's Decision to Go Nuclear. » Dans *Rethinking Foreign Policy Analysis*, édité par Stephen G. Walker, Akan Malici et Mark Schafer, 130–148. New York : Routledge, 2011.

Bibliographie

37. Levada, Youril. « D'Eltsine à Poutine : Les Élections Présidentielles en Russie de 1991–2004. » *Pouvoirs* 112 (2005) : 142–152.
38. Rutland, Peter. « The Boris Yeltsin of History. » *Demokratizatsiya* 6, no. 4 (1998) : 698–709.
39. Tayfur, M. « Main Approaches to the Study of Foreign Policy: A Review. » *METU Studies in Development* 21, no. 1 (1994) : 113–141.

Chapitres de livres collectifs :

40. Carlsnaes, Walter. « Actors, Structures, and Foreign Policy Analysis. » Dans *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases*, 3^e éd., édité par Steve Smith, Amelia Hadfield et Tim Dunne, 113–117. Oxford : Oxford University Press, 2016.
41. Dyson, Stephen Benedict. « Leader Psychology and Foreign Policy. » Dans *The Oxford Handbook of Foreign Policy Analysis*, édité par Juliet Kaarbo et Cameron G. Thies, 359–375. Oxford : Oxford University Press, 2024.
42. Stein, Janice Gross. « Foreign Policy Decision Making: Rational, Psychological, and Neurological Models. » Dans *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases*, 3^e éd., édité par Steve Smith, Amelia Hadfield et Tim Dunne, 130–143. Oxford : Oxford University Press, 2016.
43. Schäfer, Mark, et Stephen G. Walker. « Operational Code Analysis. » Dans *Routledge Handbook of Foreign Policy Analysis Methods*, édité par Patrick A. Mello et Falk Ostermann, 255–270. New York : Routledge, 2023.

Médias en ligne :

44. Agence France-Presse. « Medvedev, un tsar russe qui se veut “normal et moderne”. » *La Dépêche*, 3 mars 2008. <https://www.ladepoche.fr/article/2008/03/03/439241-medvedev-un-tsar-russe-qui-se-veut-normal-et-moderne.html>.
45. Châtelot, Christophe. « L’empoisonnement de Viktor Iouchtchenko raconté par son médecin. » *Le Monde*, 11 juin 2008. <https://www.lemonde.fr/article/123456>.
46. Staff Reporter. « I Took All Decisions, Says Medvedev of Georgia War. » *The Mail & Guardian*, 7 août 2009. <https://mg.co.za/article/2009-08-07-i-took-all-decisions-says-medvedev-of-georgia-war/>.

Dictionnaires et encyclopédies :

47. Académie française. *Dictionnaire de l'Académie française*. 9^e éd. En ligne. S.v. « Décider ». Consulté le 1^{er} mars 2025. <https://www.dictionnaire-academie.fr/>.
48. Académie française. *Dictionnaire de l'Académie française*. 9^e éd. S.v. « théorie ». Consulté le 10 mars 2025. <https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9T0731>.

Documents officiels :

49. Fédération de Russie. *Constitution de la Fédération de Russie*. Adoptée le 12 décembre 1993, amendée le 1^{er} juillet 2020. Traduit par la Cour constitutionnelle. Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2021. [https://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-REF\(2021\)010-f](https://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-REF(2021)010-f).

Bibliographie

50. Fédération de Russie. *The Foreign Policy Concept of the Russian Federation*. Approuvé par le président Vladimir Poutine, 28 juin 2000. https://mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/.
51. Fédération de Russie. *The Foreign Policy Concept of the Russian Federation*. Approuvé par le président Dmitri Medvedev, 12 juillet 2008. https://mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/.
52. Fédération de Russie. *The Foreign Policy Concept of the Russian Federation*. Approuvé par le président Vladimir Poutine, 30 novembre 2016. https://mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/.
53. Fédération de Russie. *The Foreign Policy Concept of the Russian Federation*. Approuvé par le président Vladimir Poutine, 31 mars 2023. https://mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/.
54. Fédération de Russie. *National Security Strategy of the Russian Federation*. Décret présidentiel no 400, 2 juillet 2021. https://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/.

Sources en ligne :

55. Immelman, Aubrey, et Joseph V. Trenzeluk. *The Political Personality of Russian Federation President Vladimir Putin*. Document de travail no 1.4. Colledgeville : St. John's University, 2017. http://digitalcommons.csbsju.edu/psychology_pubs/104/.
56. Poutine, Vladimir. « De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens. » *Caïm Президентa России*, 12 juillet 2021. <http://kremlin.ru/events/president/news/66181>. Consulté le 10 mai 2025.

Rapports :

57. Connors, Brenda. *The Russian Leadership Tandem in Interaction: Insights from Movement Analysis*. Rapport préparé pour l'Office of Net Assessment, U.S. Department of Defense, janvier 2011.